

Étude économique sur les relations commerciales entre le Brésil et le Luxembourg

Septembre 2018

kpmg.lu



Sommaire



Préface	4
----------------	----------

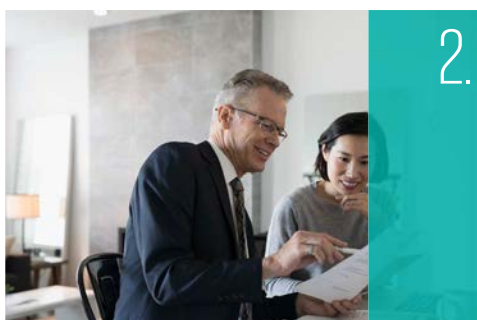
Inauguration de l'ambassade du Grand-Duché de Luxembourg au Brésil	8
---	----------

Introduction	10
---------------------	-----------



POURQUOI LE LUXEMBOURG AUJOURD'HUI? 14

1. Les atouts d'un pays au cœur de l'Europe	14
1.1 Un pays influent dans le paysage européen	14
1.2 Le Luxembourg comme passerelle idéale pour l'accès au marché européen	14
2. Un environnement favorable aux affaires	15
2.1 L'attractivité du contexte fiscal luxembourgeois	15
2.2 Une économie ouverte et diversifiée tournée vers le développement durable	15
3. Une plateforme privilégiée pour les investisseurs internationaux et les entrepreneurs	16
En résumé : les 9 bonnes raisons d'investir au Luxembourg aujourd'hui	18



POURQUOI LE BRÉSIL AUJOURD'HUI? 20

1. Un géant de l'Amérique latine	20
1.1 Une puissance territoriale et démographique	20
1.2 Un acteur important et influent au niveau régional et international	22
2. Un environnement favorable aux investissements	32
2.1 Une reprise de la croissance	32
2.2 Des mesures pour stimuler l'économie et accroître la transparence des institutions	35
2.3 L'afflux des investissements étrangers au Brésil	37
3. Les particularités du système local brésilien	41
En résumé : les 9 bonnes raisons d'investir au Brésil aujourd'hui	42
4. Le Luxembourg au Brésil : témoignages d'entreprises et interviews	43



3.

ANALYSE DE LA SITUATION ÉCONOMIQUE ET DES SECTEURS EN EXPANSION

46

1. Les principaux indicateurs macro-économiques	48
2. Analyses SWOT et PEST	49
3. Les secteurs d'expertise et en développement	54
3.1 Les secteurs porteurs au Luxembourg	54
3.2 Les secteurs porteurs au Brésil	57



4.

DIAGNOSTIC DES RELATIONS ÉCONOMIQUES EXTÉRIEURES

62

1. Les relations commerciales du Luxembourg dans le monde	63
2. Les relations commerciales du Brésil dans le monde	69
3. Les relations commerciales entre le Luxembourg et le Brésil	75

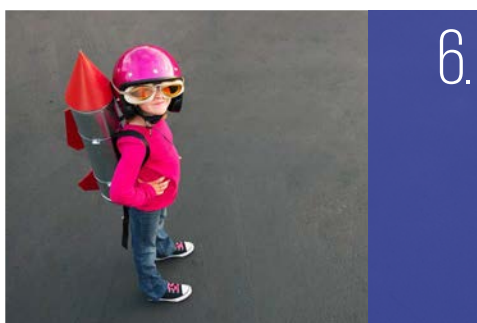


5.

IDENTIFICATION DES OPPORTUNITÉS

78

1. Les perspectives économiques	78
1.1 Les indicateurs de potentiels de développement et prévisions du volume des échanges commerciaux	79
2. Les alliances entre l'offre et la demande	84
2.1 Les opportunités d'exportation pour le Luxembourg	84
2.2 Les opportunités d'exportation pour le Brésil	94
3. La pression concurrentielle par zone géographique	103
3.1 Comment se positionne le LATAM en termes de part de marché dans les importations luxembourgeoises ?	103
3.2 Comment se positionne le LATAM en termes de part de marché dans les exportations luxembourgeoises ?	106



6.

LES MESURES MISES EN PLACE POUR STIMULER LES ÉCHANGES ET ENCOURAGER LES ENTREPRISES À S'INTERNATIONALISER

112

1. Développer une stratégie de collaboration entre les deux pays sans idées reçues	112
2. Les aides et les incitations du secteur public	119
2.1 Les aides publiques au Luxembourg	119
2.2 Les aides publiques au Brésil	121
3. Accompagnement privé des entreprises sur place	123
3.1 Du Luxembourg au Brésil : les aides à l'importation au Brésil	123
3.2 Du Brésil au Luxembourg : les aides privées au Luxembourg	123
3.3 Un réseau unique : KPMG Luxembourg – LATAM Desk	123

Préface



Étienne Schneider

- Vice-Premier ministre du Luxembourg
- Ministre de l'Économie du Luxembourg

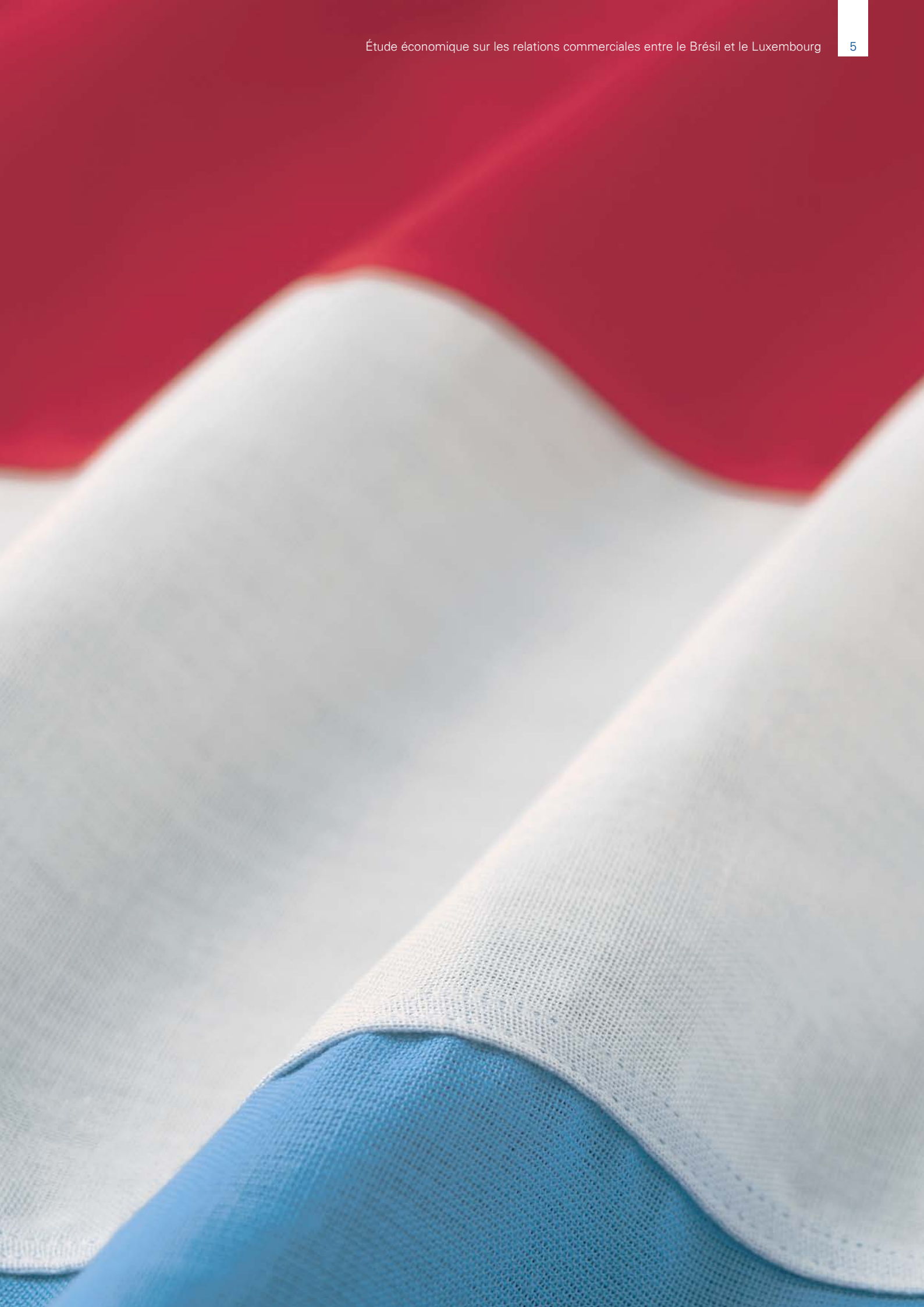
Chers lecteurs,

La décision d'ouvrir en mars dernier une ambassade au Brésil, première dans la région sud-américaine, s'inscrit dans la volonté luxembourgeoise d'assurer une présence plus visible et opérationnelle du Grand-Duché au Brésil en particulier et, de manière plus générale, de renforcer ses relations politico-diplomatiques, économiques et culturelles avec le continent sud-américain.

L'ouverture de l'ambassade constituait ainsi une étape historique dans les relations diplomatiques qui furent établies entre les deux pays en 1911 : des milliers de descendants de Luxembourgeois ont émigré depuis 1828 vers le sud du Brésil, ainsi que les ingénieurs et techniciens de l'ARBED, pionniers de l'industrie sidérurgique brésilienne.

Le Brésil et le Luxembourg entretiennent donc une relation d'amitié ancienne. Nos deux nations partagent les mêmes valeurs et sont capables de coopérer en faisant valoir, chacune, leurs nombreux atouts. Le Brésil est aujourd'hui le premier partenaire commercial du Luxembourg en Amérique du Sud et continue d'offrir d'énormes potentialités d'investissement pour les entreprises luxembourgeoises, dont notamment ArcelorMittal, Paul Wurth, SES, Cargolux, CEBI, Ceratizit, Accumalux, ainsi que la société Etix.

En plus de l'ouverture d'une ambassade luxembourgeoise, le rythme constant des visites ministérielles et des missions économiques et financières au Brésil témoigne de la dynamique des relations économiques qui passent par une parfaite connaissance réciproque de nos deux pays à laquelle cette documentation contribue fortement. Je tiens à adresser mes félicitations aux différents contributeurs à l'origine de ce document qui permet au Luxembourg et au Brésil de se rapprocher encore davantage et de pérenniser leur coopération fructueuse.



Préface



Nilton Constantino

Associate Partner, Head of LATAM

Chers lecteurs,

Au cours de la dernière décennie, le Brésil s'est positionné comme un acteur de premier plan dans l'économie mondiale, se révélant être un pays dynamique à fort potentiel d'investissement entrant et sortant.

Le Luxembourg s'est quant à lui affirmé comme la juridiction européenne la plus appropriée pour accueillir les multinationales et dirigeants brésiliens en leur offrant des outils de gestion, des solutions de financement et des opportunités d'expansion économique.

Au cœur de l'Europe, le Luxembourg est un centre financier et économique de premier plan offrant une image reconnue au Brésil pour son expertise et son savoir-faire en matière de finance. L'importance de la place est notamment mise en évidence par son rang de deuxième plus grand centre de fonds d'investissement au monde et de plus grand centre de gestion de patrimoine de la zone euro. Tout cela porté par un environnement politico-économique stable, une main-d'œuvre multilingue hautement qualifiée et sa notation AAA.

Fort des relations économiques qu'il a nouées avec le géant sud-américain dès les années 1960, principalement dans le secteur sidérurgique sous la houlette d'ARBED, le Luxembourg reste aujourd'hui le quatrième investisseur au Brésil. À l'inverse, de nombreuses multinationales brésiliennes sont implantées au Grand-Duché. Par ailleurs, les récentes visites officielles luxembourgeoises au Brésil en 2018 (Luxembourg For Finance, ministre des Finances, ministre des Affaires étrangères et, plus récemment, M. Étienne Schneider en sa qualité de Vice-Premier ministre et ministre de l'Économie) témoignent de l'intérêt croissant en faveur d'une coopération étroite entre ces deux pays.

Cette étude sur les relations commerciales entre le Brésil et le Luxembourg se présente comme un outil d'analyse et de diagnostic des relations économiques actuelles entre ces deux pays, identifiant les opportunités d'investissement réciproques futures, ainsi que les mesures disponibles pour stimuler une coopération pérenne.

Conscient de cette tendance croissante, KPMG Luxembourg, à travers son LATAM Desk, s'est davantage tourné vers le Brésil, mettant à disposition des investisseurs des informations et services sur mesure afin de faciliter et d'accompagner leur arrivée au Luxembourg ou, inversement, leur installation au Brésil. Forte de plus de 20 spécialistes parlant couramment le portugais, notre équipe met son expérience au service de nos clients.

Nous vous souhaitons une bonne lecture.



Inauguration de l'ambassade du Grand-Duché de Luxembourg au Brésil

Chers lecteurs de cette étude,

Je tiens à féliciter celles et ceux qui ont conçu et contribué à la rédaction de cette publication importante, mettant en lumière les relations bilatérales profondes et complexes qui datent de plus d'un siècle, ainsi que le potentiel de ce pays-continent.

Le 1^{er} mars dernier, le ministre des Affaires étrangères et européennes, M. Jean Asselborn, a eu le plaisir d'inaugurer l'ambassade du Luxembourg à Brasilia. Tout récemment, le Vice-Premier ministre et ministre de l'Économie, M. Étienne Schneider, s'est rendu au Brésil pour une mission économique.

L'ouverture de notre ambassade constitue une étape historique pour le Luxembourg. Par cette décision, le gouvernement luxembourgeois tient à démontrer la place prépondérante du Brésil dans les relations bilatérales de notre pays.

Je suis arrivé à Brasilia le 1^{er} septembre 2017 en vue de mettre en place la première présence diplomatique du Luxembourg en Amérique du Sud. Les relations diplomatiques bilatérales ont été établies en 1911 déjà. Elles se fondent sur de riches échanges, sous forme d'une migration luxembourgeoise vers quatre États brésiliens au début du XIX^e siècle, à savoir le Rio Grande do Sul, le Santa Catarina, le Parana, et l'Espirito Santo. Aujourd'hui, le Brésil compte des milliers de descendants d'immigrés luxembourgeois, qui sont fiers de leurs racines et bien intégrés dans la société brésilienne, et ce, dans tous les domaines. Un bon nombre d'entre eux ont même obtenu la nationalité luxembourgeoise.

Plus tard sont arrivés les « chasseurs de plantes », collectionneurs d'orchidées,

et prospecteurs de métaux et de minerais. L'un des premiers industriels fut Charles Bettendorf qui, en 1899, créa une société de mines de manganèse dans l'État du Minas Gerais. C'est lui qui plus tard conseillera à Emile Mayrisch, le dirigeant d'ARBED, d'investir dans cet État, dans une entreprise qui deviendra par la suite *BelgoMineira*. Les complexes sidérurgiques mis en place par *BelgoMineira* sont ainsi devenus la référence en Amérique latine, grâce notamment aux technologies luxembourgeoises et européennes apportées par presque deux cents ingénieurs et contremaîtres originaires de notre pays. Nombre de leurs descendants vivent encore aujourd'hui au Brésil et y accomplissent leurs carrières. Les noms des directeurs luxembourgeois de *BelgoMineira* sont encore connus aujourd'hui dans la région, comme j'ai pu le constater moi-même lors d'un voyage récent. Un quartier entier de la ville de Belo Horizonte, troisième métropole du pays, est nommé *Luxemburgo*, en l'honneur de l'un de nos compatriotes.

Le Brésil est le premier partenaire commercial du Luxembourg en Amérique latine. Selon un sondage de la Chambre de Commerce du Luxembourg, le Brésil est perçu par les opérateurs économiques luxembourgeois comme étant le deuxième marché le plus intéressant hors Europe (après la Chine).

Nos échanges se voient continuellement renforcés par de nouveaux accords bilatéraux et de mises à jour d'accords existants.

Aujourd'hui, la présence économique luxembourgeoise au Brésil est caractérisée par la diversité, et la sidérurgie reste un point fort, bénéficiant notamment de procédés de production des plus modernes. D'autres entreprises

luxembourgeoises apportent des technologies de pointe dans les domaines de l'environnement, des satellites, ou encore de l'infrastructure.

Au niveau politique, le Luxembourg et le Brésil œuvrent ensemble dans les fora internationaux avec les mêmes objectifs et les mêmes valeurs, dans un engagement commun pour la démocratie, les droits de l'homme, l'environnement, et la coopération multilatérale.

Le Luxembourg a établi une présence physique à Brasilia, dans **un pays qui nous accueille les bras ouverts**, où nous pouvons compter sur de nombreux amis, ainsi que sur quatre consulats honoraires, avec pour objectif commun de renforcer nos relations bilatérales à tous les niveaux. La publication que vous êtes sur le point de découvrir le prouve à merveille.

En vous souhaitant bonne lecture,

Carlo Krieger



Ministre des Affaires étrangères et européennes du Luxembourg, Jean Asselborn (à gauche), au côté de l'ambassadeur du Grand-Duché de Luxembourg, Carlo Krieger (à droite), lors de l'inauguration, Brasilia - Mars 2018.

Source : www.gouvernement.lu



Introduction

L'arrivée des Luxembourgeois au Brésil

La présence des Luxembourgeois sur le territoire brésilien a débuté dans la seconde moitié du XVII^e siècle avec Gaspar Mich (1661-1697) et João Felipe Bettendorff (1661-1698), deux éminents missionnaires qui ont participé aux travaux de colonisation et de mission dans les États du Maranhão et du Grão-Pará. Des études historiques ont démontré le rôle important joué par les missionnaires jésuites dans l'émergence d'une identité culturelle au Brésil.



La cathédrale "São Luís do Maranhão" a été conçue en 1690 par João Felipe Bettendorf. La cathédrale est située dans la Praça Pedro II, dans le centre de São Luís, capitale de l'État du Maranhão.²



Statue du prêtre João Felipe Bettendorf dans la ville de Santarém (Pará) - lieu de débarquement du missionnaire en date du 22 juin 1661.¹

Le flux migratoire des Luxembourgeois vers le nouveau monde a commencé dans la première moitié du XIX^e siècle. La première vague d'une centaine de familles luxembourgeoises a débarqué à Rio de Janeiro à la fin de 1820, pour s'implanter finalement dans le sud du Brésil, dans les États du Rio Grande do Sul, de Santa Catarina et de Paraná.

Une communauté luxembourgeoise bien ancrée

Aujourd'hui, le Brésil compte une importante communauté luxembourgeoise. Selon le portail de consultation pour la nationalité luxembourgeoise³, on estime à 50 000 le nombre de Brésiliens descendants d'immigrés luxembourgeois dans des régions telles que le sud et le sud-est du Brésil, soit près de 8 % de la population totale du Luxembourg.

Source : ¹<https://www.mnhn.lu/blog/2016/04/derjesuit-johann-philipp-bettendorff-1625-1698-sj-als-naturforscher-2742016/>

²http://data.bnf.fr/12460378/impriemerie_lemercier/

³<http://cidadanialuxemburguesa.blogspot.com/2016/06/quantos-descendentes-de-luxemburgueses.html>

Les demandes de nationalité luxembourgeoise au Brésil

Depuis 2008, le Grand-Duché de Luxembourg a assoupli la législation afin que les descendants des Luxembourgeois du monde entier puissent également devenir citoyens européens. Beaucoup de Brésiliens ont déjà obtenu leur nationalité et certains ont déjà émigré au Luxembourg avec leurs familles.

Selon le journal régional de Santa Catarina « *Diário Catarinense* », dans cette seule région, au moins 3 000 Brésiliens sont en droit de prétendre à la nationalité luxembourgeoise.



Source : <http://consuladoluxemburgo.com.br>

La communauté brésilienne au Luxembourg

Au Luxembourg, la communauté brésilienne ne cesse de croître. Les chiffres présentés par l'Institut national de la statistique et des études économiques du Grand-Duché de Luxembourg (STATEC) font état d'une communauté de 1 999 résidents brésiliens en janvier 2018, soit 796 de plus qu'en 2011, ce qui correspond à une augmentation de près de 40 % en l'espace de 7 ans.

Les relations bilatérales

Les relations entre le Luxembourg et le Brésil vont bien au-delà de la dimension historique. L'intensité des relations bilatérales est démontrée par plus de 100 ans de diplomatie.



Rencontre du ministre de l'Économie du Grand-Duché de Luxembourg, Étienne Schneider et du ministre de l'Industrie, du Commerce extérieur et des Services du Brésil, Marco Jorge de Lima, pour l'intensification des relations bilatérales, Brésil - Avril 2018.

Source : Ministère de l'Industrie, du Commerce extérieur et des services du Brésil

Première visite d'un ministre de l'Économie du Luxembourg au Brésil

Avril 2018

Des représentants du gouvernement accompagnés du Vice-Premier ministre Étienne Schneider se sont rendus au Brésil pour intensifier les relations économiques et politiques entre les deux pays. Après plusieurs jours de visites et de réunions au plus haut niveau du gouvernement brésilien, les deux pays ont identifié la possibilité d'une coopération dans le secteur spatial et des télécommunications et se sont montrés prêts à travailler ensemble pour développer le commerce et accroître les investissements bilatéraux.

Mars 2018

Inauguration de l'ambassade du Grand-Duché de Luxembourg par le ministre des Affaires étrangères et européennes du Luxembourg, M. Jean Asselborn.

2017

Arrivée de M. Carlo Krieger à Brasilia pour la mise en place de la première présence diplomatique du Luxembourg en Amérique du Sud.

2016

Visite du ministre des Affaires étrangères et européennes du Luxembourg à Rio de Janeiro et à Brasilia : réunion de travail avec le ministre Mauro Vieira.

2014

Visite au Brésil du Prince héritier Guillaume de Luxembourg.

2013

Visite au Brésil du chancelier Jean Asselborn.

2012

Visite au Brésil du Grand-Duc Henri pour la Conférence Rio + 20.

2007

Visite au Brésil du Grand-Duc Henri de Luxembourg.

1965

Visite au Brésil du Grand-Duc Jean de Luxembourg.

1911

Établissement des relations diplomatiques.





Le ministre de la Science, de la Technologie, de l'Innovation et des Communications du Brésil, Gilberto Kassab, reçoit le ministre de l'Économie du Grand-Duché de Luxembourg, Étienne Schneider, dans le but d'intensifier les relations dans le domaine spatial et des télécommunications, Brésil - Avril 2018.

Source : Ministère de la Science, de la Technologie, de l'Innovation et des Communications du Brésil

Les accords bilatéraux

Le cadre réglementaire entre le Luxembourg et le Brésil est bien développé. Les deux pays sont liés par des accords bilatéraux dans les domaines des services aériens (depuis 2008) et de la reconnaissance mutuelle de brevets de marin (depuis 2010), ainsi que par une convention de double imposition (en vigueur depuis 1980). Les relations réciproques dans le domaine de la sécurité sociale sont régies par une convention de sécurité sociale, entrée en vigueur le 1^{er} avril 2018. En outre, les services de sécurité luxembourgeois et brésiliens collaborent dans le cadre d'un accord concernant l'échange et la protection réciproque d'informations classifiées. Des négociations sont en cours en vue de renforcer encore davantage le cadre réglementaire dans les domaines maritimes et fiscaux.

Cette dynamique démontre la force du processus en cours visant à renforcer le dialogue politique bilatéral de manière intensive, à encourager la coopération en matière de sciences, de technologie et d'innovation ainsi qu'à approfondir les relations économiques et commerciales.

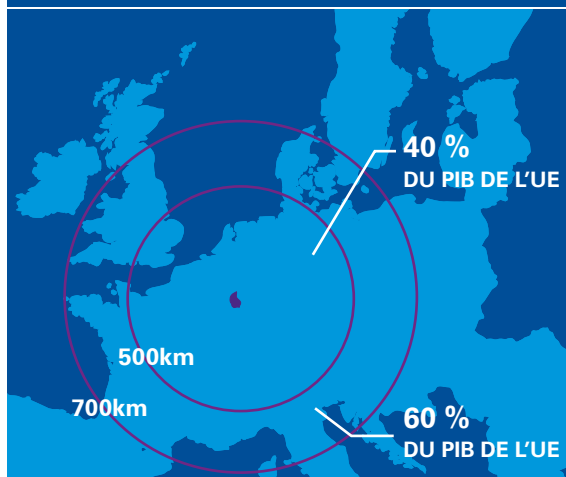


Chapitre 1 - POURQUOI LE LUXEMBOURG AUJOURD'HUI?

Dynamisme, ouverture et stabilité économique font partie de l'ADN du Luxembourg. Ce petit pays au potentiel important est situé au cœur de l'Europe. Sa localisation géographique est un atout considérable pour tout entrepreneur ou implantation d'activité car il constitue un point d'entrée stratégique sur le marché européen. En effet, il sert de plaque tournante pour la distribution de biens et services dans les pays voisins. Le Luxembourg se classe constamment dans le peloton de tête en termes de compétitivité dans les études internationales.

Par cette étude, nous souhaitons mettre en exergue les avantages, parfois méconnus, à investir au Luxembourg aujourd'hui.

Implantation stratégique au cœur du marché européen



Source : Ministère de l'Économie du Luxembourg

1. Les atouts d'un pays au cœur de l'Europe

1.1 Un pays influent dans le paysage européen

Malgré la taille de son territoire, le Luxembourg a démontré son influence dans le paysage européen. Il est un membre fondateur de nombreuses organisations internationales telles que :

- les Nations Unies, organisation intergouvernementale ayant pour mission de promouvoir la coopération internationale créée en octobre 1945 et dont le Brésil est également membre fondateur ;
- l'OTAN (Organisation du Traité de l'Atlantique Nord), alliance intergouvernementale militaire entre l'Amérique du Nord et l'Europe créée en avril 1949 ;
- le Conseil de l'Europe, organisation intergouvernementale instituée par le traité de Londres en mai 1949 ;
- l'OCDE (Organisation de Coopération et de Développement Economiques) créée en septembre 1961 ;
- l'Union européenne (UE), union politico-économique créée en 1993, constituée aujourd'hui de 28 États utilisant l'euro comme monnaie unique.

Le Luxembourg est également l'une des capitales administratives de l'Union européenne. De nombreuses institutions européennes s'y sont implantées telles que la Cour de Justice de l'Union européenne, la Cour des comptes européenne, la Banque européenne d'investissement et bien d'autres.

1.2 Le Luxembourg comme passerelle idéale pour l'accès au marché européen

Le Luxembourg constitue une porte d'entrée idéale sur le marché européen. Ce marché unique réunit 28 pays et est l'une des principales puissances commerciales mondiales. L'Union européenne représente approximativement une superficie de 4 272 000 km², une population de 500 millions de consommateurs potentiels au sein des vingt-huit pays. Les biens, les services, les capitaux et les personnes circulent librement au sein de l'espace économique européen.

Bien que ce bloc ne compte que 7 % de la population mondiale, ses échanges commerciaux avec le reste du monde représentent plus de 15 % du volume total des importations et exportations mondiales. Les 28 pays de l'UE assurent la deuxième plus grande part des importations et exportations mondiales de biens en 2017.

De plus, la qualité des infrastructures entre les différents États membres est excellente, facilitant ainsi les échanges commerciaux.

2. Un environnement favorable aux affaires

2.1 L'attractivité du contexte fiscal luxembourgeois

Le Luxembourg jouit d'un haut niveau de stabilité financière. Les coûts de transaction et les incertitudes liées à la fluctuation des taux de change ont été éliminés par l'adoption de la monnaie unique : l'euro.

Le régime fiscal luxembourgeois offre aux entrepreneurs un environnement stable. Il s'agit de l'un des pays les plus avantageux en Europe pour entreprendre et installer son activité.

De nombreux traités bilatéraux ont été conclus avec différents pays, dont le Brésil. Le traité de double imposition entre le Brésil et le Luxembourg offre des avantages sur la fiscalité des dividendes, des intérêts, des droits d'auteur et des plus-values. Les conditions particulières de ce traité bilatéral pourront être aménagées à l'avenir par l'administration luxembourgeoise afin de favoriser davantage les échanges entre le Brésil et le Luxembourg, par rapport aux avantages existants avec les autres pays européens.

Ces dernières années, le gouvernement luxembourgeois a souhaité diversifier les activités économiques en mettant l'accent sur de nouveaux secteurs tels que la recherche, les technologies de l'information, la biotechnologie et le bois. Il a mis en place à cet égard le *Luxembourg Cluster Initiative* dans le but de promouvoir une économie diversifiée.

La volonté de cette politique est de favoriser les technologies et secteurs identifiés comme participant à un développement économique durable et d'encourager la coalition entre les secteurs public et privé.

2.2 Une économie ouverte et diversifiée tournée vers le développement durable

Le Luxembourg partage ses frontières avec la Belgique, la France et l'Allemagne et exporte plus de 80 % de ses produits et services vers les pays frontaliers.

Le pays est également actif dans ses échanges commerciaux avec la Chine, l'Europe de l'Est, la Russie, la Suisse et l'Amérique du Nord grâce à ses moyens logistiques et de communication avancés.

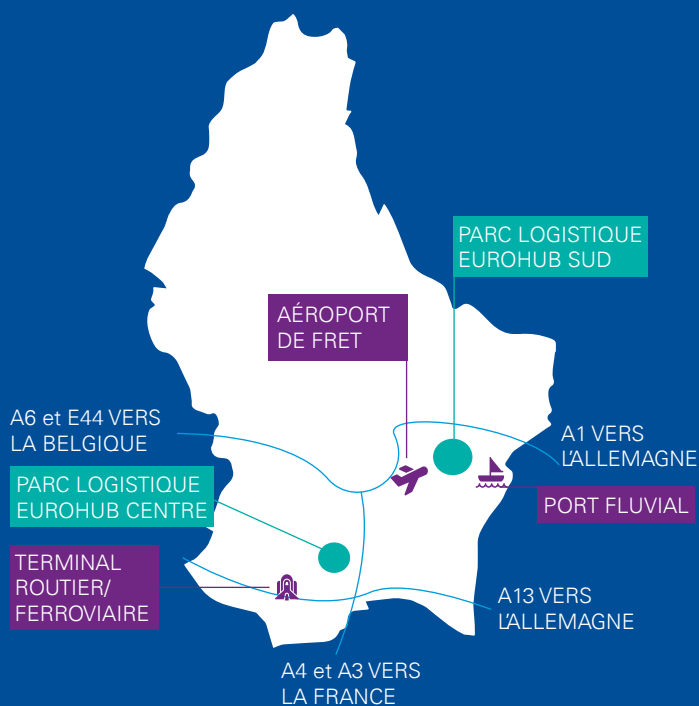
La robustesse de son économie s'est construite au fil des années grâce à une politique macro-économique prudente et stable, soutenue par un régime fiscal avantageux. Telles sont les principales raisons pour lesquelles les investisseurs et entrepreneurs les plus informés choisissent le Luxembourg pour y installer et développer leurs activités en toute sécurité. Aujourd'hui, le Luxembourg compte 33 733 entreprises qui profitent d'un environnement robuste et efficace pour leur activité.



3. Une plateforme privilégiée pour les investisseurs internationaux et les entrepreneurs

Une infrastructure d'excellence

Le pays se distingue par l'excellence de son infrastructure. Fort de sa localisation géographique, il s'impose comme une plateforme logistique importante au cœur de l'Europe. Il dessert le marché unique européen grâce au fret aérien, cargo central international portant la dénomination d'Eurohub Center, à ses routes modernes et à son système ferroviaire développé (Eurohub Sud). En outre, un port fluvial connecte les ports de la Mer du Nord, de la Mer Baltique et les ports méditerranéens.



Cette synergie logistique permet d'atteindre un marché représentant 80 % du PIB européen en moins d'un jour via le transport aérien. Les entreprises installées disposent donc d'avantages stratégiques pour conduire leur activité depuis le Luxembourg vers l'Europe.

Les investissements publics

La recherche et le développement ainsi que l'innovation font partie de la stratégie du gouvernement car elles permettent l'application d'une politique de diversification, accroissent la compétitivité et promeuvent la croissance. Plusieurs parties prenantes participent et contribuent au développement de ce secteur.

Un cadre favorable pour les entrepreneurs

Certains organismes du secteur public ont pour mission de promouvoir la création, le développement et l'acquisition d'entreprises innovantes ou tournées vers les nouvelles technologies.

En complément des aides publiques, certaines entreprises du secteur privé soutiennent les entrepreneurs par la mise à disposition de bureaux et d'espaces de formation.

Un régime attractif pour la propriété intellectuelle

Une caractéristique du Luxembourg est le régime fiscal attractif soutenant les droits liés à la propriété intellectuelle, lequel reflète la volonté du gouvernement de promouvoir la synergie entre la propriété intellectuelle et l'innovation. Ainsi, les bénéfices et plus-values issus de l'utilisation de certains droits attachés à la propriété intellectuelle peuvent faire l'objet d'importantes exemptions.

Le Luxembourg est donc une destination idéale pour l'exploitation et la protection des droits intellectuels.

Une main-d'œuvre hors du commun

Le Luxembourg offre un environnement cosmopolite du fait de sa population et de sa main-d'œuvre. 160 000 personnes traversent les frontières françaises, belges et allemandes pour venir y travailler tous les jours. D'autre part, approximativement 48 % des résidents sont des étrangers venant du monde entier. Les langues officielles enseignées à l'école sont le luxembourgeois, le français et l'allemand. Plus d'un tiers de la main-d'œuvre luxembourgeoise parle une autre langue que l'anglais, telle que le portugais (16 %),

l'italien, l'espagnol ou le néerlandais. Fort de cette main-d'œuvre multiculturelle et polyglotte, le Luxembourg bénéficie d'un vivier de compétences internationales.

Un système social compétitif

Le taux d'imposition ainsi que les cotisations sociales sont parmi les plus bas d'Europe. L'objectif de cette politique est d'attirer les jeunes talents des pays voisins. Ainsi, le Luxembourg est l'un des pays d'Europe où le taux de chômage est le plus bas (5,8 % en 2017). Les entreprises internationales installées y trouvent une main-d'œuvre qualifiée répondant à leurs besoins.

Une qualité de vie élevée

La qualité du système de santé donne le ton quant à la qualité de vie offerte par ce petit pays. Les revenus y sont en général plus élevés que dans les pays voisins et les ménages disposent d'un pouvoir d'achat supérieur à la moyenne européenne.

Un réseau de transport combiné



En résumé : Les 9 bonnes raisons d'investir au Luxembourg aujourd'hui

	Les 9 bonnes raisons...	... d'investir au Luxembourg
	Un accès direct au marché Européen	— Le Luxembourg est situé au cœur de l'Europe et donne accès aux 28 États européens ainsi qu'à 500 millions de consommateurs potentiels ; — 60% de l'Europe est accessible en une heure de vol ; — Les capitaux, les produits, les services et les travailleurs peuvent circuler librement au sein de l'espace économique européen ; — L'euro est la monnaie unique utilisée.
	Un pays favorable aux affaires et aux investisseurs	— Le Luxembourg occupe une position prometteuse sur le plan européen et mondial : – 3^e place en termes de <i>Growth Promise Indicators</i> (GPI)⁴ ; – 1^{er} pays en termes de productivité de la main-d'œuvre sur le plan mondial. — Le contexte légal, réglementaire et le régime fiscal sont avantageux. — En outre, de nombreux événements rassemblant les investisseurs ont lieu régulièrement.
	Un système économique robuste	— Robustesse macro-économique (AAA) ; — 2^e pays européen en termes de santé économique ; — Stabilité économique.
	Une infrastructure d'excellence	— 3^e sur le plan mondial en termes de qualité de l'infrastructure⁵.
	Un environnement de travail attractif	— 3^e pays le plus attractif pour les expatriés ; — Pays le plus productif en Europe ; — Régime salarial avantageux à la fois pour l'employeur et l'employé ; — Vivier de main-d'œuvre qualifiée, jeune et internationale ; — Pays leader en innovation en Europe.
	Une main d'œuvre qualifiée et polyglotte	— 1^{er} pays mondial pour l'emploi de compétences ; — 3^e au <i>Global Talent Competitiveness</i> ; — 170 nationalités sur place ; — Productivité de la main-d'œuvre la plus élevée d'Europe.
	Les programmes incitatifs aux investissements et à la recherche et développement	— Incubateurs (start-up, ONG) et coaching pour l'installation et le démarrage de l'activité ; — Subventions (ex : entreprises innovantes) ; — Prêts ; — Taux de TVA du crédit à l'exportation le plus bas d'Europe.
	Un pays sécurisé offrant une qualité de vie élevée	— L'un des pays le plus sûr au monde ; — Système éducatif de qualité ; — 1^{er} pays reconnu pour son système de santé.
	La taille du pays	La taille du pays permet un gain de temps non négligeable : — Accès aux différentes parties prenantes facilité ; — Grande réactivité des autorités publiques et administratives ; — Bureaucratie et obstacles administratifs réduits.



Chapitre 2 - POURQUOI LE BRÉSIL AUJOURD'HUI ?

1. Un géant de l'Amérique latine

La forte croissance et les progrès sociaux considérables des deux dernières décennies ont fait du Brésil un brillant exemple de croissance. La stabilité macro-économique, les tendances démographiques favorables et les bonnes conditions extérieures ont permis au pays de devenir l'une des principales économies du monde.

Acteur majeur du commerce international, le Brésil s'est avéré être un pays ouvert et dynamique avec une économie diversifiée et l'un des plus grands marchés de consommation au monde. Il possède une agriculture très productive, une base industrielle vaste et sophistiquée et des ressources naturelles abondantes. Par ailleurs, son secteur financier est prudemment réglementé et est l'un des plus solides du G20.

1.1 Une puissance territoriale et démographique

Le Brésil est le plus grand pays d'Amérique du Sud et le cinquième au monde en termes de superficie. Avec des proportions continentales, il s'étend sur une superficie de plus de 8,5 millions de km².

Le pays est divisé en cinq régions : (Nord-Est, Nord, Centre-Ouest, Sud-Est et Sud) et compte 26 États ainsi qu'un district fédéral.

- Région Nord : composée des États d'Acre, d'Amazonas, de Roraima, de Rondônia, de Pará, d'Amapá et de Tocantins ;
- Région Nord-Est : composée par les États de Maranhão, Piauí, Ceará, Rio Grande do Norte, Paraíba, Pernambuco, Alagoas, Sergipe et Bahia ;
- Région Centre-Ouest : composée des États du Mato Grosso, du Mato Grosso do Sul, de Goiás et du District fédéral ;
- Région Sud-Est : composée des États du Minas Gerais, de l'Espirito Santo, de Rio de Janeiro et de São Paulo ;
- Région Sud : composée des États de Paraná, Santa Catarina et Rio Grande do Sul.

Les aspects culturels, historiques, linguistiques, raciaux, artistiques et religieux du peuple brésilien sont le fruit de l'interaction entre les peuples européens, africains et indigènes. Depuis la seconde moitié du XIX^e siècle, le pays a reçu plusieurs courants migratoires (Allemands, Italiens, Espagnols, Japonais, notamment) qui ont également contribué à la formation ethnique actuelle de la population.

Le Brésil est le cinquième pays le plus peuplé après la Chine, l'Inde, les États-Unis et l'Indonésie. En termes de croissance démographique, la dernière enquête⁶ de l'Institut brésilien de géographie et de statistique (IBGE) indique que le Brésil compte actuellement 209 millions d'habitants et a connu un taux de croissance démographique de 0,77 % entre 2016 et 2017. La projection démographique de l'IBGE prévoit que d'ici 2030, la population brésilienne atteindra 228 millions, soit une croissance de 19 millions de personnes en l'espace de 12 ans.

Le pays occupe la septième place dans le classement des pays comptant le plus grand nombre de jeunes (51 millions). Aujourd'hui, le Brésil connaît une situation de «bonus démographique»⁷.

Source : ⁶<https://www.ibge.gov.br/apps/populacao/projecao/index.html>

⁷Communiqué des Nations Unies au Brésil : <https://nacoesunidas.org/unfpa-populacao-mundial-de-18-bilhao-de-jovens-e-a-chave-para-o-desenvolvimento-global/>

D'un point de vue économique, une période de bonus démographique signifie que le pays dispose de plus de force de travail pour produire et contribuer aux recettes fiscales et ainsi tirer parti de la croissance. Cette dynamique s'observe dans 59 pays, essentiellement dans les pays en développement.

Carte politique du Brésil : Les cinq régions composant le Brésil



■ Région Nord ■ Région Nord-Est ■ Région Centre-Ouest ■ Région Sud-Est ■ Région Sud

1.2 Un acteur important et influent au niveau régional et international

Le Brésil joue un rôle important dans la recherche de solutions aux grands problèmes internationaux auxquels l'humanité est confrontée. La participation à des organisations internationales est l'un des fronts de la politique étrangère brésilienne.

Mercosul

Le Marché commun du Sud (Mercosul, du portugais *Mercado Comum do Sul*) a été fondé en 1991 par le Brésil, l'Argentine, l'Uruguay et le Paraguay pour renforcer le commerce et l'intégration régionale. Avec 27 ans d'existence, le Mercosul a déjà été considéré comme l'initiative la plus complète en Amérique latine.



Mercosul

Le Marché Commun du Sud en chiffres



Venezuela*

Population - 31,4 millions
Superficie - 0,9 millions de km²
PIB - 210 milliards USD



Uruguay

Population - 3,4 millions
Superficie - 0,17 millions de km²
PIB - 58 milliards USD



Argentine

Population - 44,5 millions
Superficie - 2,8 millions de km²
PIB - 638 milliards USD

Total

Population - 306,5 millions
Superficie - 13,87 millions de km²
PIB - 3 037 milliards USD



Bolivia**

Population - 11,1 millions
Superficie - 1,1 million de km²
PIB - 37 milliards USD



Brésil

Population - 209,2 millions
Superficie - 8,5 millions de km²
PIB - 2 055 milliards USD

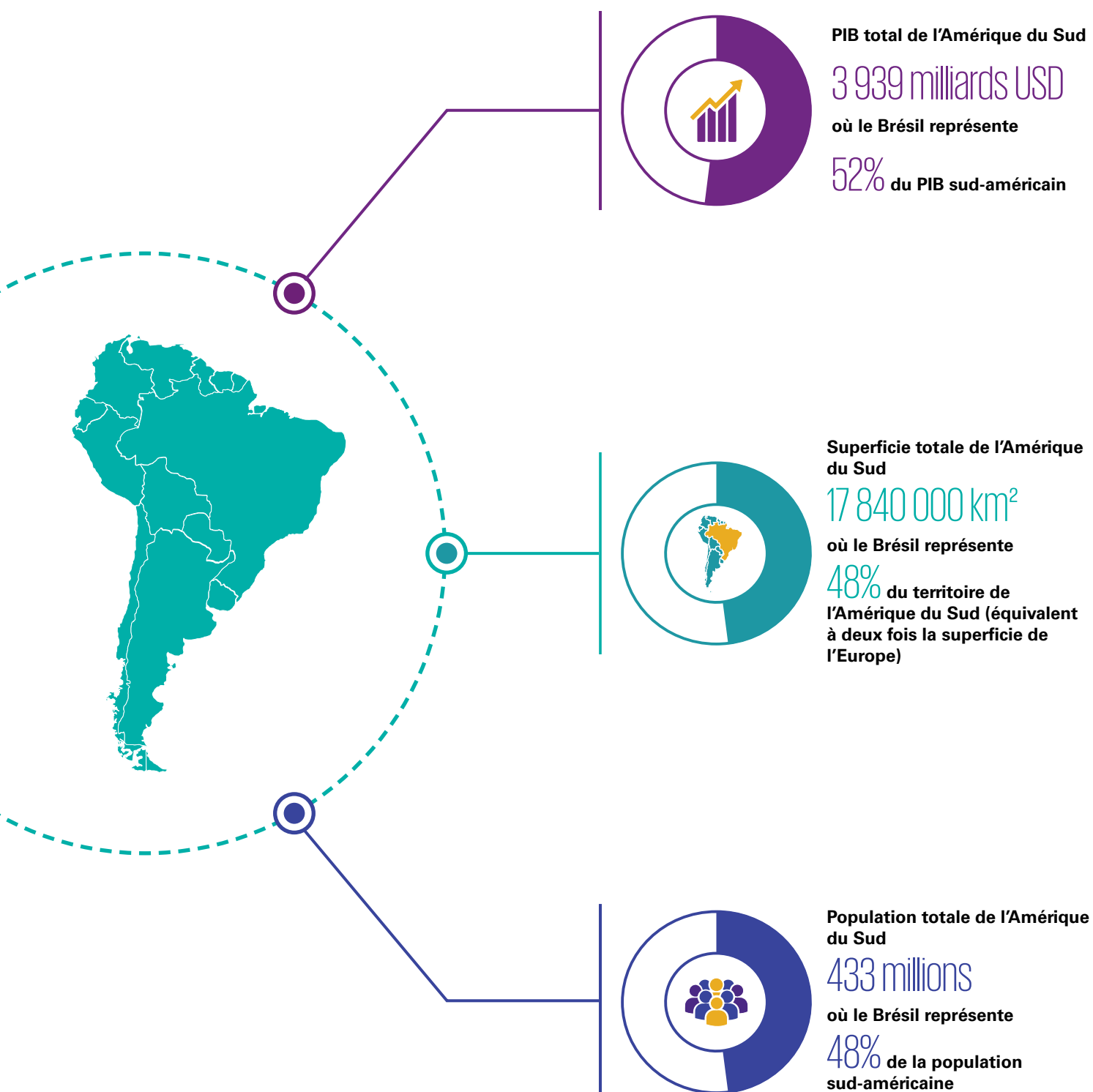


Paraguay

Population - 6,9 millions
Superficie - 0,4 million de km²
PIB - 39 milliards USD

* Le Venezuela a été récemment intégré (2012), mais il a été suspendu de tous droits et obligations depuis décembre 2016 pour non-respect de son protocole d'accèsion et, depuis août 2017, pour violation de la clause démocratique du bloc.

** La Bolivie est en cours d'adhésion.



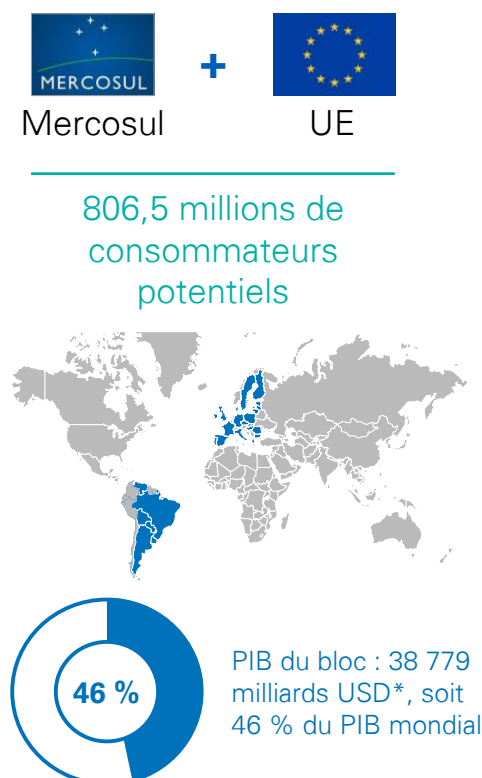
Le Mercosul et l'Union européenne

Le Brésil, l'Argentine, le Paraguay et l'Uruguay ont entamé des négociations avec l'Union européenne (UE) pour conclure un accord de libre-échange en 2000 qui, après avoir été pratiquement paralysé entre 2004 et 2010, a pris un nouvel élan en 2017.

Dans un contexte international marqué par un protectionnisme croissant et un gouvernement américain hostile au libre-échange, la conclusion d'un accord entre le Mercosul et l'UE ne serait pas seulement un message en faveur du multilatéralisme, mais offrirait aussi d'excellentes opportunités pour les deux parties.

Les négociations sont actuellement en phase finale. Les points les plus sensibles de ces négociations ont trait aux tarifs de la viande bovine, de l'éthanol, du sucre, du secteur automobile et des services maritimes.

Le Mercosul et l'UE forment ensemble un important bloc commercial



Source : World Economic Outlook Database 2018 : données estimées

G20

Le G20 est composé de 20 membres dont le Brésil, qui en est membre fondateur. Il constitue une plateforme efficace pour les leaders mondiaux dans les discussions des questions financières internationales.

Le groupe représente 90 % du PIB mondial, 80 % du commerce international, 2/3 de la population mondiale et 84 % des émissions de gaz à effet de serre.

Le commerce international du G20 est au plus haut. Selon un rapport de l'OCDE publié en avril 2018, les échanges entre les pays du groupe ont en effet atteint un record historique au premier trimestre 2018. Le Brésil a été le pays où le commerce a augmenté le plus fortement.



Source : OCDE, Ministère des Affaires étrangères du Brésil

OCDE

En mai 2017, le Brésil a officiellement présenté sa candidature à l'OCDE et se prépare depuis au processus d'adhésion.

Dans ce contexte, le Brésil a intensifié la mise en œuvre des mesures d'adéquation dictées par l'organisation. En septembre 2017, le gouvernement a adopté 31 nouveaux instruments juridiques de l'OCDE et procède actuellement à l'examen final de 30 autres. Cet ensemble de 61 instruments couvre plusieurs domaines :



Protection du
consommateur



Simplification des
pratiques fiscales



Bonnes pratiques en
matière d'environnement



Consommation d'énergie



Circulation sécurisée des
déchets dangereux



Éducation

BRICS



Le président du Brésil, Michel Temer ; le Premier ministre de l'Inde, Narendra Modi ; le président de la Chine, Xi Jinping ; de la Russie, Vladimir Poutine et de l'Afrique du Sud, Jacob Zuma, pendant le sommet des BRICS.

Photo : Reuters / Kenzaburo Fukuhara

Le terme BRIC est apparu en 2001 lorsque l'ancien chef de Goldman Sachs, Jim O'Neill, a utilisé l'acronyme dans son étude⁸ pour désigner les pays émergents (Brésil, Russie, Inde et Chine) qui connaîtraient la plus forte croissance à l'avenir.

Les pays du BRIC ont tenu leur première réunion formelle le 18 mai 2008, s'affirmant ainsi comme une nouvelle entité politico-diplomatique.

En 2011, l'Afrique du Sud a été intégrée dans le groupe et l'acronyme a été mis à jour passant de BRIC à BRICS.

Ensemble, ces pays couvrent  **25%** du territoire mondial avec une population de  **3,2 milliards** d'habitants, soit

 **53%** de la population mondiale.

 Le groupe possède **l'un des plus grands marchés émergents en forte croissance.**

 Le PIB des BRICS en **2018** atteindrait

20 000 milliards USD⁹, soit près du quart de l'**économie mondiale**.

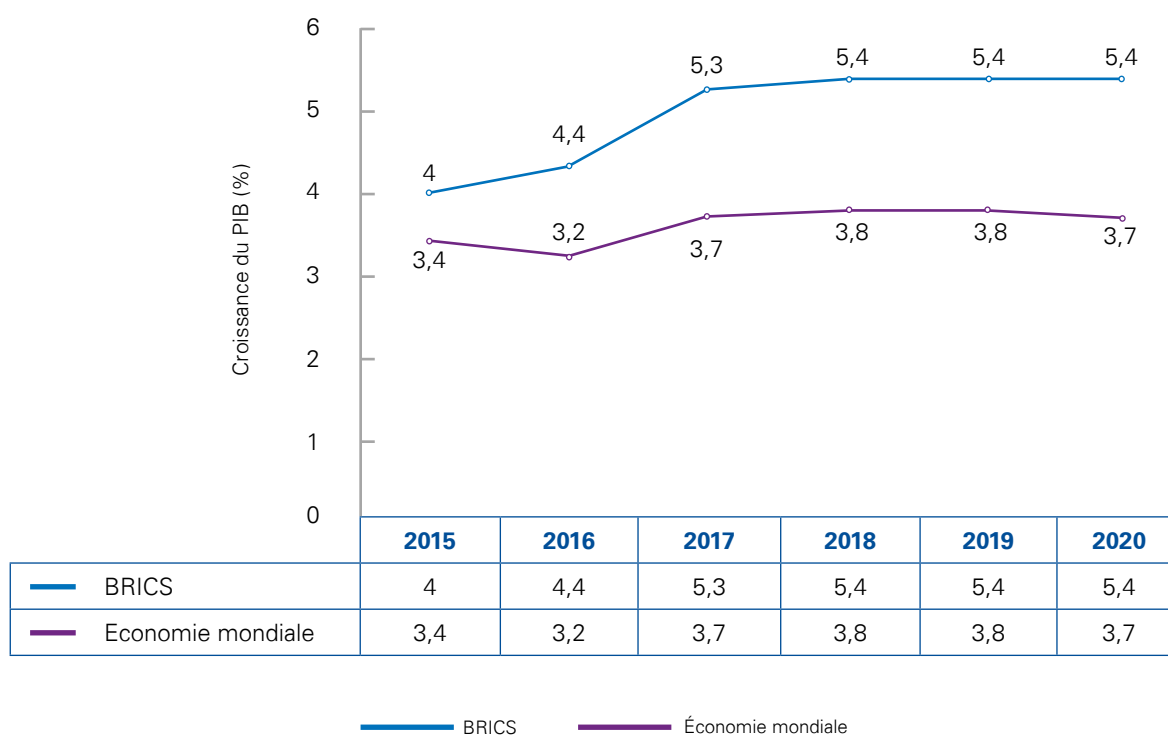
La crise mondiale de 2008 a affecté plusieurs pays, créant des obstacles à la croissance économique. Le Brésil et la Russie ont connu des crises internes majeures.

Source : ⁸Building Better Global Economic BRICs

⁹World Economic Outlook Database 2018 : données estimées

Malgré cela, les perspectives de la Banque mondiale indiquent une croissance des BRICS accélérée et supérieure à la moyenne mondiale, comme le montre le graphique suivant :

Figure 1 : Évolution du taux de croissance économique des BRICS par rapport à celle de l'économie mondiale (%)



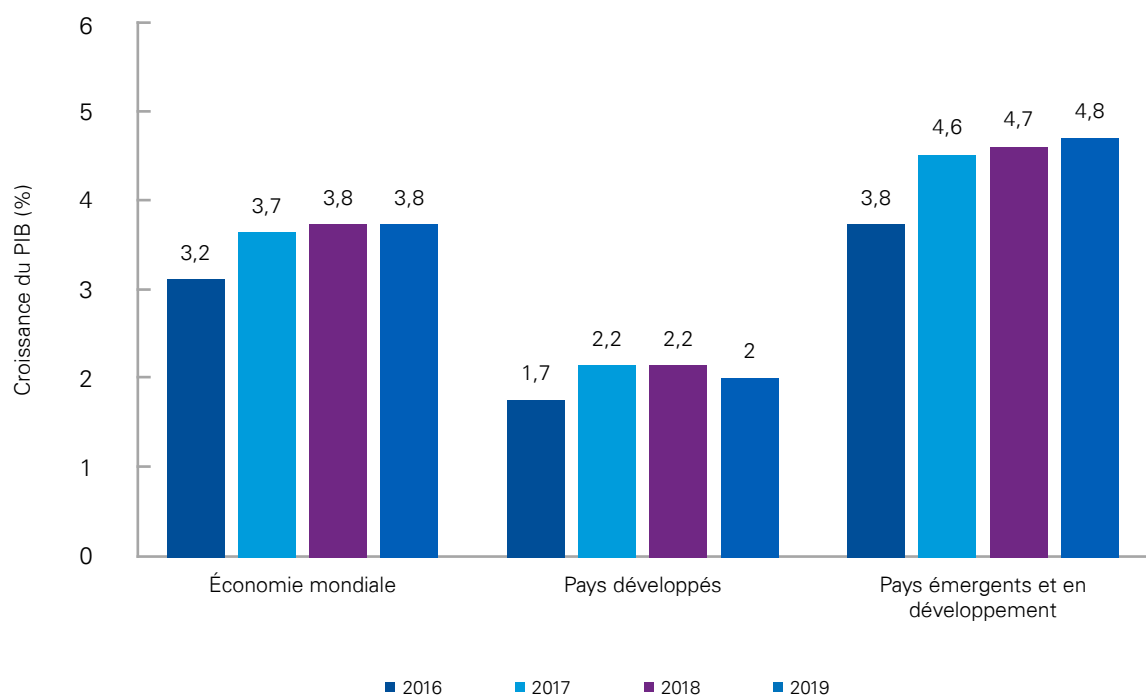
*2018, 2019, 2020 : données estimées

Source : Banque mondiale

Les BRICS sont en cours d'institutionnalisation afin d'exploiter pleinement le potentiel économique de leurs membres. En 2015, le groupe a décidé de créer sa propre banque d'investissement, la NDB (*New Development Bank*), afin de soutenir les efforts d'infrastructure et de développement durable dans les BRICS et d'autres économies en développement.

Le graphique ci-dessous montre la croissance des pays émergents et en développement par rapport aux pays développés :

Figure 2 : Perspectives de la croissance de l'économie mondiale



*2018, 2019 : données estimées

Source : Banque mondiale

//

Dans dix ans, le groupe BRICS aura un poids économique encore plus important qu'aujourd'hui, surtout en raison de la forte croissance en Inde et en Chine, qui deviendra bientôt la plus grande économie du monde [...]. Il n'est plus possible de résoudre les défis mondiaux - tels que le changement climatique, l'instabilité financière mondiale ou les conflits - sans la participation active des membres du BRICS.

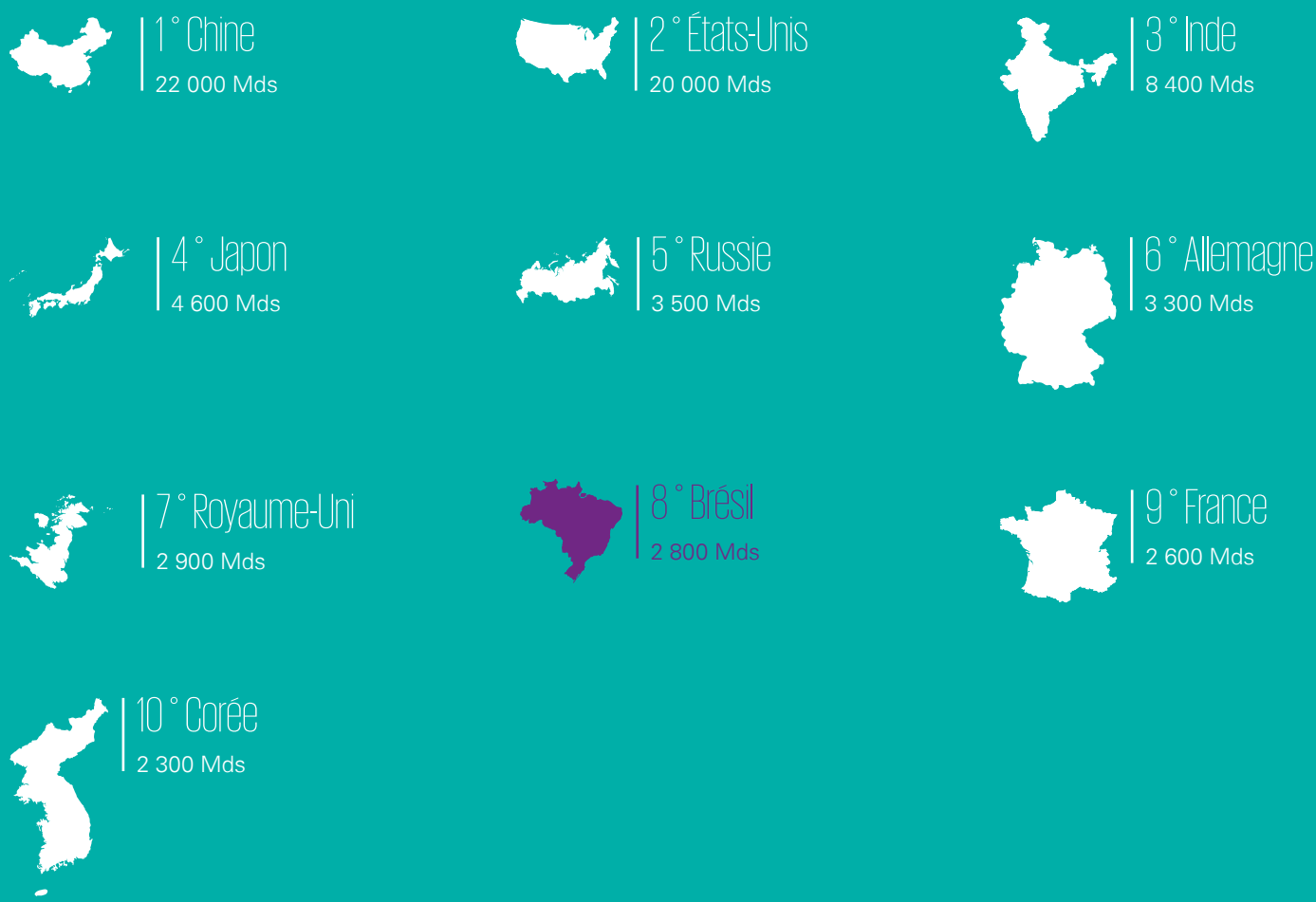
— **Oliver Stuenkel**

Professeur de relations internationales de la Fondation Getúlio Vargas, docteur en science politique et auteur de « *BRICS et l'avenir de l'ordre mondial* »¹⁰

//

Les projections à long terme présentées par l'OCDE indiquent qu'en 2025, sur les dix plus grandes puissances économiques du monde, quatre seront des pays BRICS :

Projections du PIB en 2025 (USD) (OCDE) :



Source : ¹⁰Interview avec Grupo Editorial Record (Octobre 2014).



2. Un environnement favorable aux investissements

2.1 Une reprise de la croissance

Au cours des dernières décennies, le Brésil a connu une forte croissance et un progrès social considérable, qui ont permis au pays de s'affirmer comme l'une des principales économies mondiales. La dette extérieure et l'inflation ont considérablement diminué, le chômage a été maîtrisé, des milliers de familles se sont affranchies de la pauvreté et l'accès au crédit et à la consommation a augmenté. Le Brésil a atteint le sommet de l'attractivité pour l'économie internationale, avant de connaître une crise soudaine.

Les principales raisons de cette crise, qui a frappé l'économie le plus durement en 2015 et 2016, ont été l'augmentation des dépenses publiques, l'absence de politiques budgétaires et monétaires, la chute du prix des métaux et l'escalade de la corruption.

Malgré la profonde récession, l'économie s'est redressée au-delà des prévisions de croissance fixées à 0,3 % par le FMI au début de l'année 2017. Contre toute attente, le Brésil a clôturé l'année 2017 avec une croissance du PIB à 1,0 %. La récolte record a représenté le principal facteur de la croissance économique brésilienne en 2017. Favorisé par le climat, le PIB agricole a progressé de 13 %, reflétant la performance de l'agriculture, en particulier des cultures de maïs et de soja. Il s'agit du meilleur résultat depuis 1996 (240,6 millions de tonnes)¹¹.

D'autres facteurs ont également contribué à la reprise de l'économie, dont certains ont encore un impact dans le contexte actuel :

Une chute historique de l'inflation

En 2017, l'inflation brésilienne a clôturé l'année à 2,95 %, soit son plus bas niveau depuis 1998. La baisse des prix de l'alimentation induite par la super récolte de 2017 a été le principal facteur ayant influé sur l'inflation.

Figure 3 : Évolution du taux d'inflation au Brésil de 1998 à aujourd'hui



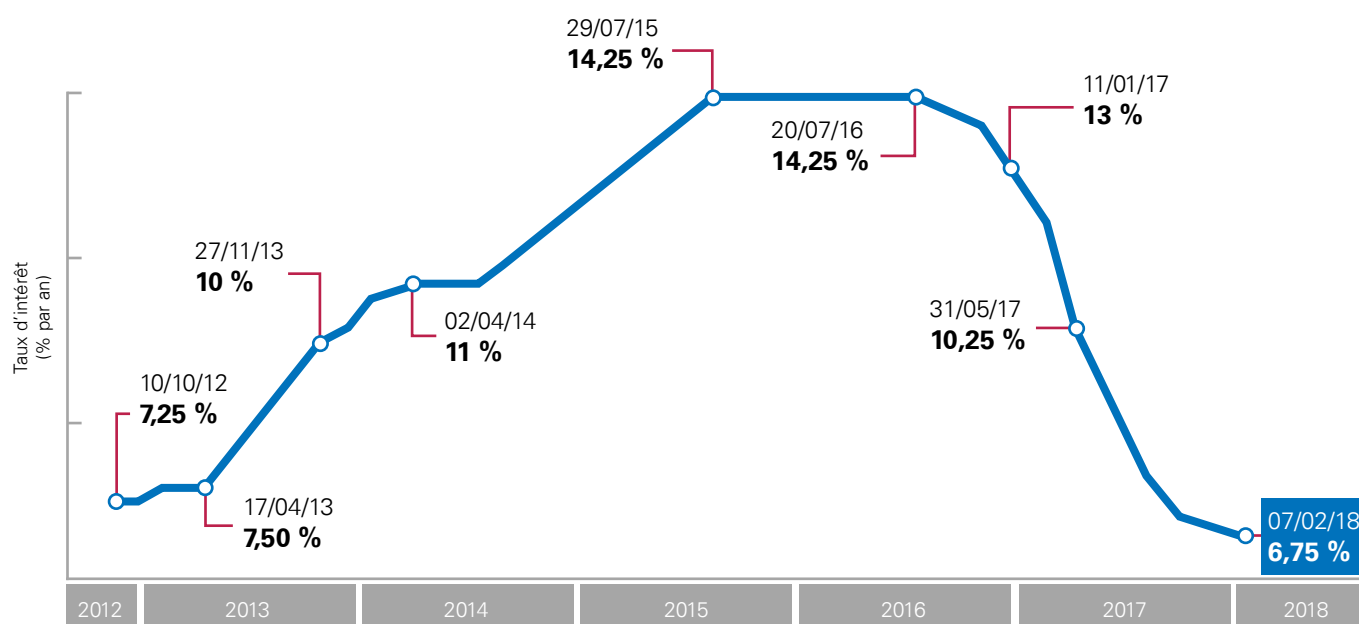
Source : IBGE (Institut Brésilien de Géographie et Statistique)

La chute des taux d'intérêt

Les taux d'intérêt ont également atteint un niveau historiquement bas¹².

En octobre 2016, la Banque centrale du Brésil a entamé une séquence de douze diminutions du taux d'intérêt directeur jusqu'en 2017. Durant cette période, le taux d'intérêt est passé de 14,25 % à 6,5 % par an.

Figure 4 : Évolution du taux d'intérêt au Brésil entre 2012 et 2018



Source : Banque centrale du Brésil

Des prévisions optimistes

Les prévisions pour 2018 et 2019 font état d'une inflation maîtrisée, d'une croissance élevée et de taux d'intérêt à un chiffre - un cadre qui crée un environnement favorable à l'investissement et à l'emploi.

Selon les prévisions du FMI publiées en avril 2018, le PIB devrait croître de 2,26 % en 2018 et de 2,54 % en 2019.

2.2 Des mesures pour stimuler l'économie et accroître la transparence des institutions

Le Brésil s'attache également à améliorer sa compétitivité et sa productivité en adoptant des mesures visant à améliorer les conditions commerciales.

Plan National d'Exportation

Le gouvernement fédéral brésilien a lancé le plan d'exportation national dans le but de renforcer les relations commerciales du pays.

Le plan s'articule autour des cinq axes suivants :

- La validation de nouveaux accords de libre-échange ;
- La débureaucratisation des procédures douanières ;
- La promotion du commerce ;
- L'amélioration des régimes fiscaux spéciaux applicables aux industries ;
- Le renforcement des moyens financiers liés à l'exportation, les assurances et les garanties.

Le régime spécial douanier peut prendre diverses formes. Il permet non seulement de bénéficier d'allègements fiscaux sur les importations de biens étrangers destinés à entrer dans une chaîne de fabrication industrielle mais également de réduire l'incidence fiscale et les frais sur les produits finaux, contribuant ainsi à créer une meilleure base concurrentielle pour les exportations, susceptible d'avoir un impact favorable sur la balance commerciale et fiscale.



Opération de la police fédérale «Lava jato»

Au cours des quatre dernières années, le Brésil a connu l'un des plus grands scandales de corruption et de blanchiment d'argent de son histoire impliquant des politiciens, des agents publics, de grands entrepreneurs et des cadres supérieurs de *Petrobras*.

Lancée par la police fédérale en 2014, l'opération « *Lava jato* » s'est traduite à ce jour par 953 mandats de perquisition et de saisie, dont deux ont donné lieu à 123 condamnations pour délit de corruption.

Selon les procureurs, un total de 11 milliards de réaux brésiliens est retourné dans les comptes publics. Les enquêtes ont été facilitées par une nouvelle loi anti-corruption et par la portée de « *Delações Premiadas* »¹³.

Le rapport économique de l'OCDE sur le Brésil publié en février 2018 voit dans le contexte actuel du « *Lava jato* » l'opportunité d'insuffler des changements de nature à influencer positivement sur l'économie :

Les réformes en marche

Des réformes importantes ont récemment été approuvées et d'autres sont en cours de discussion¹⁴.

- Une institution financière indépendante (IFI) a été créée et a commencé à produire des rapports mensuels de haute qualité ;
- La concurrence dans le secteur pétrolier et gazier s'est renforcée ;
- Les règles nationales ont été allégées et l'entreprise publique pétrolière brésilienne *Petrobras* n'a plus besoin de participer à tous les projets de forage offshore ;
- La réforme du travail a éliminé les obstacles à une croissance plus forte de l'emploi ;
- La réforme fournit une base juridique aux pratiques actuelles et réduit les incertitudes juridiques ;
- Le Brésil a demandé l'adhésion au Code de la Libération pour les mouvements de capitaux de l'OCDE ;
- Un vaste ensemble de privatisations d'entreprises publiques a été annoncé ;
- Des plans de réforme fiscale sont actuellement en discussion.

//

Cela donne au Brésil l'occasion de s'affranchir du passé et de continuer à renforcer sa structure institutionnelle, ce qui pourrait réduire les vulnérabilités futures et renforcer les perspectives de croissance à long terme.

— OCDE 2018

//

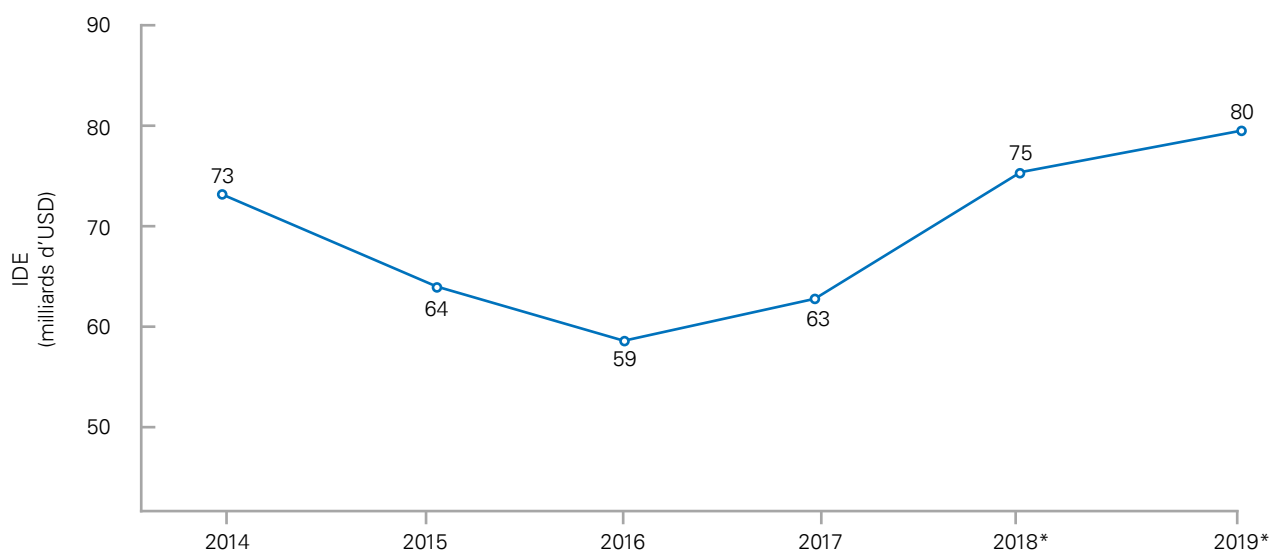
Source : ¹³Mécanisme de délation utilisé pour obtenir des preuves au cours d'une enquête en échange d'une réduction de la peine (qui peut inclure jusqu'à son exemption) ou d'un changement dans le régime carcéral.

¹⁴Rapports économiques de l'OCDE - Brésil 2018 (www.oecd.org/eco/surveys/economic-survey-brazil.html)

2.3 L'afflux des investissements étrangers au Brésil

Avec la reprise de l'économie et l'amélioration de la confiance, le pays attire de plus en plus les investisseurs étrangers. En 2017, le Brésil a enregistré une augmentation de 7 % des investissements directs étrangers (IDE) par rapport à l'année précédente¹⁵.

Figure 5 : Investissements directs étrangers au Brésil



* Données 2018 et 2019 estimées

Source : Banque centrale du Brésil

Les investisseurs en quête d'opportunités se tournent notamment vers le Brésil. Sur les dix acquisitions majeures réalisées en Amérique latine en 2016 par une société étrangère, neuf ont eu lieu au Brésil et sept de ces transactions impliquaient un acheteur chinois¹⁶.

Le Brésil reste dans le Top 10 en termes d'IDE en 2017, occupant la 4^e place, devant Singapour, les Pays-Bas et la France.

TOP 10 des pays d'accueil d'investissements directs étrangers 2016 et 2017

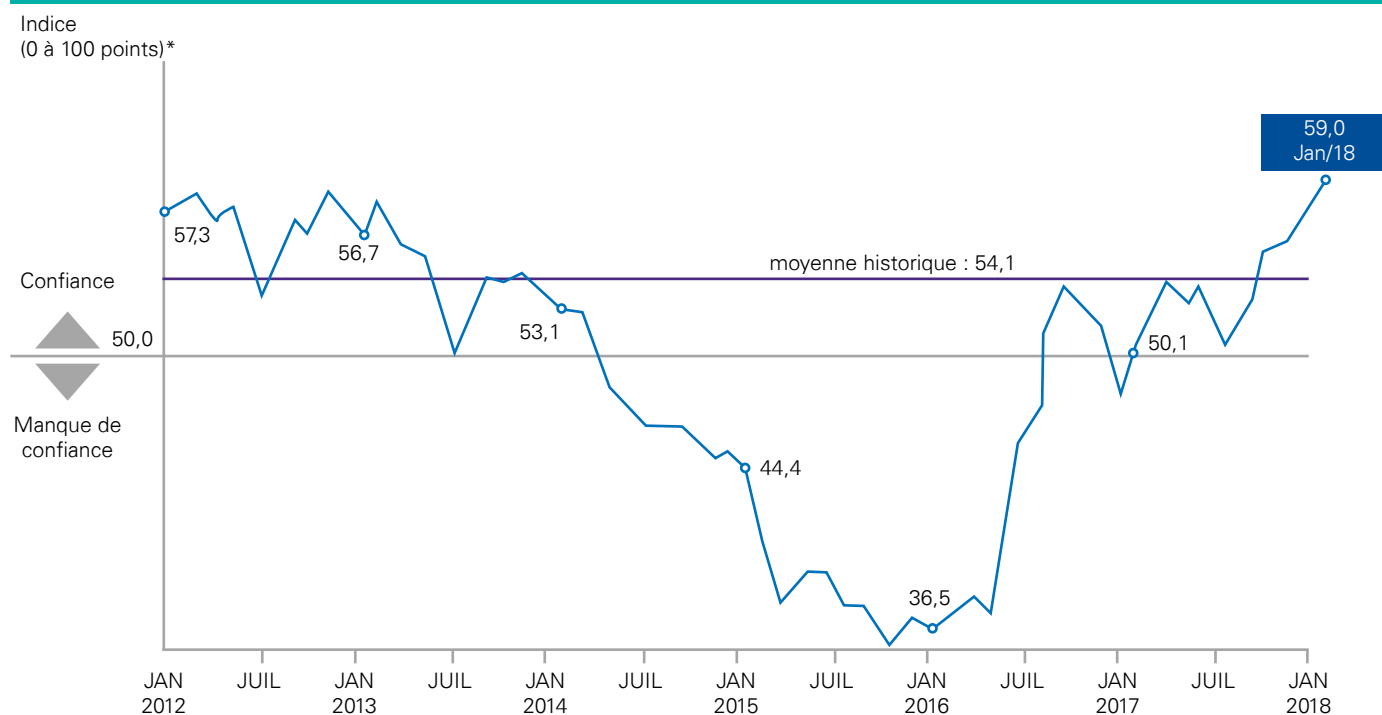
Milliards USD			
	Pays	2016	2017
1	États-Unis	457	▼ 275
2	Chine	134	▲ 136
3	Hong, Kong, Chine	117	▼ 104
4	Brésil	58	▲ 63
5	Singapour	77	▼ 62
6	Pays-Bas	86	▼ 58
7	France	35	▲ 50
8	Australie	48	▼ 46
9	Suisse	48	▼ 41
10	Inde	44	▼ 40

Source : UNCTAD/ Investment Trends Monitor Rapport 2018

Les investisseurs sont confiants quant au potentiel du marché brésilien

Selon l'enquête CNI (Confédération nationale de l'industrie) de janvier 2018, l'indice de confiance des entrepreneurs a atteint son plus haut depuis avril 2011.

Figure 6 : Évolution de l'indice de confiance des investisseurs sur le marché brésilien



* Les valeurs inférieures à 50 points indiquent un manque de confiance de l'entrepreneur. Plus la valeur augmente au-dessus de 50 points, plus la confiance est grande et généralisée.

Source : Confédération nationale des Industries du Brésil

Des géants mondiaux de plusieurs secteurs prévoient d'investir des milliards au Brésil en 2018 et 2019.

Quatre grands constructeurs automobiles (General Motors, Volkswagen, Mercedes et Toyota) ont annoncé un plan d'investissement à court terme de 24 milliards de réaux brésiliens. Cela confirme la reprise de la croissance dans le secteur, qui avait chuté au cours des dernières années.

Le CEO de Heineken Brasil, a réaffirmé la confiance et l'engagement d'investir au Brésil¹⁷.

//

Bien que nous soyons dans un scénario difficile, nous croyons au potentiel du marché et nous sommes là pour rester et grandir. Au cours de ces huit années, le marché brésilien a très bien réagi à nos avancées et à nos produits.

— **Didier Debrosse (CEO Heineken Brasil)**

//

D'autres grandes multinationales ont également annoncé leur intention d'investir au Brésil, telles que Walmart, EDN, Arcos Dorados, Shell, ExxonMobil ou encore Total.

3. Les particularités du système local brésilien

Au cours des dernières années, le Brésil a consolidé sa position d'acteur mondial fort et attractif, avec un degré élevé de diversification économique, actuellement la septième plus grande économie du monde. Le pays est une démocratie vigoureuse, avec des élections multipartites libres et des institutions fortes.

Position géographique stratégique

Il occupe une position privilégiée dans la partie centre-est de l'Amérique du Sud, où il borde presque tous les autres pays sud-américains (10 sur 12), permettant aux entreprises un accès facile aux marchés d'Amérique latine et d'Afrique.

Les progrès sociaux face à l'inégalité

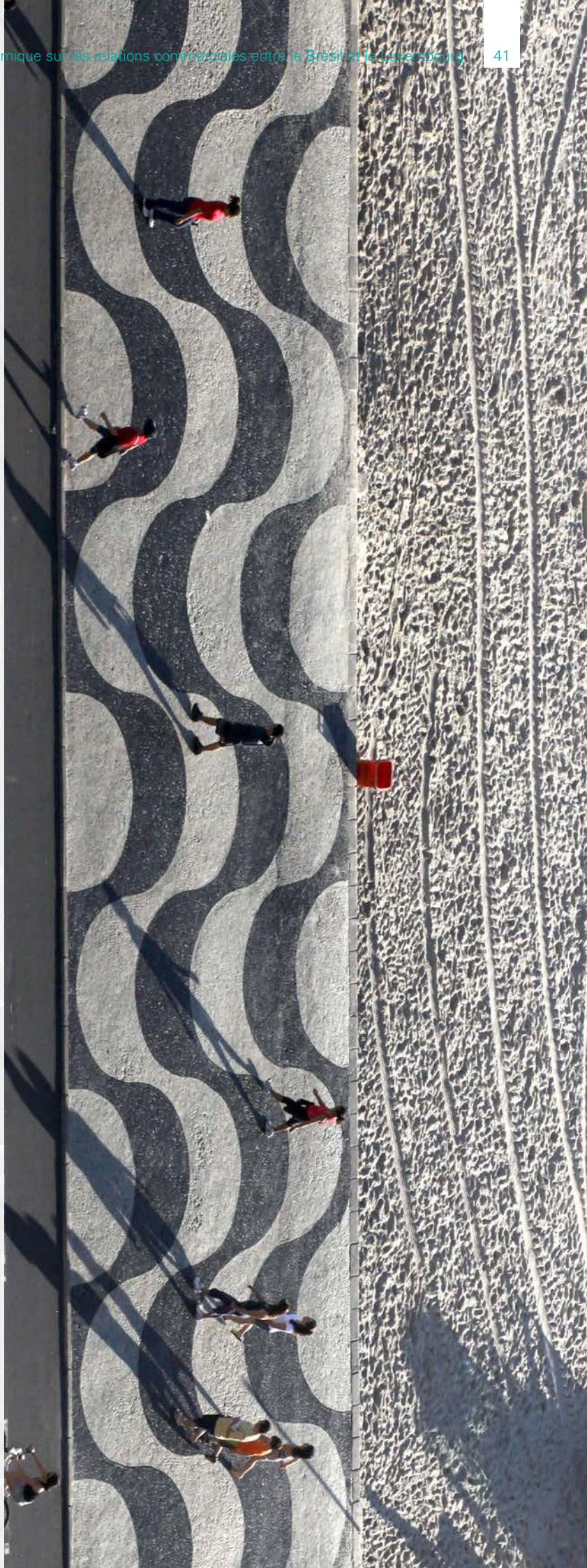
Le développement économique de ces dernières années a entraîné un plus grand marché de consommation de masse, une équité sociale remarquable, un environnement de stabilité institutionnelle et une meilleure cohésion sociale. Près de 40 millions de Brésiliens, soit près de 20 % de la population, ont vu leurs conditions de vie s'améliorer considérablement.

Nouveau cycle de croissance durable

L'économie brésilienne fait actuellement l'objet d'un vaste processus d'ajustement, visant à créer les conditions d'un nouveau cycle de croissance durable, cherchant à assurer les acquis sociaux des dernières années, avec une réduction marquée de la pauvreté et des inégalités.

Des ressources naturelles abondantes

Peu de pays ont des écosystèmes aussi riches, diversifiés et importants pour le bien-être de la population que le Brésil. Le pays possède un tiers des forêts tropicales et 20 % de l'eau douce de la planète et compte également la région avec le plus grand indice de biodiversité de la planète. Une grande partie de l'économie brésilienne dépend de l'utilisation des ressources naturelles. En outre, les forêts brésiliennes sont d'énormes réservoirs de carbone et un atout important pour maintenir l'équilibre climatique mondial.



En résumé : Les 9 bonnes raisons d'investir au Brésil aujourd'hui

	Les 9 bonnes raisons...	... d'investir au Brésil
	Le plus vaste bassin de consommateurs d'Amérique du Sud	— 209 millions de consommateurs (9^e plus grand marché de consommation au monde¹⁸ et 48 % de la population sud-américaine) ; — Une superficie représentant 48 % du territoire de l'Amérique du Sud, soit approximativement deux fois la taille de l'Union Européenne.
	Une démographie en plein essor	— 5^e pays le plus peuplé au monde après la Chine et l'Inde ; — 7^e place dans le classement des pays comptant le plus grand nombre de jeunes (51 millions) ; — « Bonus démographique » - phase extrêmement favorable en ce qui concerne la contribution de la variable démographique à la croissance économique.
	Un acteur global de poids et influent	— Membre du super bloc « BRICS » - cinq pays représentant ensemble 25 % du territoire mondial, 53% de la population mondiale et 25 % de l'économie mondiale ; — Rôle de plus en plus important sur la scène internationale ; — Membre d'organisations internationales clés (MERCOSUL, G20, FMI) ; — Partenaire clé de l'OCDE et candidat à l'adhésion en 2017.
	Des conditions favorables à la croissance	— PIB de 2 milliards USD (76 % du PIB sud-américain) ; — Reprise de la croissance – croissance du PIB de 1,0 % en 2017 ; — Prévisions de croissance du PIB de 2,26 % pour 2018 et de 2,53 % pour 2019 ; — Inflation à 2,95 % en 2017, niveau le plus bas depuis 1998 ; — Taux d'intérêt actuel le plus bas de l'histoire. Le taux est passé de 14,25 % (2016) à 6,75 % (2018).
	Une volonté d'accroître la transparence et de gouvernance	— Accroissement de la transparence des institutions par de nouvelles mesures politiques ; — Grande opération policière anticorruption (<i>Lava Jato</i>) ; — Vaste programme de réformes dans divers secteurs créant différentes opportunités.
	Un environnement propice aux investissements	— 4^e dans le classement des pays qui reçoivent le plus d'investissements directs étrangers (plus de la moitié des IDE d'Amérique du Sud) ; — Environnement réglementé pour les investisseurs.
	Progrès des conditions sociales	— Classe moyenne en plein essor ; — Un pouvoir d'achat en augmentation ; — Amélioration des conditions de vie pour près de 20 % de la population.
	Une position géographique stratégique	— Le Brésil borde 10 pays sur 12 d'Amérique du Sud ; — Constitue une porte d'entrée sur le marché sud-américain.
	Vivier de ressources naturelles unique au monde	— Leader mondial dans la production et l'exportation de produits agricoles et produits minéraux ; — Écosystème et biodiversité unique (1^{er} au monde en indice de biodiversité) ; — Les plus grandes réserves disponibles d'eau douce et 1/3 des forêts tropicales, grande source de richesse pour l'avenir.

4. Le Luxembourg au Brésil : témoignages d'entreprises et interviews

« *Cebi Brasil* fêtera déjà ses 20 ans l'année prochaine. »



René Elvinger

Président du conseil et directeur général,
Cebi International

« Cebi possède 11 sites de production à travers le monde. Plus de 3 000 employés assurent le développement et la production de composants électromécaniques pour l'industrie automobile et l'électroménager. Cebi est actuellement leader mondial dans le domaine des actionneurs des trappes à essence et des systèmes de lavage.

Après son expansion européenne, Cebi décida de s'implanter sur le continent américain. En 1999, le Groupe choisit le Brésil et plus spécifiquement Indaiatuba dans l'État de São Paulo pour fonder son sixième site de production. La région d'Indaiatuba est une destination judicieuse car elle est entourée des régions regroupant les plus grands constructeurs automobiles comme General Motors, le groupe Volkswagen ou encore Fiat et Renault-Nissan, avec qui Cebi travaille depuis ses débuts au Brésil. De plus, la main-d'œuvre brésilienne est motivée et très qualifiée dans de nombreux secteurs, ce qui est un atout non négligeable.

Au fil des années, les activités de *Cebi Brasil* se sont fortement développées. En effet, *Cebi Brasil* possède son propre centre de compétences en recherche et développement et ses propres laboratoires pour les composants électromécaniques à destination du marché brésilien. Des investissements ont été effectués à plusieurs reprises afin de permettre à l'entreprise de se développer et de devenir un leader dans son domaine. L'entreprise a d'ailleurs reçu des prix d'excellence de plusieurs constructeurs du secteur automobile. Parmi les produits phares de *Cebi Brasil*, on peut souligner les systèmes de lavage, les réservoirs à carburant flexibles, les réservoirs pour le liquide de frein ou encore les actionneurs pour coffre.

Cebi Brasil fêtera déjà ses 20 ans l'année prochaine. Le gouvernement brésilien met tout en œuvre pour promouvoir davantage son pays en essayant de faciliter l'administration et en lançant de nouvelles réformes liées aux relations de travail et à la fiscalité qui restent, à l'heure actuelle, les plus gros challenges de ce pays. »

« Le Brésil est également devenu l'une des priorités parmi les régions émergentes de notre flotte de satellites MEO, soutenant d'importants fournisseurs de services cellulaires dans des régions isolées de l'Amazonie brésilienne. »



Jurandir Moreira Pitsch

Vice President Sales, Latin America & Caribbean, SES Video

« SES est présent sur le marché brésilien depuis 1999. Initialement avec un seul satellite, offrant des capacités pour le marché de la radiodiffusion. Progressivement, l'entreprise a ajouté de nouvelles capacités, utilisant des positions orbitales étrangères, autorisées à opérer au Brésil par Anatel.

Au fil des années, de plus en plus de satellites ont été ajoutés et l'opération brésilienne s'est développée. En 2014, la société a pris la décision stratégique d'étendre sa présence au Brésil avec l'acquisition de la position orbitale 48 degrés Ouest du Brésil où le satellite SES-14 a été lancé en 2018 et entrera en service au troisième trimestre de cette année. **Ce sera le plus grand satellite SES en Amérique latine.**

En 2018, la société a également investi dans la construction d'un téléport dans la ville d'Hortolândia-São Paulo. À partir de cette installation, le satellite SES14 sera contrôlé et des services de données et vidéo seront offerts.

Le bureau de *SES Brasil* coordonne les efforts de vente pour l'ensemble de l'Amérique latine dans le secteur de la vidéo au sein de SES. Outre ce bureau, nous avons également une présence dans la ville de Rio de Janeiro, où se concentre notre personnel spécialisé dans le domaine des réseaux.

Au Brésil, SES a son plus important client DTH (*Direct Satellite Television*) en Amérique latine. Plus de 1,5 million de clients opèrent sur cette plateforme, l'une des plus commercialement prospères au Brésil. Ce dernier représente environ 60 % du chiffre d'affaires de l'entreprise en Amérique latine, avec une forte présence sur le marché de la vidéo.

Le Brésil est également devenu l'une des priorités parmi les régions émergentes de notre flotte de satellites MEO, soutenant d'importants fournisseurs de services cellulaires dans des régions isolées de l'Amazonie brésilienne. **SES est désormais partie intégrante de l'infrastructure des télécommunications du Brésil**, avec six satellites en orbite géostationnaire, et a permis à notre flotte OPE (O3b). Tous les opérateurs brésiliens utilisent les satellites SES, pour leurs diverses applications et les plus grands générateurs de contenu audio. »

« Compte tenu des vastes exploitations agricoles locales, Paul Wurth est actuellement en train de promouvoir ses solutions sur mesure dans le domaine de la conception et construction de petites unités décentralisées de production d'énergie à partir de biomasse. »



Georges Rassel
Directeur général, Paul Wurth

« Le groupe Paul Wurth est un des leaders mondiaux dans le domaine des technologies de production de fonte. Implantée à Luxembourg depuis sa création en 1870, la société s'est transformée au cours de son histoire en une société d'ingénierie à vocation internationale, qui, au terme d'une politique d'expansion conséquente, est devenue un constructeur d'ensembles à part entière.

Créée en 1977, la filiale brésilienne *Paul Wurth do Brasil* à Belo Horizonte (MG), qui emploie près de 150 personnes au sein d'un atelier de maintenance, est un acteur reconnu parmi les groupes sidérurgiques locaux, ayant participé à la construction de pas moins de seize hauts fourneaux au Brésil. A travers l'entité *Paul Wurth do Brasil Montagens e Manutenção Industrial Ltda*, Paul Wurth effectue régulièrement d'importantes interventions d'entretien et de réparation sur les sites de clients sidérurgiques et pétrochimiques.

Marché brésilien - Perspectives

Sur les dernières années, Paul Wurth a fermement consolidé sa position comme fournisseur de prestations de services au Brésil. C'est notamment à travers son entité *Paul Wurth do Brasil Montagens e Manutenção Industrial Ltda* que le groupe effectue des missions de maintenance et de réparation de grande envergure pour d'importants groupes sidérurgiques brésiliens. Cette activité de service est d'autant plus importante que les investissements locaux en nouveaux projets sont peu nombreux et que le Brésil, en tant que deuxième exportateur d'acier aux États-Unis, devrait être particulièrement touché par les taxes sur les importations d'acier et d'aluminium décidées par Washington. Fort de cette expérience, Paul Wurth propose ces mêmes services aujourd'hui également à l'industrie pétrochimique locale. Ayant réussi à se qualifier comme prestataire de référence auprès de grands groupes, ce marché devrait encore renfermer un important potentiel pour l'avenir.

Compte tenu des vastes exploitations agricoles locales, Paul Wurth est actuellement en train de promouvoir ses solutions sur mesure dans le domaine de la conception et construction de petites unités décentralisées de production d'énergie à partir de biomasse.

Finalement, le Brésil pourra certainement aussi donner de nouvelles impulsions en matière de développement de procédés sidérurgiques alternatifs à émissions réduites. En effet, certains hauts fourneaux y sont alimentés en charbon de bois comme combustible et agent réducteur, à la place du charbon fossile qu'est le coke. Des études sur les facteurs écologiques et économiques y relatifs sont actuellement en cours. »

Chapitre 3 - ANALYSE DE LA SITUATION ÉCONOMIQUE ET DES SECTEURS EN EXPANSION

Le Luxembourg possède de nombreux atouts pour attirer les investisseurs sur son sol. Il dispose d'une économie parmi les plus ouvertes au monde où il existe peu de contrôles des changes et où les capitaux étrangers circulent librement, permettant ainsi au pays de disposer d'un environnement professionnel incontesté.

L'économie brésilienne et ses indicateurs de développement émettent des signaux très encourageants depuis la récession de 2015-2016. Avec un taux de croissance de nouveau positif et des taux prévisionnels similaires pour les deux années à venir, tout porte à croire que le Brésil entre dans une phase de croissance continue qui devrait susciter l'attention des investisseurs.





1. Les principaux indicateurs macro-économiques

Le tableau suivant permet de comparer les principaux indicateurs macro-économiques du Luxembourg et du Brésil :

	Luxembourg	Brésil
Superficie	2 586 km ²	8 515 800 km ² Ce qui correspond approximativement à deux fois la taille de l'Union Européenne.
Démographie	602 005 habitants (2018) dont 47,9 % d'étrangers et 16 % de portugais.	209 millions (2018) (5 ^e pays le plus peuplé au monde) Ce qui équivaut à l'ensemble de la population du Luxembourg, de l'Allemagne, de la France, de la Belgique et de l'Espagne.
Croissance démographique	1,92 %/an (2017)	0,77 %/an (2017)
Taux d'inflation annuel en %	1,7 % (2017)	2,95 % (2017)
PIB	49,4 Mds d'EUR (2017)	2 055 Mds USD (2017)
PIB par habitant	82 084 EUR (2017)	9 832 USD (2017)
Taux de croissance du PIB	+ 2,3 % (2017) + 3,9 % (2018) + 4 % (2019)	+ 1,0 % (2017) + 2,3 % (2018) + 2,5 % (2019)
Total des importations	18,98 Mds EUR (2017)	150,74 Mds USD (2017)
Total des exportations	12,66 Mds EUR (2017)	217,74 Mds USD (2017)
Balance commerciale	- 6,3 Mds EUR (2017)	+ 67 Mds USD (2017)
Taux de chômage	5,8 % (2017) 5,6 % (2018) 5,4 % (2019)	12,7 % (2017) 11,6 % (2018) 10,5 % (2019)
Indice de perception de la corruption	82 (2017) sur une échelle de 0 (fortement corrompu) à 100 (irréprochable)	37 (2017) sur une échelle de 0 (fortement corrompu) à 100 (irréprochable)
Taux d'endettement (2017)	23 % du PIB 23 850 USD par habitant	78 % du PIB 6 826 USD par habitant
Notation sur les perspectives (2018) Moody's S&P Fitch	Aaa (stable) AAA (stable) AAA (stable)	Ba2 (stable) BB- (Stable) BB- (Stable)

2. Analyses SWOT et PEST

Le Luxembourg se place à la 63^e place alors que le Brésil se place à la 125^e place sur 190 dans le classement *Doing business 2018* de la Banque mondiale sur la facilité à faire des affaires.

Avant d'entrer sur les marchés, il convient d'avoir une vue d'ensemble des forces, des faiblesses, des opportunités et des risques propres à chaque pays.

	Luxembourg	Brésil
Forces	— Main-d'œuvre qualifiée et multilingue au pouvoir d'achat conséquent ; — Infrastructure de qualité connectant le pays aux principales villes et capitales étrangères (autoroutes, avion et train) et réglementation favorable aux entreprises ; — Centre financier international performant ; — Pôle financier complexe, avec un système bancaire solide et la deuxième plus grande industrie de fonds d'investissement au monde ; — Environnement favorable aux entreprises avec une infrastructure moderne et des autorités réceptives ; — Une solide réputation en tant qu'État de réglementation financière sophistiquée ; — Dette publique parmi les plus faibles et solde budgétaire excédentaire parmi les plus élevés de l'Union européenne.	— Un des plus grands marchés de consommation au monde ; — Économie diversifiée avec un secteur industriel compétitif ; — Économie robuste et résiliente face au risque financier systémique international ; — Destination attractive pour des investissements directs étrangers ; — Croissance de la classe moyenne – des millions de Brésiliens ont vu leur pouvoir d'achat et leur qualité de vie augmenter au cours des dernières années ; — Démographie en plein essor (bonus démographique) ; — Rôle important à l'échelle internationale et régionale ; — Porte d'entrée sur le marché sud-américain ; — Main-d'œuvre conséquente, jeune et dynamique ; — Puissance agricole : moteur de l'économie ; — Abondance des ressources naturelles.
Faiblesses	— Économie fortement dépendante du secteur financier ; — Économie vulnérable aux cycles économiques de la zone euro ; — Marché de l'emploi fortement dépendant des travailleurs « frontaliers », résultant d'une population active domestique peu nombreuse et vieillissante.	— Économie dépendante du cours des matières premières (65 % des exportations) ; — Infrastructure très disparate ; — Coûts de production élevés ; — Taux d'imposition élevé et bureaucratie ; — Tensions politiques et sociales ; — Impact des affaires de corruption sur la confiance des investisseurs étrangers ; — Inégalités sociales ; — Répartition économique territoriale inégalitaire (80 % de l'économie se concentre sur les côtes) ; — Taux de criminalité élevé.

	Luxembourg (suite)	Brésil (suite)
Opportunités	— Présence d'un centre financier attractif et d'institutions européennes ; — Main-d'œuvre qualifiée ; — Perspectives de croissance optimistes.	— Développement des programmes d'investissement en infrastructures ; — Développement des privatisations et modèle de concessions dans des secteurs divers ; — Possibilité de financement via <i>Green Bonds</i> ; — Nouvelles mesures politiques anti-corruption augmentant la transparence ; — L'investisseur étranger a accès aux mêmes programmes incitatifs que l'investisseur local (accord de prêts bonifiés, exemptions ou réductions fiscales) ; — Croissance de la confiance des entreprises ; — Vaste programme de réformes dans diverses branches de l'économie créant de nouvelles opportunités ; — Baisse historique de l'inflation conduisant à une baisse du taux d'intérêt directeur ayant pour conséquence de relancer l'investissement et la consommation.
Menaces	— Concurrence des pays de l'Est avec l'expansion de l'Union européenne (concurrence du coût de la main-d'œuvre) ; — Risque de crise immobilière avec des effets de propagation.	— Volatilité du marché financier associée aux élections ; — Risque de déficits publics avec un impact négatif sur l'éducation, la santé et la sécurité ; — Variation des taux d'intérêt en faveur des États-Unis et de l'Europe diminuant l'attrait du Brésil pour les investisseurs ; — Nombreuses barrières administratives pour les entreprises.

Le tableau suivant propose une analyse comparative du Luxembourg et du Brésil dans les domaines politique, économique, social et technologique :

	Luxembourg	Brésil
Politique	— Le système politique du Grand-Duché de Luxembourg est une démocratie parlementaire et se présente sous la forme d'une monarchie constitutionnelle ; — Depuis octobre 2013, le Luxembourg est géré par la coalition politique tripartite entre les libéraux, les socialistes et les verts sous la direction du libéral Xavier Bettel.	— Comparativement aux autres pays de l'Amérique latine, les institutions brésiliennes sont solides ; — Le Brésil est une république fédérative présidentielle, formée par l'Union, les États, le district fédéral et les municipalités, dans laquelle l'exercice du pouvoir est attribué à des organismes distincts et indépendants, soumis à un système de contrôle pour assurer le respect des lois et de la Constitution ; — Après plusieurs années de stabilité et de croissance, un scandale politique a conduit à la démission de la présidente Dilma Rousseff en mai 2016. Son vice-président, Michel Temer, assurera l'intérim jusqu'en 2018 ; — Comme en Europe, le Brésil connaît également une époque marquée par la protestation populaire, l'émergence de mouvements antisystème et le retour du populisme ; — La corruption au Brésil est aussi un moteur de protestation et d'indignation, alimentant et renforçant les arguments et les discours populistes ; — Ce scénario crée un climat d'incertitude quant aux résultats des élections d'octobre 2018.
Économique	— En 2017, l'activité économique est restée forte et le PIB a augmenté de 2,3 %. La demande intérieure, les exportations nettes de services et le secteur financier sont les principaux moteurs de la croissance ; — Les projections sont optimistes puisqu'elles prévoient une hausse de 3,9 % en 2018 et 4 % en 2019, ce qui reste nettement supérieur à la moyenne européenne ; — En ce qui concerne la création d'emplois et l'éducation, dans le cadre de la stratégie <i>Europe 2020</i>, le Luxembourg obtient de bons résultats.	— Le Brésil a traversé une profonde récession, au cours de laquelle le PIB a reculé pour atteindre -3,6 % en 2016, en raison notamment de la chute du cours des matières premières et de la consommation ; — Aujourd'hui, le scénario économique est celui d'une reprise de la croissance. Selon le FMI, la croissance projetée du Brésil pour 2018 et 2019 est respectivement de 2,26 % et 2,54 % ; — Avec une inflation maîtrisée, une croissance élevée et des taux d'intérêt au plus bas historiquement, le Brésil crée un environnement incitatif idéal pour l'investissement et l'emploi.

	Luxembourg (suite)	Brésil (suite)
Social	— La population du Luxembourg représente approximativement 0,1 % de la population de l'Union européenne ; — La croissance de la population est l'une des plus fortes de l'Union européenne. En 2017, l'augmentation a été de 19 personnes pour 1000 résidents ; — Cette croissance démontre la qualité de vie offerte par le pays, qui est supérieure à la moyenne de l'Union européenne. Les dépenses sociales représentent près de 22 % du PIB ; — La structure démographique du Luxembourg a considérablement évolué ces vingt dernières années. On observe un vieillissement de la population active résidente ainsi que des travailleurs transfrontaliers. Le coût des retraites pour les finances publiques constituera potentiellement un défi à l'avenir ; — Le salaire social minimum d'un adulte non qualifié est fixé à 1998 euros (2018).	— Depuis le début du XXI^e siècle, le Brésil s'efforce d'améliorer la qualité de vie de ses citoyens ; — Le gouvernement de Luiz Inácio Lula da Silva a mis en place plusieurs programmes sociaux, dont <i>Bolsa Familia</i> - le plus grand et le plus ambitieux programme de l'histoire brésilienne. <i>Bolsa Familia</i> est née pour faire face au plus grand défi de la société brésilienne, c'est-à-dire la lutte contre la faim et la misère, ainsi que la promotion de l'émancipation des familles dans les situations de plus grande pauvreté dans le pays. L'extrême pauvreté au Brésil a été réduite de 75 % entre 2001 et 2014 selon l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture¹⁹ ; — Le marché du travail dynamique, associé à un meilleur accès à l'éducation et à de vastes programmes sociaux, a permis à des millions de Brésiliens d'obtenir de meilleurs emplois et un meilleur niveau de vie. Ce phénomène a stimulé la croissance de la classe moyenne brésilienne. Cependant, le Brésil reste confronté à des problèmes d'inégalité et de sécurité ; — Le pays est marqué par une grande diversité ethnique : 47,6 % de Brésiliens d'ascendance européenne, 8 % d'Afro-brésiliens, 0,4 % d'Amérindiens, 1 % de Brésiliens d'origines asiatiques, 43 % de métis ; — Quant au salaire social minimum brésilien établi par le gouvernement fédéral, il est fixé à 954 réaux brésiliens, soit 215 euros (2018).

	Luxembourg (suite)	Brésil (suite)
Technologique	— Le Luxembourg se classe au 24^e rang sur 63 du classement mondial de la compétitivité numérique selon le rapport <i>World Digital Competitiveness Ranking Report 2018</i> et est le leader européen en matière d'innovation. C'est également un centre d'excellence en cybersécurité ; — La croissance du Luxembourg tient en grande partie au développement durable. Par conséquent, le pays tente d'élaborer des solutions pour la réduction de la pollution et des déchets, les parcs éoliens, le transport public électrique ; — La recherche est vivement soutenue par le gouvernement ; — D'une part, il fournit le soutien financier nécessaire aux entreprises innovantes. D'autre part, il apporte son aide dans la création de synergies en encourageant les différents acteurs à agir de concert dans le cadre de projets collaboratifs.	— Le Brésil se classe au 57^e rang sur 63 du classement mondial de la compétitivité numérique selon le rapport <i>World Digital Competitiveness Ranking Report 2018</i>²⁰. Le pays ne dispose toujours pas d'infrastructures technologiques et d'investissements suffisants. Le plein potentiel du pays peine donc encore à être réalisé ; — Cependant, le Brésil se prépare pour l'avenir. Les points sur lesquels le Brésil est le plus avancé sont : — R&D (8^e) ; — Dépenses pour l'éducation (10^e) ; — Connexions sans fils (26^e) ; — Exportation de produits high-tech (26^e) ; — Possession de smartphones (28^e). — Le pays travaille de plus en plus pour améliorer ses performances technologiques grâce au développement de nouveaux centres dans tout le pays ; — Le Brésil est l'un des 10 plus grands marchés technologiques au monde. En 2017, le secteur de la technologie a progressé de 4,5 % pour atteindre 38 milliards USD. Avec cette performance, le Brésil s'est inscrit à la 9^e place dans le classement mondial ; — Le Brésil possède des compétences technologiques avancées dans l'extraction du pétrole en eaux profondes. Le système d'automatisation brésilien est le plus avancé au monde selon la Banque mondiale et le FMI. Le pays dispose également d'un système de télécommunications et de télévision numérique considéré comme l'un des plus avancés au monde.

Source : Eurostat, FMI, Statec, *World Digital Competitiveness Ranking Report 2018*.

3. Les secteurs d'expertise et en développement

3.1 Les secteurs porteurs au Luxembourg



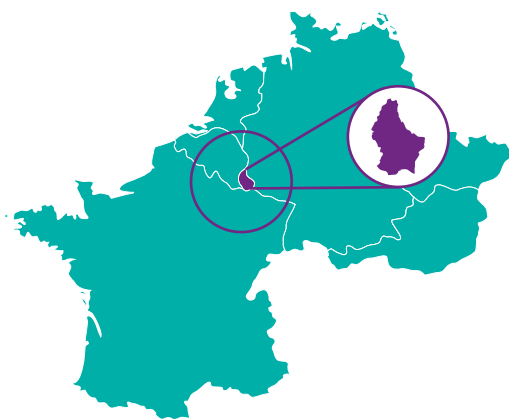
Une logistique moderne et efficace

Le pays, implanté stratégiquement au cœur de l'Europe, offre des solutions logistiques importantes et spécialisées pour répondre aux besoins de tous types d'activités. En effet, il se distingue par sa stratégie de spécialisation multi-produits offrant aux entreprises des solutions adaptées à certains produits spécifiques nécessitant un soin ou un stockage particulier.

Par ailleurs, le Luxembourg offre des solutions de transports durables à faible émissions de carbone, des services logistiques à valeur ajoutée et des mesures de dédouanement efficaces.

Il continue à développer sa stratégie en étendant continuellement son réseau aérien, ferroviaire et routier, ainsi qu'en augmentant la capacité des entrepôts afin d'offrir le meilleur service logistique et d'optimiser le temps de transport des échanges commerciaux dans une économie globalisée.

Des solutions personnalisées de chaîne logistique



Produits échangés sur la plaque tournante :



Automobile



Produits industriels



Denrées périssables



Animaux vivants



Biens de grande valeur



Santé et produits
pharmaceutiques



Électronique et high-tech



Commerce en ligne



Biotechnologie : un centre d'excellence en devenir

Il s'agit d'un secteur jeune ayant connu un développement fort ces dernières années. Il se spécialise actuellement dans la télémédecine, la bioinformatique et la médecine spécialisée. Le gouvernement affirme sa volonté de faire du Luxembourg un centre d'excellence dans le diagnostic moléculaire²¹, pilier pour la médecine personnalisée.



Industrie : une expérience forte

Le Luxembourg est un spécialiste de longue date en matière de fabrication et de transformation, non seulement de biens traditionnels mais également de produits innovants composés d'acier de haute performance, polymères, plastiques, composites à valeur ajoutée, panneaux en bois, verre transformé et papiers.

Ce secteur, fortement tourné vers l'international, représente 8,3 % de l'emploi national et 4,6 % de la valeur ajoutée nationale.

L'expertise réside dans les lignes de production fortement automatisées, la robotique, la limitation de la consommation d'énergie et la réduction des déchets de production.



Maritime

Fort de la politique de diversification menée par le gouvernement, le Luxembourg a su remarquablement se développer dans le secteur du transport maritime.



Finance

Il va sans dire que le Luxembourg est le leader dans les services financiers au sein de l'Europe et se classe au 12^e rang mondial. Il s'agit du deuxième plus grand fonds d'investissement au niveau mondial.

Tourné vers l'avenir, ce pays est l'endroit idéal pour lancer des produits et services financiers dans un contexte transfrontalier. Le Luxembourg a su s'imposer en tant que pionnier dans la finance innovatrice avec le lancement de la première plateforme internationale de distribution de fonds, l'entrée en bourse du premier *Eurobond* ainsi que du premier *Green Bond*. Cette expertise dans le domaine bancaire s'étend aussi aux assurances et réassurances.



Technologies de l'information

Selon une étude menée par la Commission Européenne sur la transformation digitale, le Luxembourg se place 6^e au niveau européen et 4^e en matière d'infrastructure digitale et investissement. Les infrastructures sont les data center, la connectivité et l'internet. C'est un endroit idéal pour les start-up, les petites et grandes entreprises.

Le Luxembourg se positionne comme centre d'excellence dans la cybersécurité et la protection des données. Ce secteur est le nouveau vecteur de développement économique du pays.



Automobile

Le chiffre d'affaires annuel s'élève à 1,5 milliard d'euros pour l'ensemble des 40 entreprises du secteur. Celles-ci exportent principalement vers les pays frontaliers qui s'approvisionnent en pièces détachées et se font livrer le jour même grâce à une plateforme logistique performante.



Cleantech

L'environnement économique est propice aux entreprises soucieuses de l'impact de leur activité sur l'environnement. Ainsi, les entreprises installées développent leur activité dans l'écoconstruction, les énergies renouvelables, la gestion des déchets et la mobilité de l'approvisionnement en eau.



L'espace

Ce secteur s'est développé rapidement et de manière considérable, avec un chiffre d'affaires annuel de 2 milliards d'euros depuis l'établissement du pionnier SES en 1985. SES est aujourd'hui un leader mondial dans le secteur des médias et des télécommunications. De nombreuses entreprises dynamiques du secteur se sont désormais installées.



Le bois

Ce secteur est le dernier né des clusters créés. Il s'inscrit dans une logique de mise en valeur du bois comme matériel durable. Les bois et forêts recouvrent environ 35 % du pays (près de 90 000 hectares). Le nombre d'entreprises exerçant une activité liée à cette ressource s'élève actuellement à 1 500. Ces entreprises opèrent principalement dans le secteur de la construction.

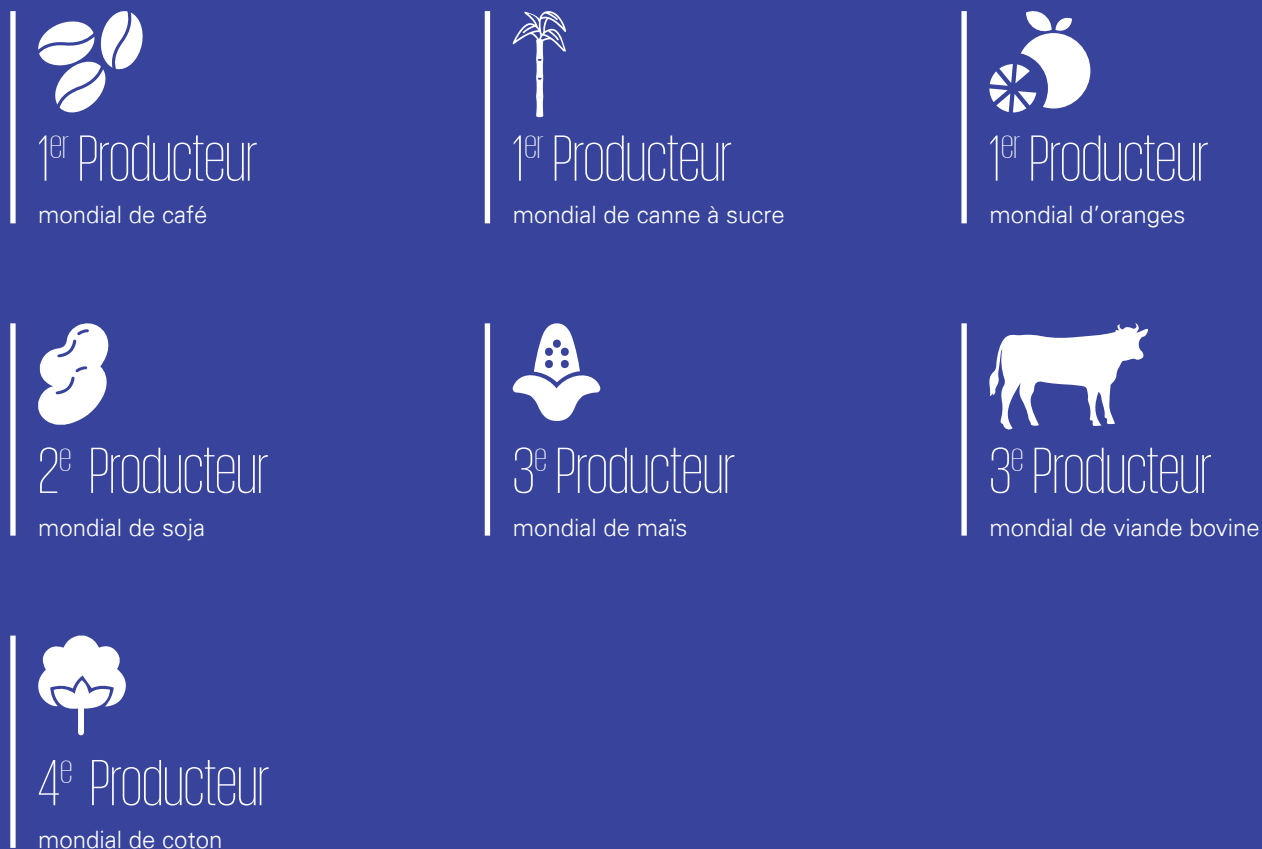
Le bois joue un rôle important dans la politique de croissance verte que le Luxembourg a décidé de déployer dernièrement. Il constitue donc une source d'activités variées avec un grand potentiel de développement. En effet, il s'agit d'une ressource renouvelable permettant de lutter contre le changement climatique dans un contexte de développement durable.

3.2 Les secteurs porteurs au Brésil

Les secteurs suivants sont les moteurs de l'économie brésilienne.

L'agro-industrie

Avec une agriculture moderne, efficace et compétitive, le Brésil est devenu, au cours des deux dernières décennies, l'un des plus grands producteurs et exportateurs agricoles du monde. Les gains de productivité, d'efficacité de la gestion, de recherche, d'innovation et de développement technologique ont révolutionné le secteur agroalimentaire du pays.



Source : FAO (Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture)

Le Brésil réunit toutes les conditions pour augmenter sa productivité. Le territoire est vaste et productif, le climat favorable à la production d'une grande variété d'aliments et, de plus, le pays a la plus grande disponibilité d'eau douce de la planète.

Selon l'Institut brésilien de recherche agricole (EMBRAPA), le Brésil n'utilise que 7,6 % de son territoire en cultures. Le Danemark cultive 76,8 % de ses terres, soit dix fois plus que le Brésil (Irlande : 74,7 %, Pays-Bas : 66,2 %, Royaume-Uni : 63,9 %, Allemagne : 56,9 %). Cela signifie que le Brésil est l'un des rares pays qui soit encore en mesure d'accroître sa surface cultivée, laissant une place considérable à la croissance du secteur agricole commercial du pays. À l'avenir, le pays pourra se positionner comme l'un des principaux fournisseurs d'aliments pour la population mondiale.

Le Brésil est le deuxième plus grand producteur de cultures biotechnologiques au monde. L'année de récolte brésilienne d'octobre 2016 à septembre 2017 a été exceptionnelle, principalement grâce à l'utilisation accrue de soja biotechnologique et à la disponibilité de crédits subventionnés pour les agriculteurs.



L'automobile

L'industrie automobile est un pilier de l'économie brésilienne, représentant 22 % de son PIB industriel, ce qui correspond à 4 % du PIB total. 27 fabricants dans le monde ont des activités au Brésil, totalisant 65 unités industrielles réparties dans 10 États. Le Brésil est le septième plus grand marché automobile du monde et se classe au dixième rang derrière la Chine, les États-Unis, le Japon, l'Allemagne, l'Inde, la Corée du Sud, le Mexique, l'Espagne et le Canada.

En 2016, l'industrie automobile brésilienne a produit 2,1 millions de véhicules et vendu 1,8 million d'unités mais ces chiffres sont susceptibles d'augmenter encore davantage.



Les énergies

Avec des générations annuelles de 560 milliards de kilowattheures d'électricité, le Brésil est l'un des 10 plus grands producteurs d'énergie au monde. Le pays bénéficie d'un territoire vaste et diversifié qui favorise la production d'énergies renouvelables. 80 % de la capacité de production d'électricité du pays provient de sources renouvelables, nettement au-delà de la moyenne mondiale de 23 %, faisant ainsi du Brésil un véritable champion de la production d'énergie verte.

Selon le plan énergétique du ministère de l'Énergie pour 2024, les 73 gigawatts que le Brésil a pour objectif de produire seront principalement réservés aux énergies renouvelables.



Énergie éolienne

Il y a environ 10 ans, la production d'énergie éolienne était pratiquement inexistante au Brésil. En 2009, le gouvernement a lancé une série de programmes visant à stimuler le secteur. Depuis, la production d'énergie éolienne n'a cessé de croître.

Le pays avait relativement peu exploité ces ressources car les barrages hydrauliques fournissaient une énergie propre et peu coûteuse. Cependant, en période de sécheresse (septembre et octobre 2017), le rendement de ces derniers peut être réduit à 20 %. L'énergie éolienne apparaît donc comme un complément idéal à l'énergie hydraulique.

Aujourd'hui, le pays compte 429 parcs éoliens d'une capacité totale de 10,7 gigawatts, dépassant l'Italie qui produit 9,2 gigawatts. Le secteur contribue à 7 % de la capacité énergétique, élevant le Brésil à la 9^e place mondiale en termes de capacité éolienne selon l'institut *Global Wind Energy Council*.

Avec près de 7 500 kilomètres de littoral, le Brésil dispose d'un potentiel considérable pour la production d'énergie éolienne. Le Brésil bénéficierait des troisièmes meilleurs vents après la Chine et l'Inde selon le *World Energy Council*. En effet, la qualité remarquable des vents tient au fait qu'ils sont unidirectionnels et stables, notamment dans l'État du Nord-Est. D'ici 2020, en ne prenant en compte que les contrats signés, l'objectif est d'atteindre 18 gigawatts.



Énergie solaire

Les parcs solaires installés au Brésil ne génèrent aujourd'hui que 27 mégawatts, soit 0,02 % de la capacité nationale. Le gouvernement prévoit de porter ce nombre à 3,3 % de la capacité totale grâce à la génération de 7 000 mégawatts.

À cette fin, une série d'investissements sont en cours pour stimuler le secteur dans un pays où le soleil brille plus de trois cents jours par an dans certaines régions. Selon le programme du gouvernement, d'ici 2030, environ 39,9 milliards USD seront investis. Le pourcentage de la capacité énergétique totale du Brésil dans les parcs photovoltaïques devrait augmenter de manière significative dans les années à venir, à mesure que les investissements seront stimulés et que les prix de la technologie diminueront.



Biocarburants

Avec des ressources naturelles riches et une industrie agricole forte, le Brésil est un marché idéal pour les biocarburants et un leader mondial dans l'industrie. Le pays a consolidé sa position de premier exportateur mondial de biocarburants.

Il est déjà le deuxième plus grand producteur de ce type de carburant propre dans le monde, derrière les États-Unis. Sur le marché domestique, 18 % de tous les combustibles consommés au Brésil proviennent aujourd'hui de sources renouvelables, principalement de l'éthanol et du biodiesel.



Pétrole et gaz

L'exploration et la production forment la base de l'industrie pétrolière. D'importantes ressources sont investies dans le développement technologique, dans l'expansion des connaissances géologiques et dans la formation d'une chaîne de biens et de services qui les soutient.

Les découvertes brésiliennes dans la zone de pré-sel située sur la côte sont considérées comme les plus grandes découvertes dans le monde depuis 2000 et les plus grandes découvertes de l'Ouest depuis 1976. Par conséquent, le Brésil est optimiste quant à la possession de réserves d'énergie suffisantes afin de répondre à la demande mondiale.

L'attractivité du secteur pétrolier et gazier est considérable, étant donné que le Brésil compte 29 bassins sédimentaires, équivalant à 7,5 millions de km² (environ 2,5 millions de km² sur le fond marin). Cependant, à l'heure actuelle, moins de 4 % de ces bassins font l'objet de concessions pour l'exploration et la production.

Aéronautique et astronautique

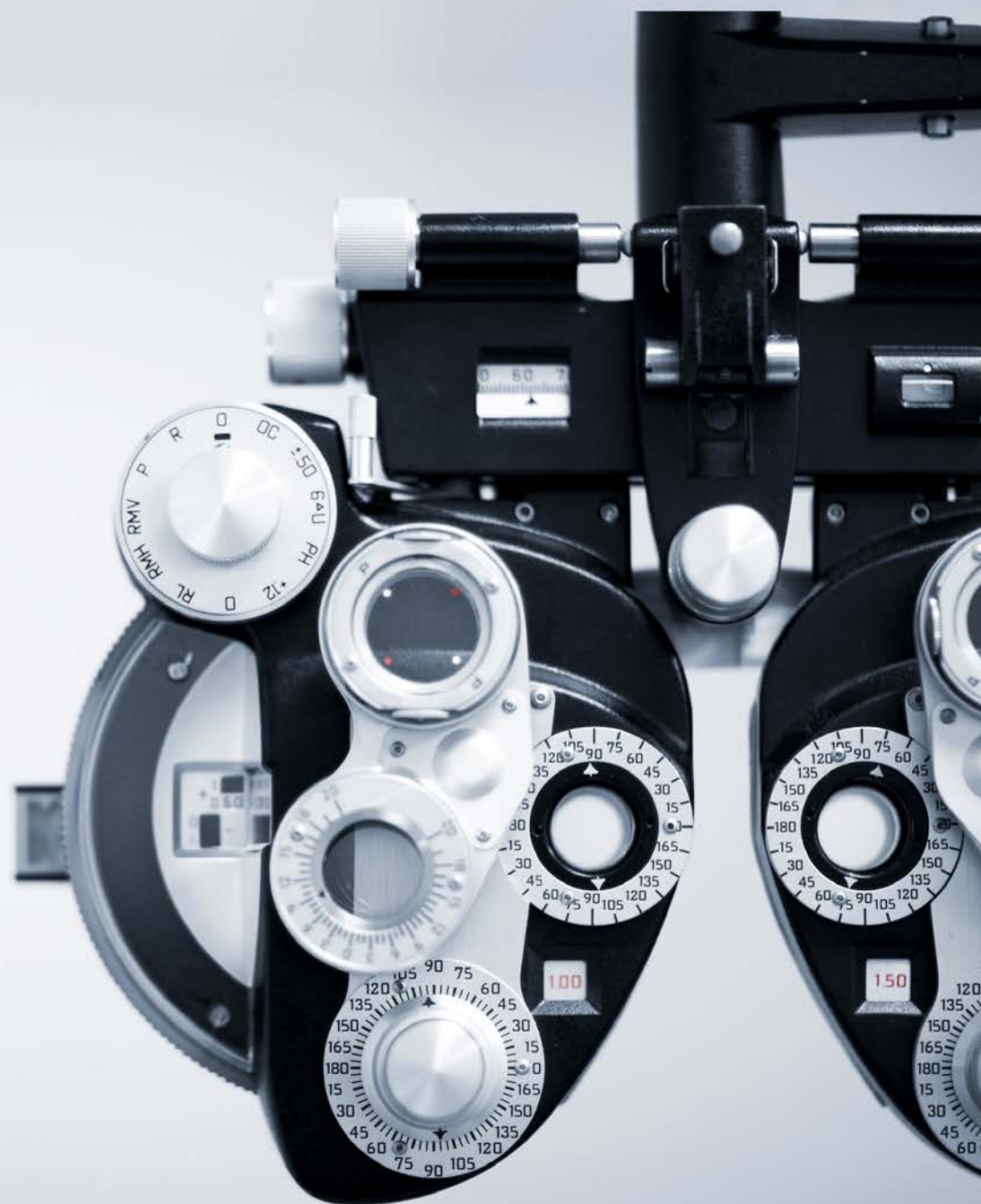
Moderne et compétitive, l'industrie aérospatiale brésilienne opère sur le marché international, se positionnant comme leader sur plusieurs segments de marché, grâce à sa domination technologique et à la qualité de ses produits.

Le segment aéronautique propose une large gamme de produits, tels que : des avions commerciaux et militaires, des avions légers et moyens, des hélicoptères, des planeurs, des lance-roquettes et lanceurs de satellites, des équipements et systèmes de défense, des missiles, des radars, des systèmes au sol pour les satellites, des équipements avioniques et avioniques aéroportés, ainsi que les réparations et l'entretien des moteurs d'aéronefs et d'aéronautique, le contrôle du trafic aérien et la protection des vols.

Dans le domaine spatial, il produit des satellites de petite taille. Ils sont fournis avec leurs structures : équipements embarqués, fusées sondes, lanceurs, engins divers ainsi que leurs pièces. En outre, des services de consultation spécialisée ainsi que des services impliquant l'application d'images obtenues par satellites sont offerts.



Chapitre 4 - DIAGNOSTIC DES RELATIONS ÉCONOMIQUES EXTÉRIEURES



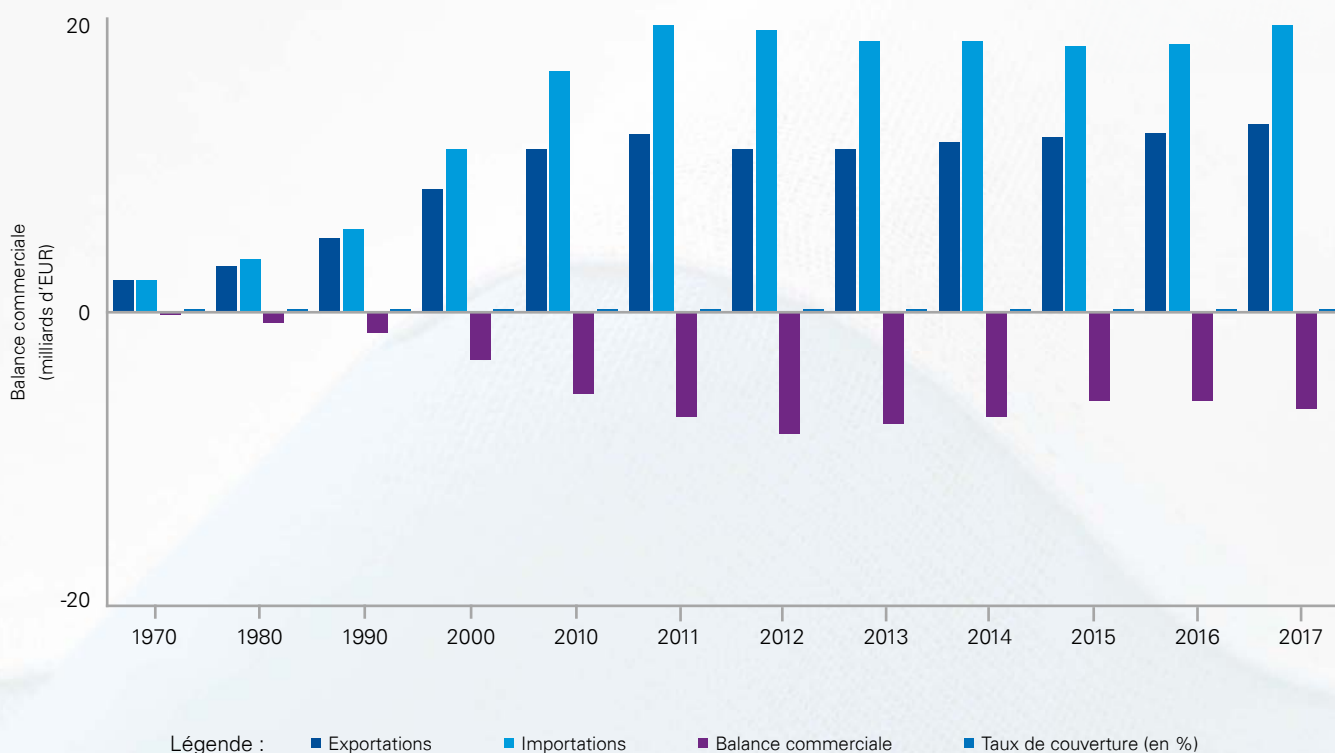
1. Les relations commerciales du Luxembourg dans le monde

Le Luxembourg exporte 85 % de ses productions. Le commerce international du Luxembourg reste très dépendant de ses partenaires de l'Union européenne. Plus de 83 % du total des importations de biens proviennent d'autres pays membres, la Belgique étant le premier partenaire commercial, suivie par l'Allemagne et la France.

En 2017, les exportations ont chuté de 12 %, ce qui a entraîné un déficit commercial de 6,3 milliards d'euros. Cependant, en incluant les services, la balance commerciale du Luxembourg est fortement positive.

Le Luxembourg exporte principalement du fer et de l'acier, des équipements électriques et électroniques, des machines et des plastiques. Les principales importations du pays sont les véhicules, les carburants minéraux et le pétrole, les équipements électriques et électroniques ainsi que les machines. Le Luxembourg s'efforce de diversifier ses exportations en dehors de l'Union européenne et entretient actuellement des relations commerciales notables avec des pays d'Asie et du Moyen-Orient.

Figure 7 : L'évolution de la balance commerciale du Luxembourg



IMPORTATIONS DU LUXEMBOURG

Le premier pays duquel le Luxembourg importe ses produits est la **Belgique** (33% du total des importations), qui fournit principalement des matériels de transports (23% du total des importations de cette catégorie), tels que des véhicules et des avions ; des produits minéraux (16%) et des produits de l'industrie chimique (11%).

Les 2^e et 3^e partenaires d'importation sont l'**Allemagne** et la **France** (37% du total des importations), qui fournissent conjointement principalement des produits à base de métaux (42% du total des importations de cette catégorie), des matériels de transport (32%), des appareils électriques et électroniques (25%) ainsi que des animaux vivants (13%).

Le **Brésil** se classe en 29^e position. Il constitue le 2^e pays partenaire parmi les BRICS, derrière la Chine. Sa position est la meilleure parmi les pays du Mercosul.

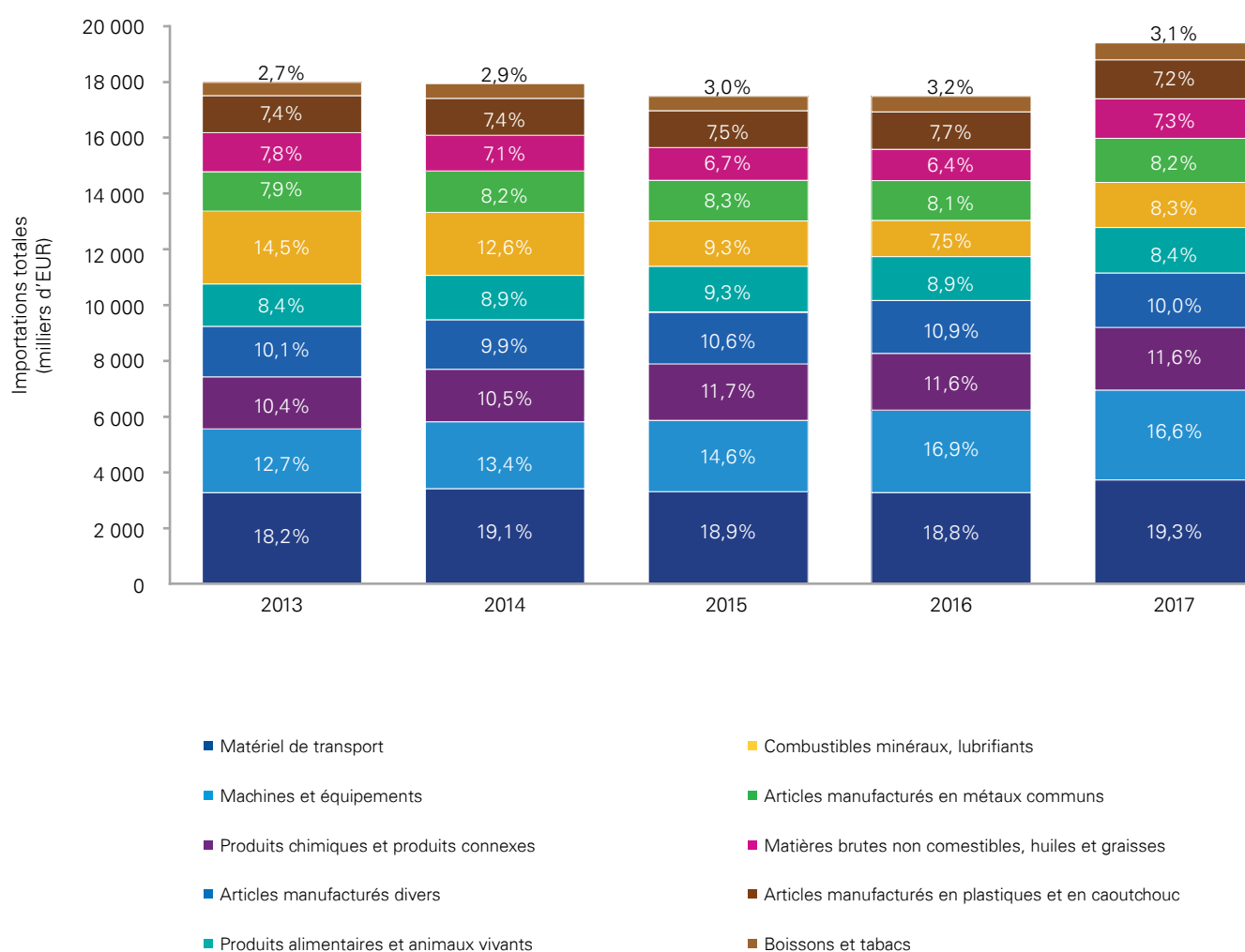
Pays fournisseurs 2017

Rang	Pays	Part relative en %
1	Belgique	33,750
2	Allemagne	26,532
3	France	12,228
4	Pays-Bas	5,124
5	États-Unis	4,223
6	Japon	2,590
7	Italie	2,360
8	Royaume-Uni	2,240
9	Pologne	1,259
10	Espagne	1,183
12	Chine	0,873
29	Brésil	0,094
33	Russie	0,076
47	Inde	0,030
53	Afrique du Sud	0,012
59	Argentine	0,008
67	Venezuela	0,003
/	Uruguay	NS
/	Paraguay	NS

■ Pays BRICS

■ Pays Mercosul

■ Pays BRICS et Mercosul

Figure 8 : Commerce extérieur du Luxembourg par catégorie de marchandises : Importations

EXPORTATIONS DU LUXEMBOURG

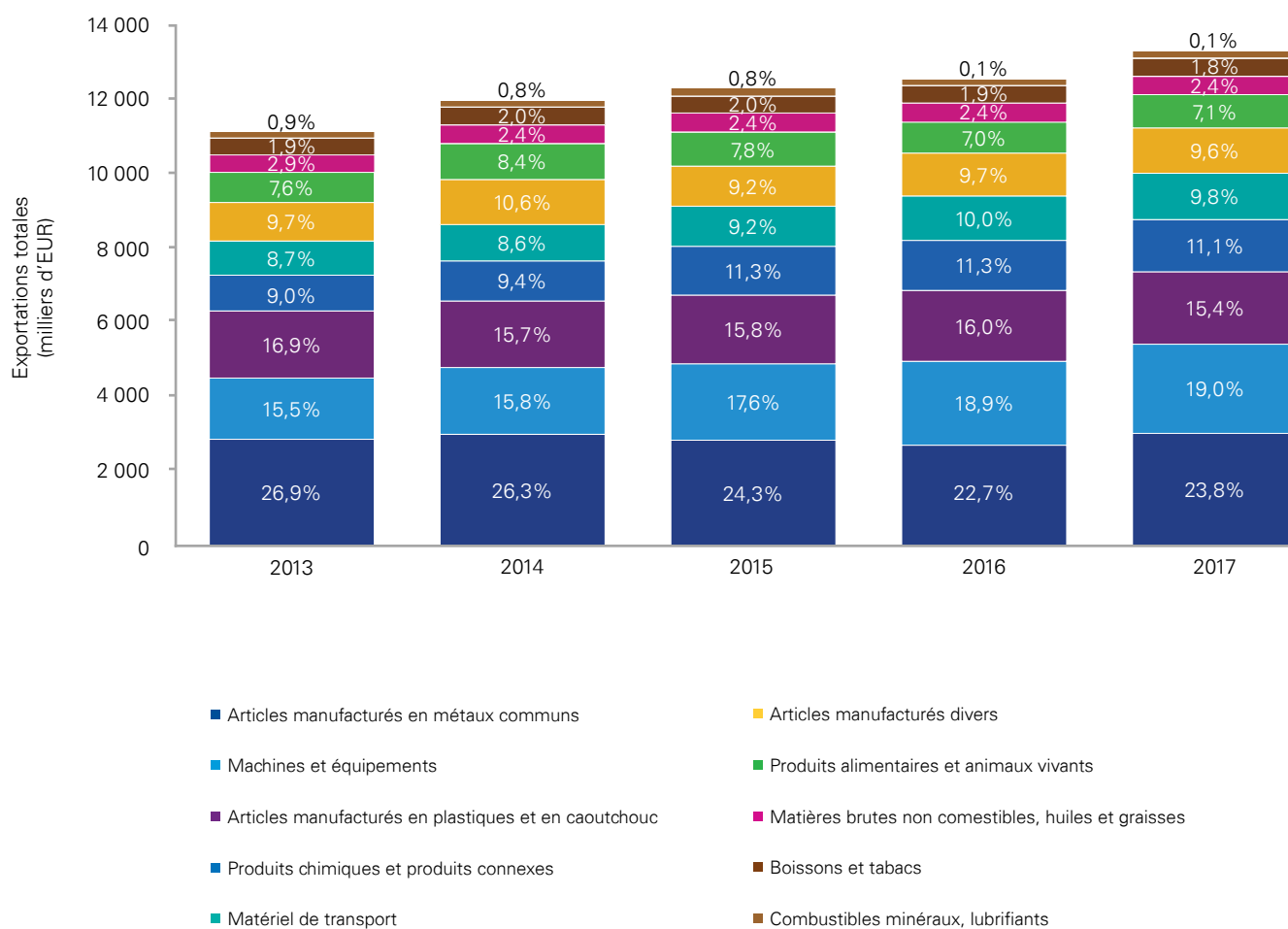
Le premier pays vers lequel le Luxembourg exporte ses produits est l'**Allemagne** (28% du total des exportations), qui achète principalement des produits à base de métaux (24% du total des exportations de cette catégorie) ; des produits à base de plastiques (16%) et des produits électriques et électroniques (14%).

Les 2^e et 3^e partenaires d'exportation sont la **France** et la **Belgique** (26% du total des exportations), à qui le Luxembourg fournit principalement des produits à base de métaux (42% du total des exportations de cette catégorie), des appareils électriques et électroniques (28%) ; des matériels de transport (33%) et des matières plastiques (26%).

Le **Brésil** se classe en 27^e position. Il constitue le 3^e pays partenaire parmi les BRICS, derrière la Chine et la Russie. Comme pour les importations, sa position reste la meilleure parmi les pays du Mercosul.

Pays clients 2017

Rang	Pays	Part relative en %
1	Allemagne	27,831
2	France	14,713
3	Belgique	11,622
4	Pays-Bas	5,544
5	Royaume-Uni	4,090
6	Italie	3,967
7	États-Unis	3,385
8	Suisse	2,525
9	Pologne	2,372
10	Espagne	2,367
11	Autriche	2,088
12	Chine	1,696
13	Suède	1,394
14	République Tchèque	1,278
15	Russie	1,200
27	Brésil	0,373
29	Afrique du Sud	0,364
34	Inde	0,240
65	Argentine	0,058
/	Venezuela	NS
/	Uruguay	NS

Figure 9 : Commerce extérieur du Luxembourg par catégorie de marchandises : Exportations

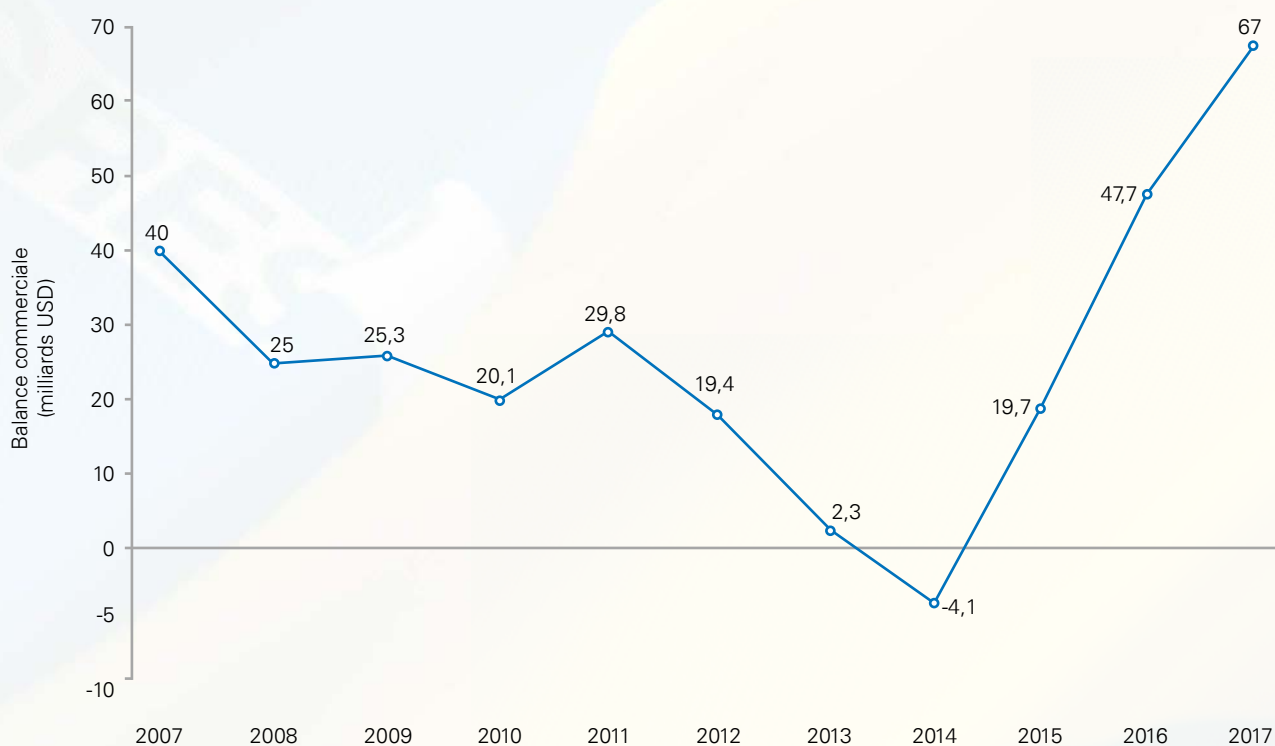


2. Les relations commerciales du Brésil dans le monde

Le commerce extérieur brésilien a progressé de manière notable durant l'année 2017. Avec un excédent de 67 milliards USD, la balance commerciale a affiché en 2017 le meilleur résultat en 29 ans (MDIC). En 2016, le solde a enregistré un excédent de 47,7 milliards USD, soit une augmentation de 40 % en glissement annuel. Ceci illustre la croissance considérable du Brésil et la reprise de l'économie au cours des dernières années.

Figure 10 : L'évolution de la balance commerciale du Brésil

SOLDE CUMULÉ – 2007 À 2017



Source : Ministère de l'industrie, du commerce extérieur et des services du Brésil (MDIC)

IMPORTATIONS DU BRÉSIL

La **Chine** est le pays qui vend le plus de produits au Brésil. En 2017, le Brésil a importé la somme totale de 27,9 milliards USD du pays asiatique. Parmi les principaux produits achetés en Chine figurent les émetteurs, les récepteurs et les composants, les circuits électroniques ainsi que les générateurs et transformateurs électriques.

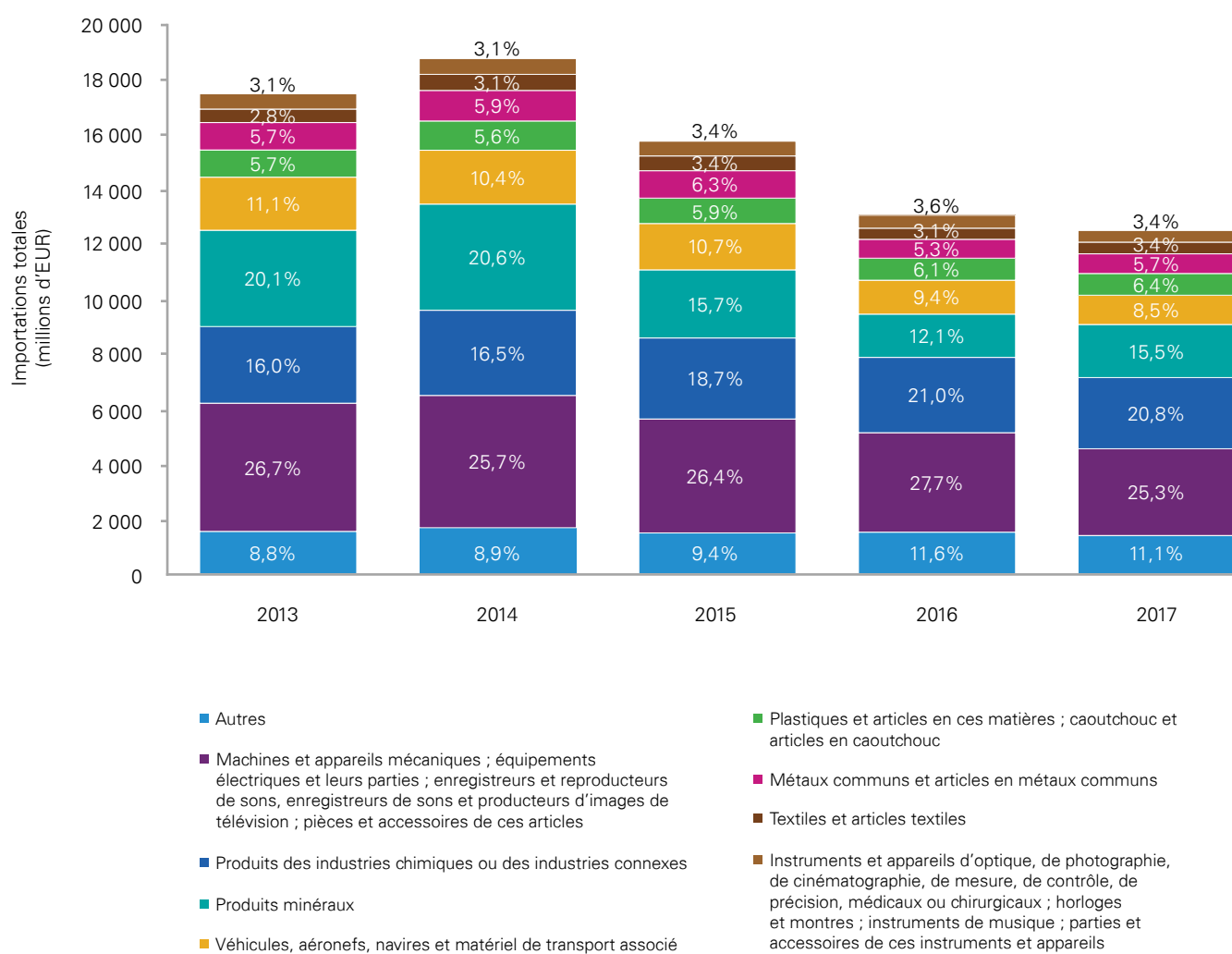
Les **États-Unis** se classent au deuxième rang des meilleurs vendeurs (24,8 milliards USD). Le Brésil leur achète des huiles combustibles, des médicaments et des engrais.

En troisième position, l'**Argentine** vend des véhicules de transport de marchandises, des automobiles et du blé pour un total de 9,4 milliards USD en 2017.

Ce n'est qu'à partir de la quatrième position que les pays **européens** commencent à apparaître. En 2017, le Brésil a acheté pour un total de 9,2 milliards USD de médicaments, pièces et accessoires de véhicules et d'instruments et appareils de mesure en Europe.

Pays fournisseurs 2017

Rang	Pays	Part relative en %
1	Chine	18,124%
2	États-Unis	16,482%
3	Argentine	6,259%
4	Allemagne	6,121%
5	Corée du Sud	3,476%
6	Mexique	2,811%
7	Italie	2,626%
8	Japon	2,496%
9	France	2,470%
10	Chili	2,290%
11	Inde	1,954%
12	Espagne	1,891%
13	Russie	1,754%
14	Algérie	1,535%
15	Royaume-Uni	1,528%
79	Luxembourg	0,027%

Figure 11 : Commerce extérieur du Brésil par catégorie de marchandises : Importations

EXPORTATIONS DU BRÉSIL

La **Chine** reste la principale destination des produits brésiliens. En 2017, le pays asiatique a acheté pour 50,2 milliards USD au Brésil. Les trois principaux produits exportés sont le soja, le minerai de fer et le pétrole brut.

En seconde position, les **États-Unis** totalisent 26,9 milliards USD dans des produits tels que le pétrole brut, les avions et les produits semi-finis en fer ou en acier.

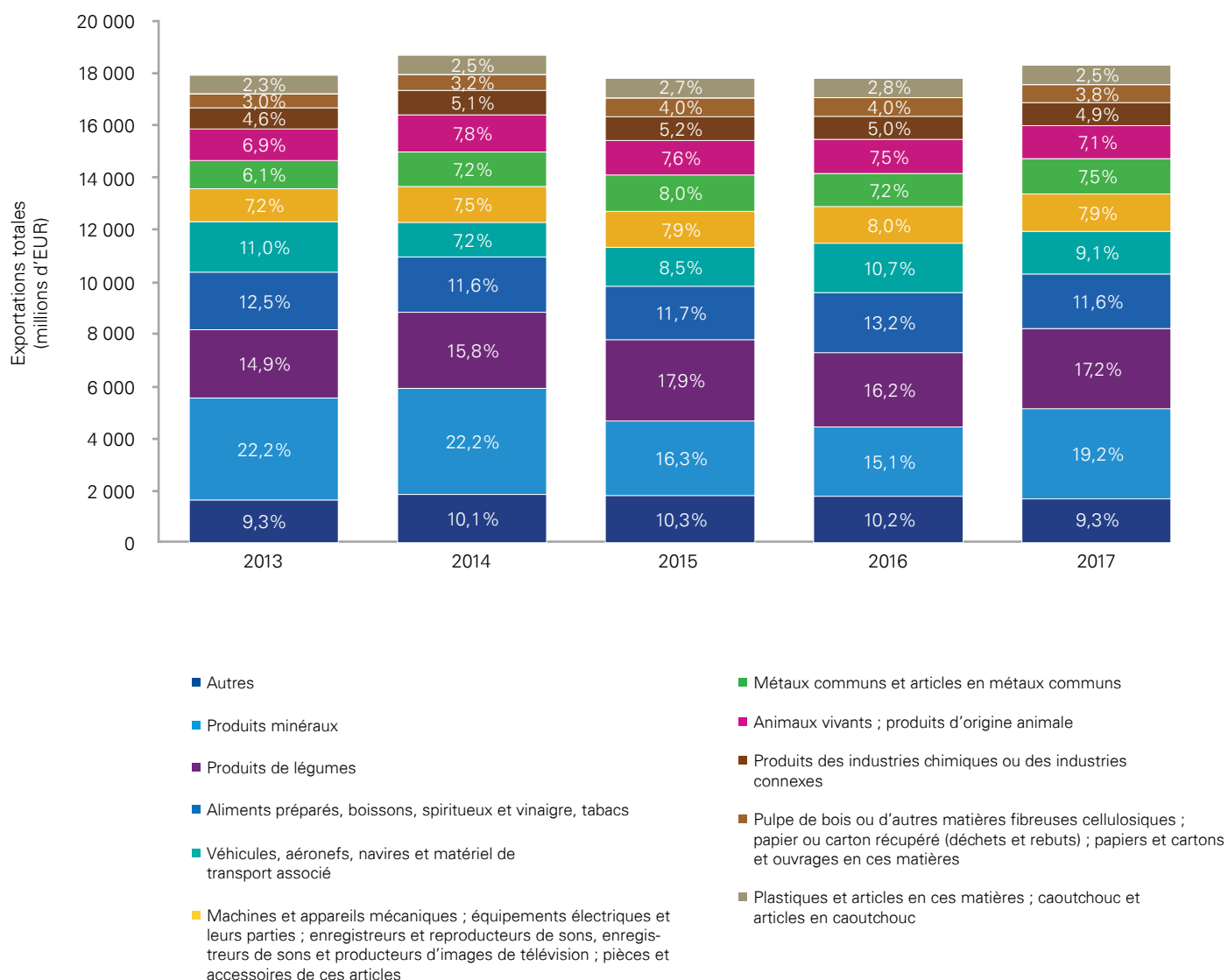
La troisième plus grande destination pour les produits brésiliens est l'**Argentine**. Le pays sud-américain a dépensé 17,6 milliards USD dans l'achat de voitures, véhicules de transport, pièces et composants pour voitures et tracteurs.

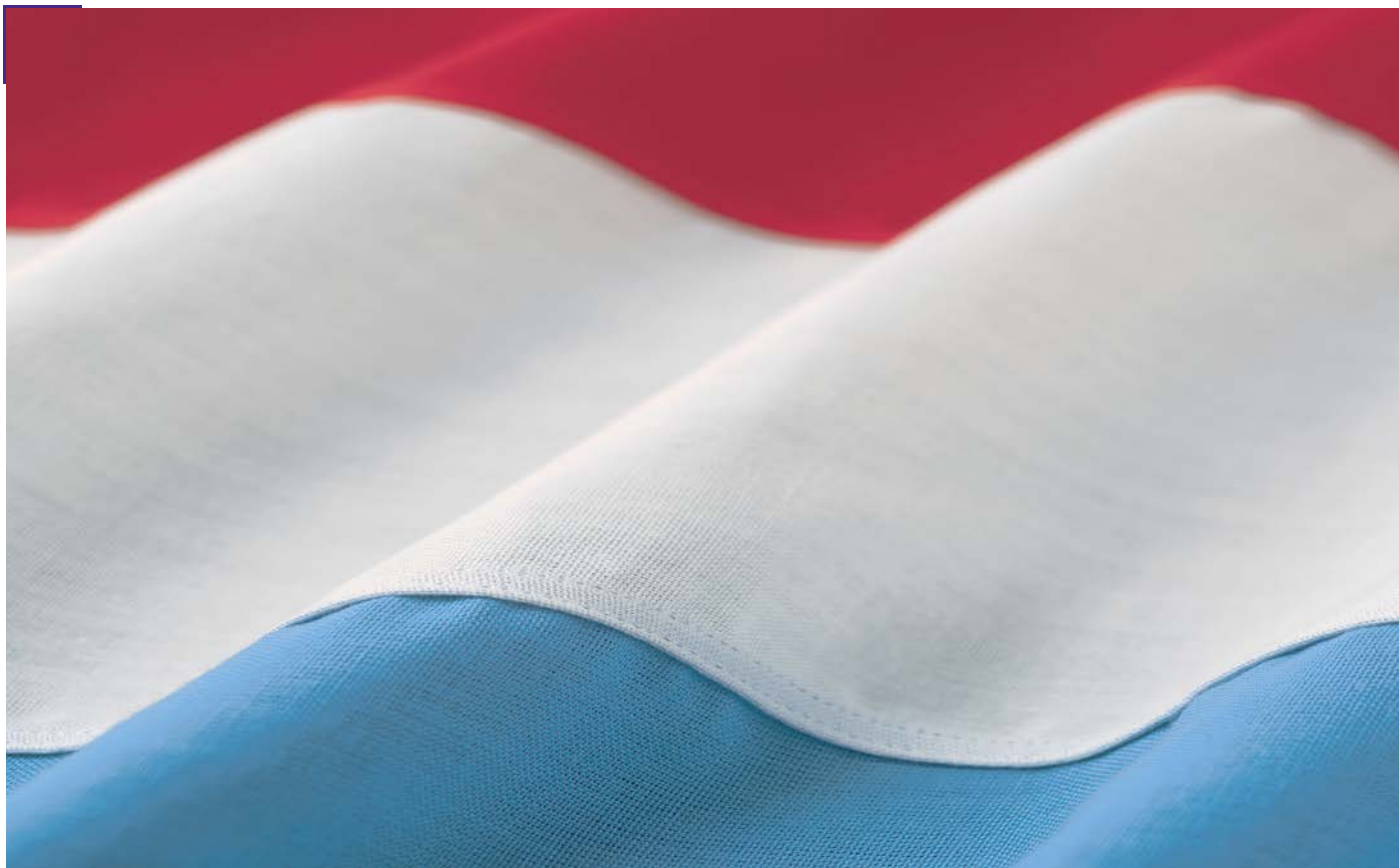
En Europe, les **Pays-Bas** figurent à la quatrième place. Les produits les plus achetés sont le son de blé, les résidus extraits de l'huile de soja, les tubes flexibles en fer ou en acier et du minerai de fer totalisant la somme de 9,3 milliards USD en 2017.

Pays clients 2017

Rang	Pays	Part relative en %
1	Chine	21,810%
2	États-Unis	12,342%
3	Argentine	8,092%
4	Pays-Bas	4,249%
5	Japon	2,417%
6	Chili	2,311%
7	Allemagne	2,255%
8	Inde	2,139%
9	Mexique	2,073%
10	Espagne	1,752%
11	Italie	1,635%
12	Belgique	1,458%
13	Corée du Sud	1,413%
14	Royaume-Uni	1,306%
15	Russie	1,257%
124	Luxembourg	0,014%

Figure 12 : Commerce extérieur du Brésil par catégorie de marchandises : Exportations



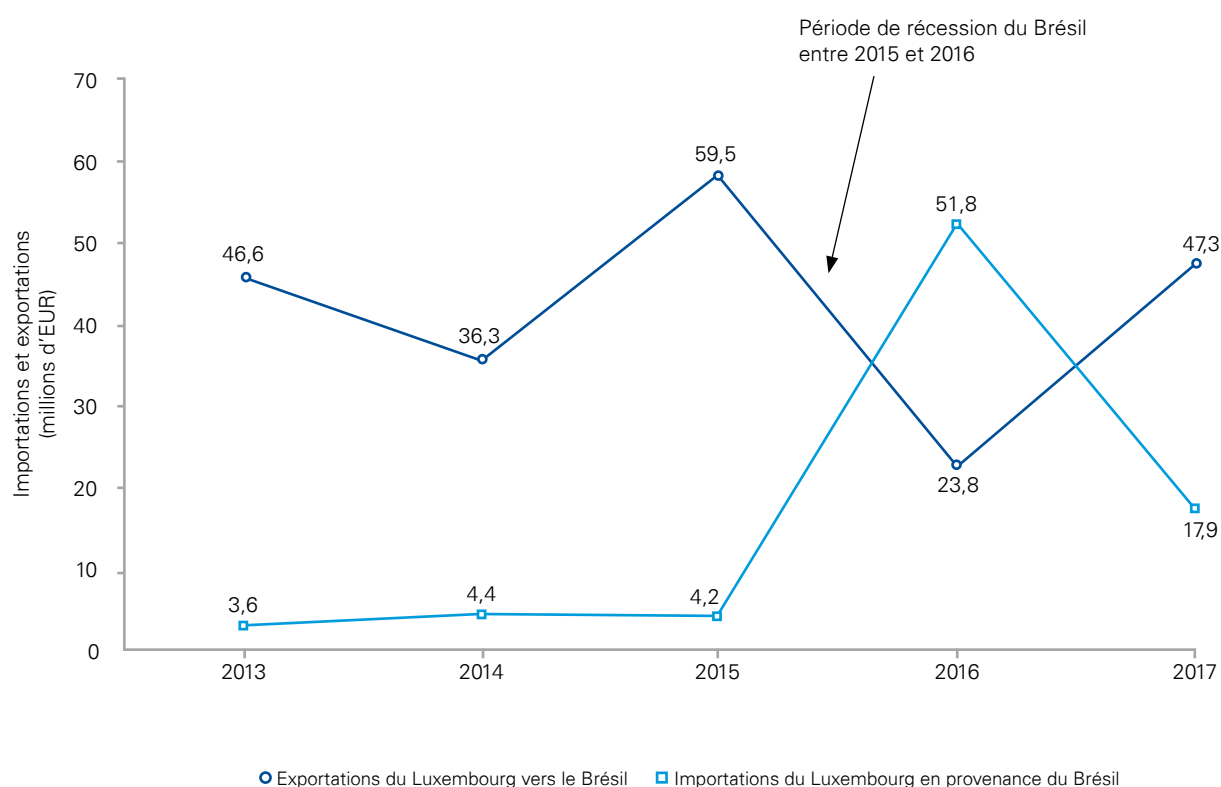


3. Les relations commerciales entre le Luxembourg et le Brésil

Les échanges commerciaux du Luxembourg avec le Brésil acquièrent une place de plus en plus importante.

L'analyse de l'évolution des échanges commerciaux entre le Luxembourg et le Brésil indique que durant la récession brésilienne de 2015-2016, les exportations du Luxembourg vers le Brésil ont fortement chuté, passant de 59,5 millions d'EUR (2015) à 23,8 millions d'EUR (2016). Cependant, avec la reprise de la croissance, les exportations se sont redressées, pour atteindre un total 47,3 millions d'EUR en 2017 (cf. figure 13).

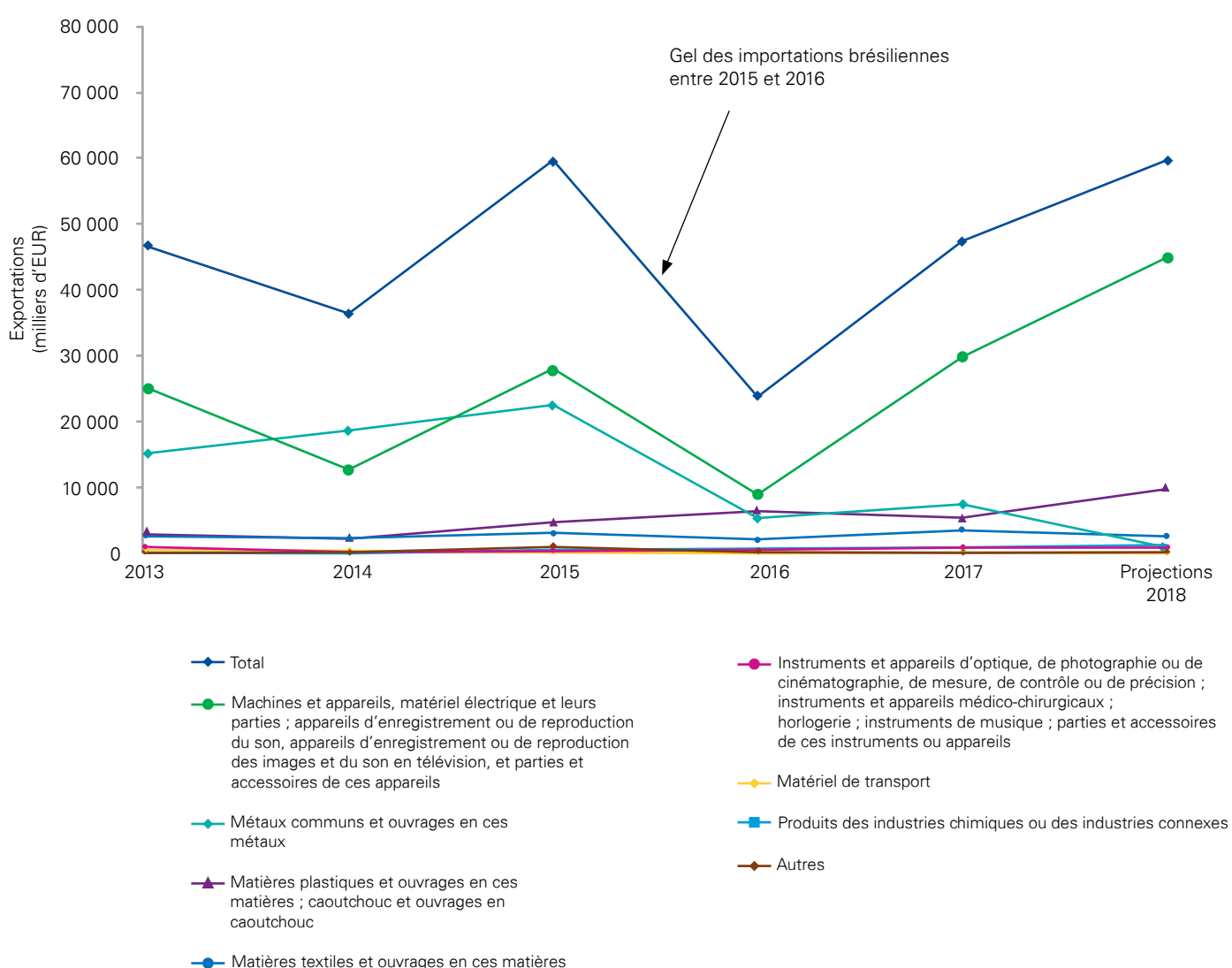
Figure 13 : Variations des importations et exportations entre le Luxembourg et le Brésil



Source : Statec

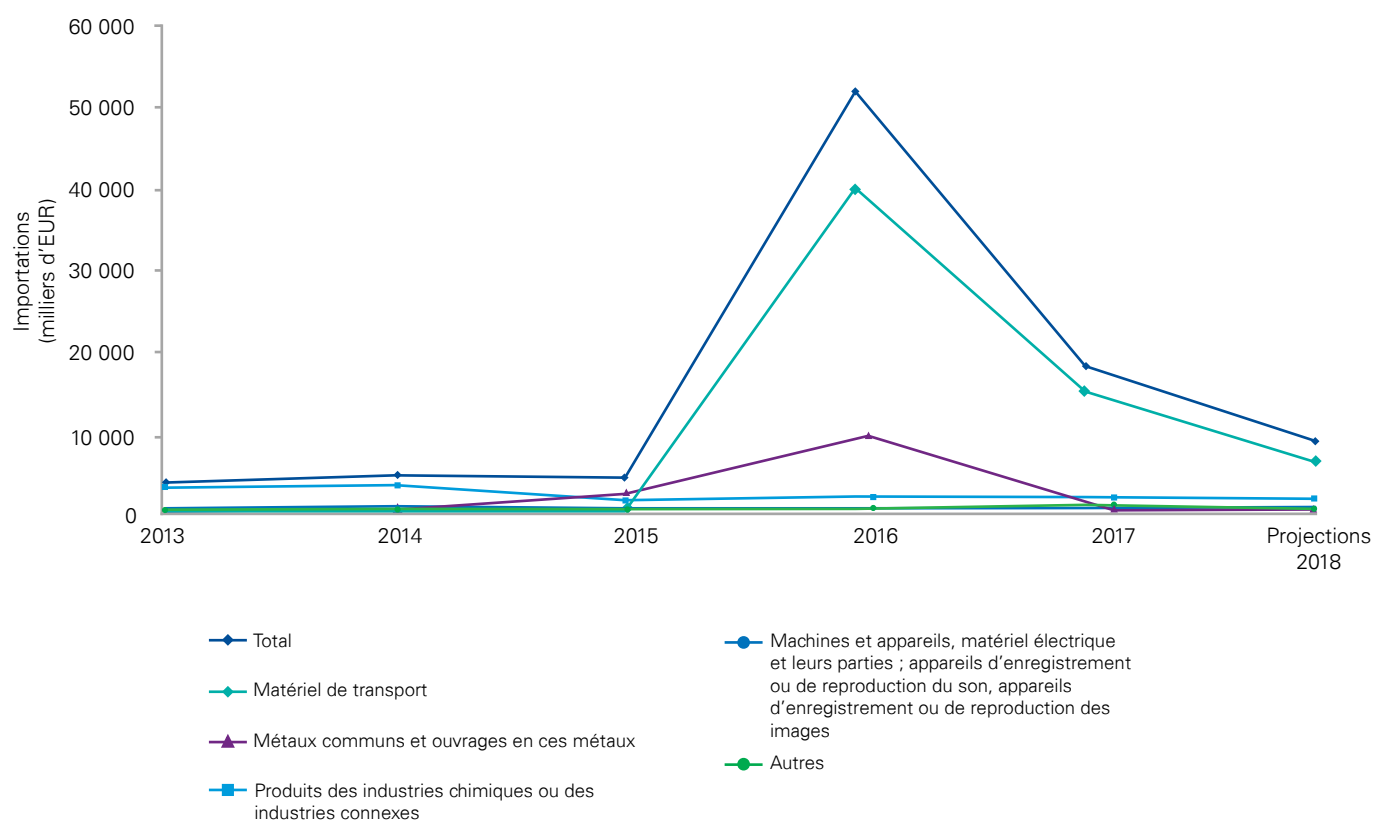
Le Brésil avait gelé les importations de produits à base de métaux (de 22 millions à 5 millions d'EUR entre 2015 et 2016) ainsi que celles de machines et appareils électriques et électroniques (de 28 millions à 9 millions d'EUR entre 2015 et 2016) (cf. figure 14).

Figure 14 : Exportations du Luxembourg vers le Brésil



À partir de 2015, la forte augmentation des importations du Luxembourg en provenance du Brésil s'explique principalement par l'achat d'aéronefs (cf. figure 15) pour un total de près de 40 millions d'EUR (2016) et 15 millions d'EUR (2017).

Figure 15 : Importations du Luxembourg en provenance du Brésil

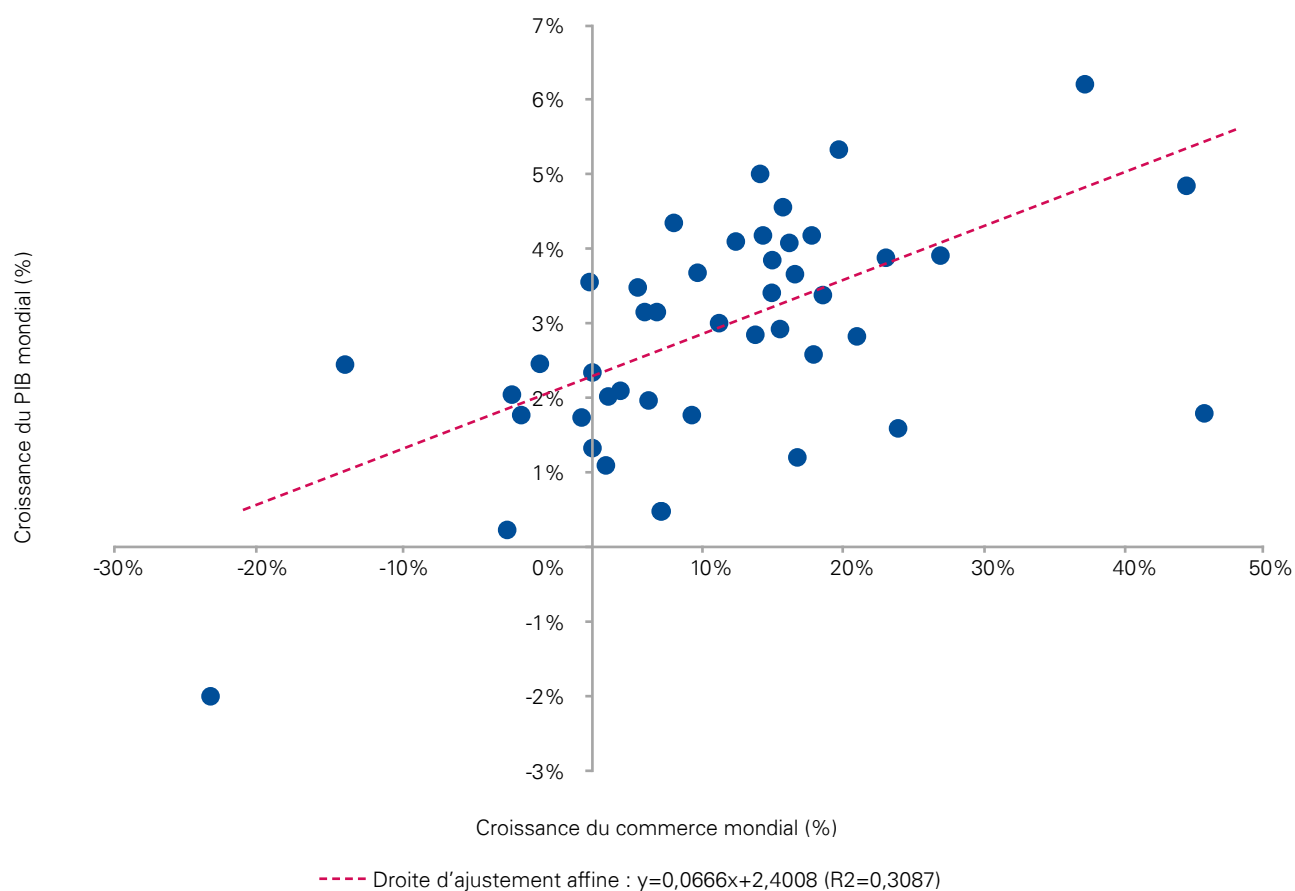


CHAPITRE 5 - IDENTIFICATION DES OPPORTUNITÉS

1. Les perspectives économiques

D'une manière générale, la croissance du PIB et le commerce extérieur sont étroitement corrélés. Dans ce contexte, les prévisions de croissance du PIB mondial, du Brésil et du Luxembourg offrent toutes de bonnes perspectives économiques pour les années à venir.

Figure 16 : Corrélation entre la croissance du commerce et du PIB mondial (1971-2016)



Source : OMS, CNUCED

1.1 Les indicateurs de potentiels de développement et prévisions du volume des échanges commerciaux

L'indicateur de potentiel de développement est un nouvel indicateur développé par KPMG (UK) ayant pour but de donner des perspectives pratiques aux investisseurs en ce qui concerne les pays offrant le potentiel de croissance durable le plus élevé. Il tient compte d'une série de données indépendantes telles que l'espérance de vie, la maturité technologique, l'indépendance judiciaire et le niveau de la dette nationale. L'ensemble des données sur 20 ans est pondéré au sein des 5 catégories suivantes pour chacun des 180 pays²² :



Stabilité macro-économique



Ouverture



Infrastructure



Capital humain



Force institutionnelle

Pour les investisseurs, cet indicateur de potentiel fournit une perspective indépendante du potentiel réel d'un pays, basé sur des facteurs allant au-delà du PIB. Que ce soit pour une entreprise cherchant à pénétrer dans un marché ou pour un investisseur institutionnel désireux de diversifier son portefeuille d'investissements, l'étude fournit les données suivantes quant au classement du Luxembourg, des pays limitrophes et des pays BRICS.

Luxembourg et pays limitrophes :

Classement [1 ; 180]	Évolution sur 12 mois [-17 ; +18]	Pays/juridiction [0 ; 10]	Indice global [0 ; 10]	Stabilité macro économi- que [0 ; 10]	Ouverture [0 ; 10]	Dévelop- pement humain [0 ; 10]	Qualité des infrastruc- tures [0 ; 10]	Qualité des institutions [0 ; 10]
3	-	Luxembourg	8,29	7,96	10,00	6,98	8,42	8,68
14	▼ 2	Allemagne	7,55	5,33	4,10	7,81	7,62	8,08
24	▼ 2	France	7,04	3,26	2,66	8,03	7,20	7,44
16	-	Belgique	7,42	2,92	9,35	8,02	6,97	7,78

BRICS :

Classement [1 ; 180]	Évolution sur 12 mois [-17 ; +18]	Pays/juridiction [0 ; 10]	Indice global [0 ; 10]	Stabilité macro économi- que [0 ; 10]	Ouverture [0 ; 10]	Dévelop- pement humain [0 ; 10]	Qualité des infrastruc- tures [0 ; 10]	Qualité des institutions [0 ; 10]
89	▲ 2	Brésil	4,42	3,63	0,47	5,68	3,80	4,84
65	▲ 2	Russie	4,86	7,87	1,75	6,86	4,36	4,25
96	▲ 3	Inde	4,20	4,65	1,13	3,96	3,40	5,25
42	▲ 2	Chine	5,42	6,03	0,93	7,21	4,68	5,56
87	▼ 22	Afrique du Sud	4,45	5,67	2,90	2,19	4,32	5,71

Par ailleurs, l'analyse de la projection du volume des échanges commerciaux du FMI laisse présager des potentialités d'échanges intéressantes dans un contexte de croissance du PIB mondial :

Figure 17 : Brésil - Prévisions du volume des importations de biens

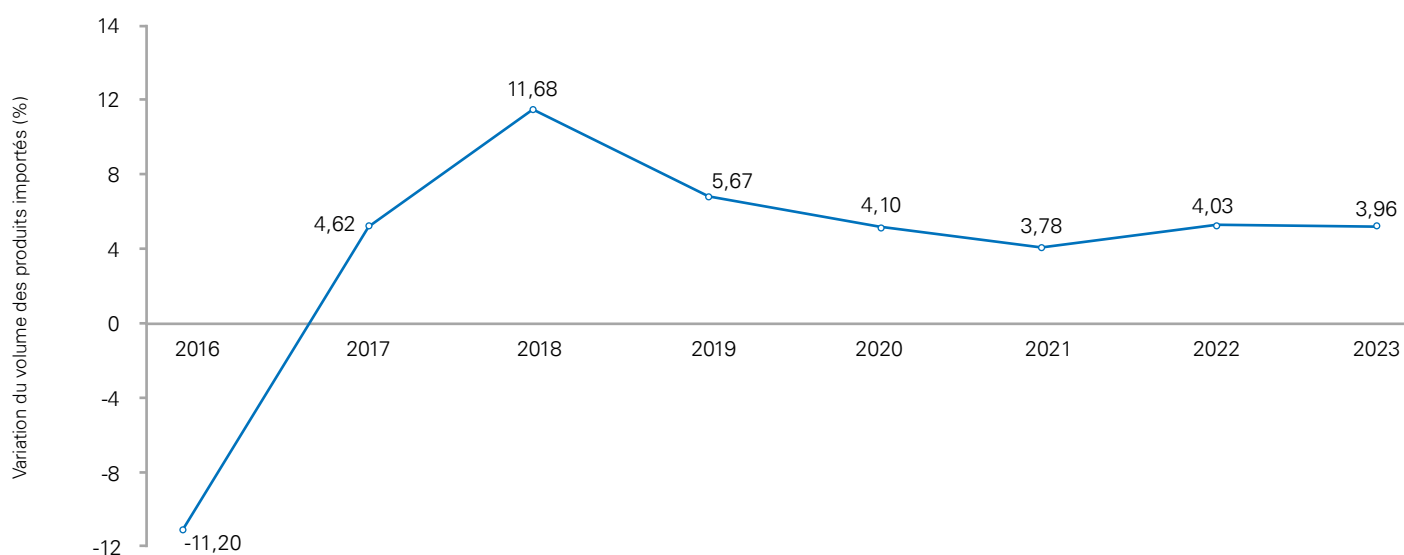


Figure 18 : Brésil - Prévisions du volume des exportations de biens

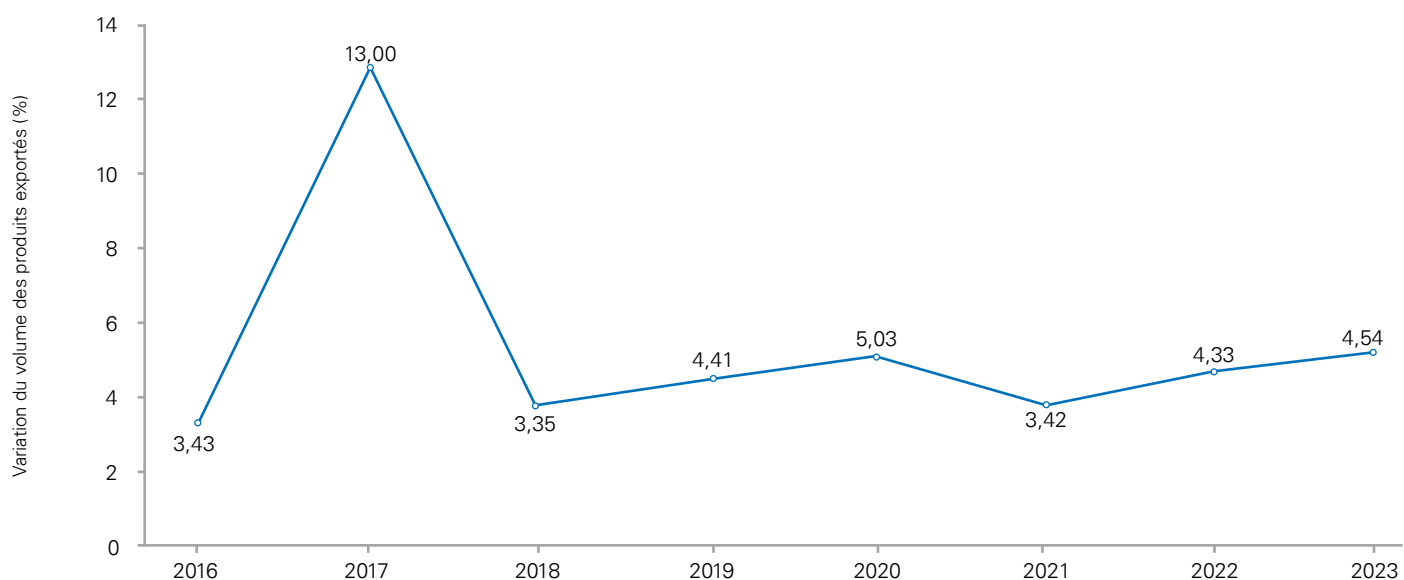
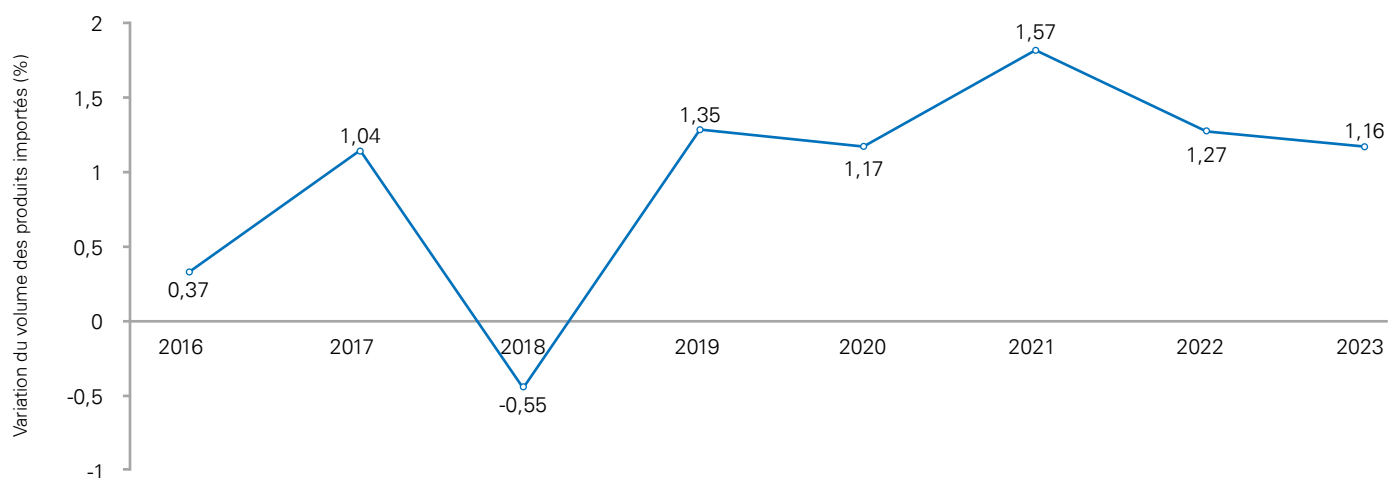
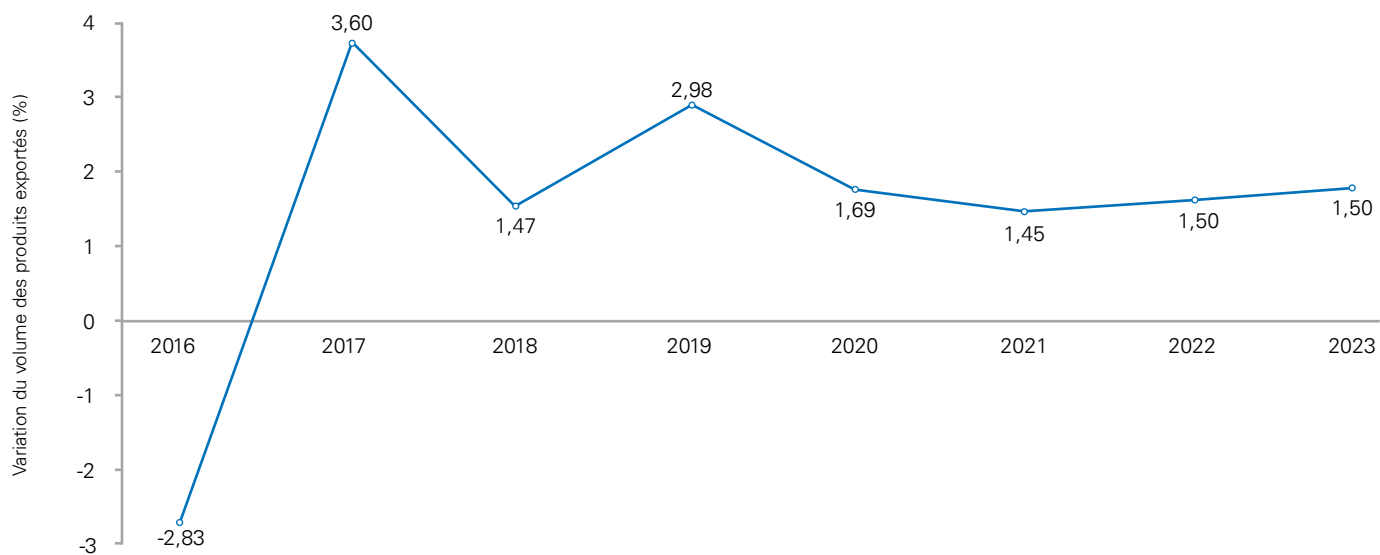


Figure 19 : Luxembourg - Prévisions de la variation du volume des importations de biens**Figure 20 : Luxembourg - Prévisions de la variation du volume des exportations de biens**

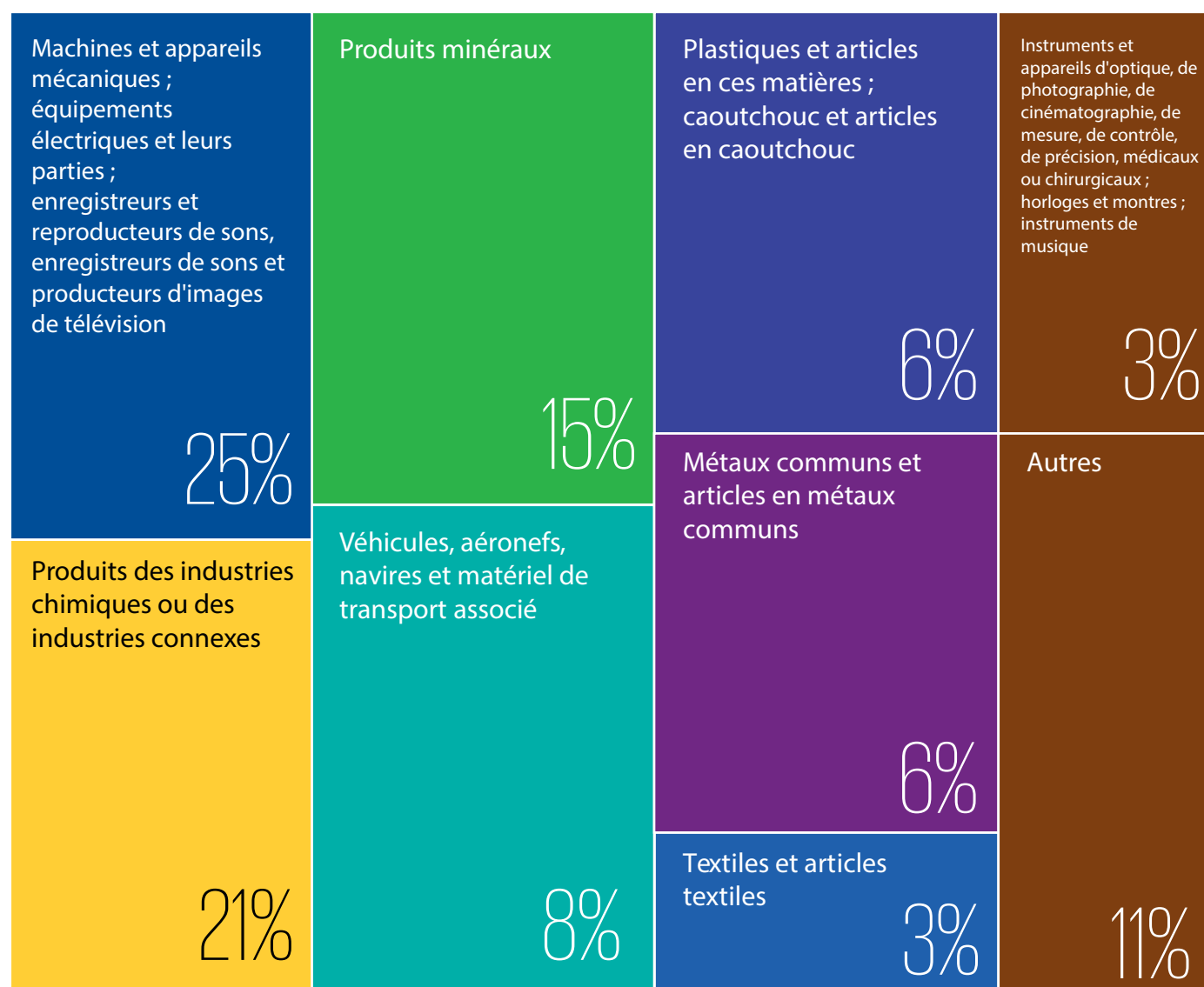


2. Les alliances entre l'offre et de la demande

2.1 Les opportunités d'exportation pour le Luxembourg

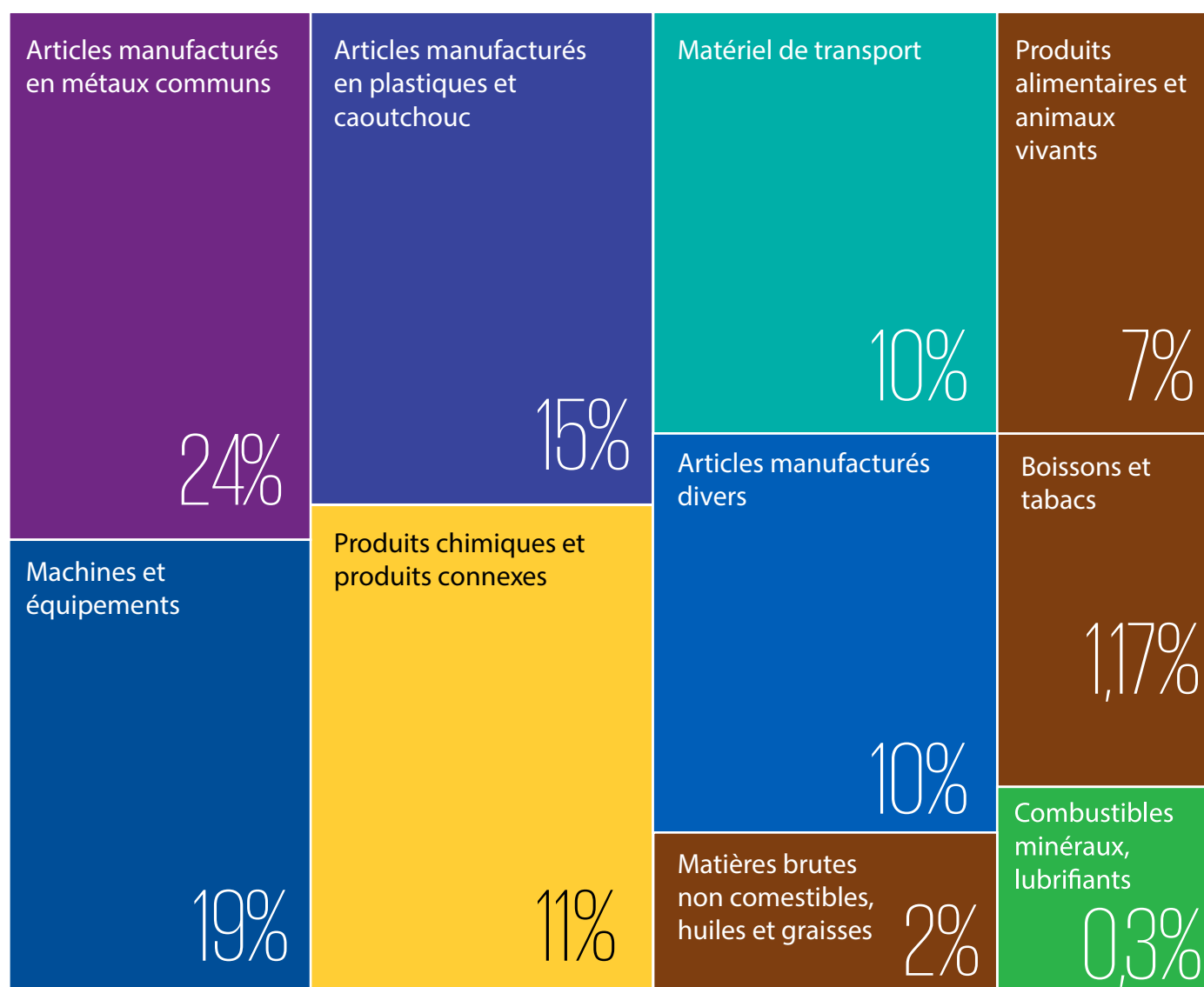
Les deux représentations suivantes se lisent de manière conjointe. Une catégorie donnée de produits est représentée par une couleur identique. Les différentes couleurs permettent ainsi d'associer visuellement la demande globale du Brésil avec l'offre globale du Luxembourg et donc les échanges commerciaux possibles entre ces deux pays.

Demande globale du Brésil



81 % des importations de produits au Brésil peuvent partiellement être satisfaites par l'offre luxembourgeoise. Ces produits concernent pour un quart les machines, appareils mécaniques et équipements liés à la télévision et aux sons (ex : satellites), les produits des industries chimiques pour 21 %, les produits minéraux pour 15 % (ex : phosphate utilisé dans l'agriculture comme engrais ou phosphate de calcium répandu sur les terres acides du Brésil afin de les rendre fertiles), des matériels de transports tels que les aéronefs, les navires, les véhicules de transports de marchandises et les utilitaires pour 8 % ainsi que les produits en matières plastiques et métaux communs pour 12 %.

Offre globale du Luxembourg



Évolution des échanges par secteurs au niveau global et entre les deux pays

Pour les principaux secteurs où des alliances ont été identifiées précédemment, l'analyse de l'évolution des échanges sur le long terme (période de près de 20 ans) permet d'observer la réponse du Luxembourg face à la demande du Brésil.

Pour chaque secteur, deux graphes sont présentés. Le graphe du dessus traduit la demande du Brésil (évolution des importations totales du Brésil) suivi du graphe qui traduit la réponse à cette demande du Luxembourg (évolution des exportations du Luxembourg vers le Brésil).

Figure 21 : Évolution des importations totales du Brésil : Machines et appareils, matériel électrique et leurs parties ; appareils d'enregistrement ou de reproduction du son, appareils d'enregistrement ou de reproduction des images et du son en télévision, et parties et accessoires de ces appareils

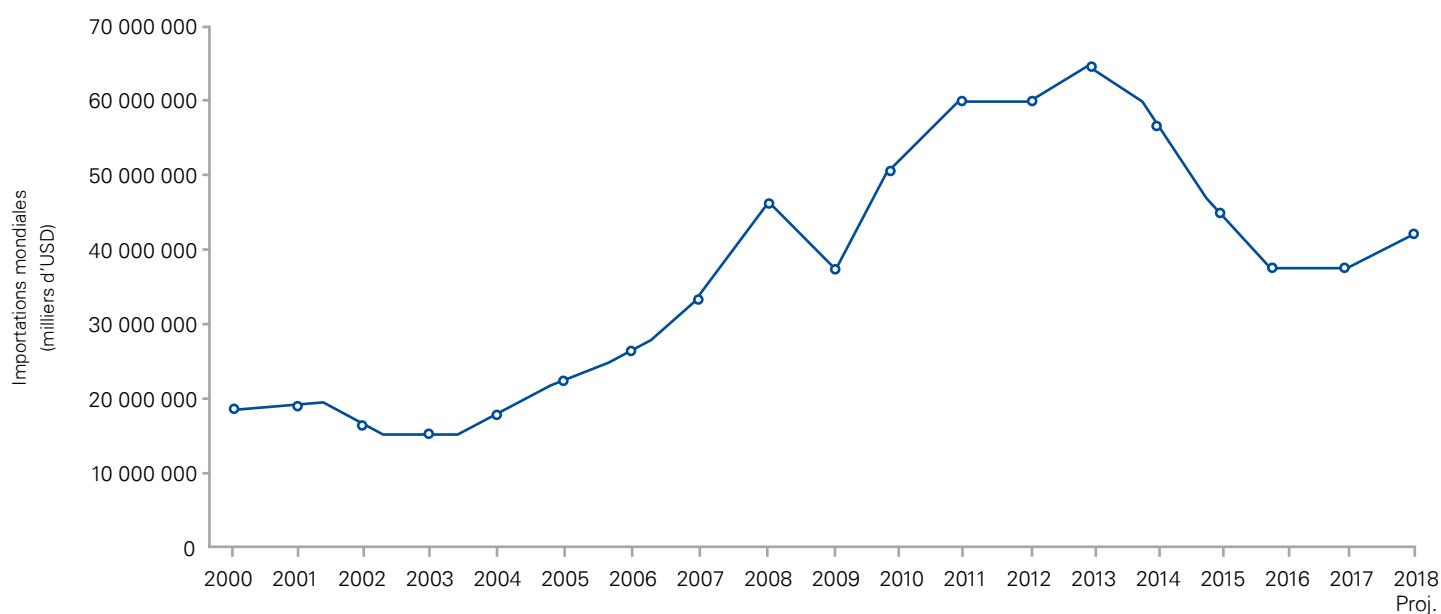


Figure 22 : Évolution des exportations du Luxembourg vers le Brésil : Machines et appareils, matériel électrique et leurs parties ; appareils d'enregistrement ou de reproduction du son, appareils d'enregistrement ou de reproduction des images et du son en télévision, et parties et accessoires de ces appareils

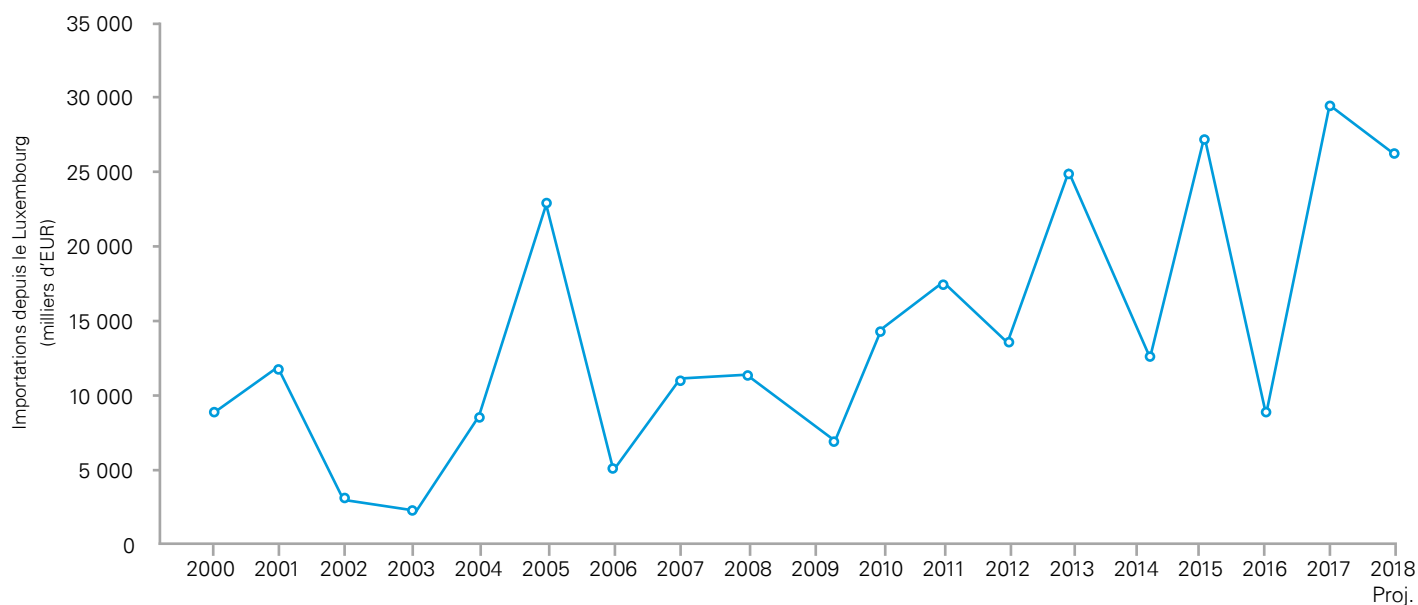


Figure 23 : Évolution des importations totales du Brésil : Produits des industries chimiques ou des industries connexes

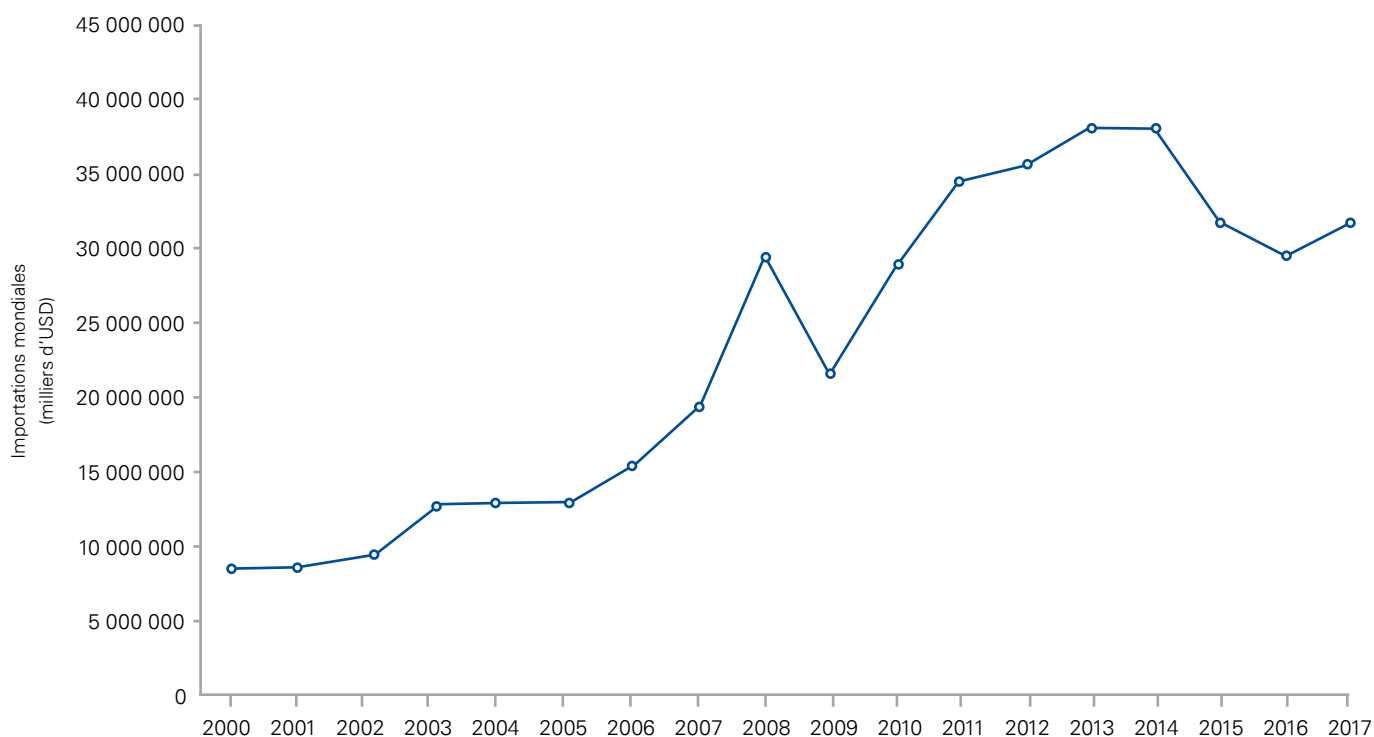


Figure 24 : Évolution des exportations du Luxembourg vers le Brésil : Produits des industries chimiques ou des industries connexes

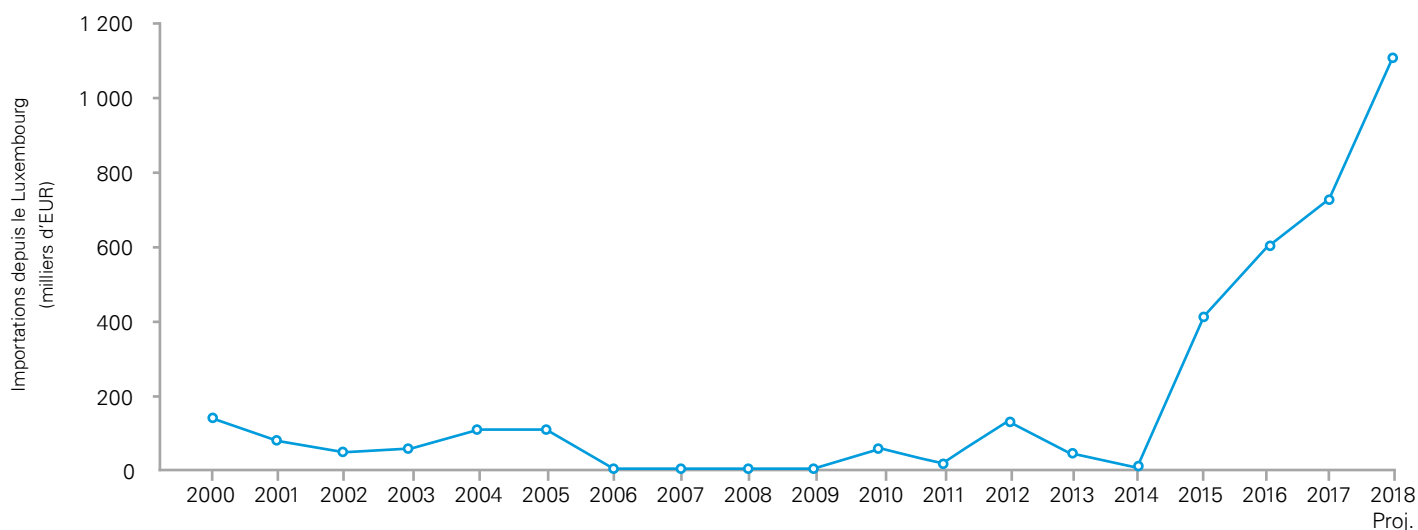


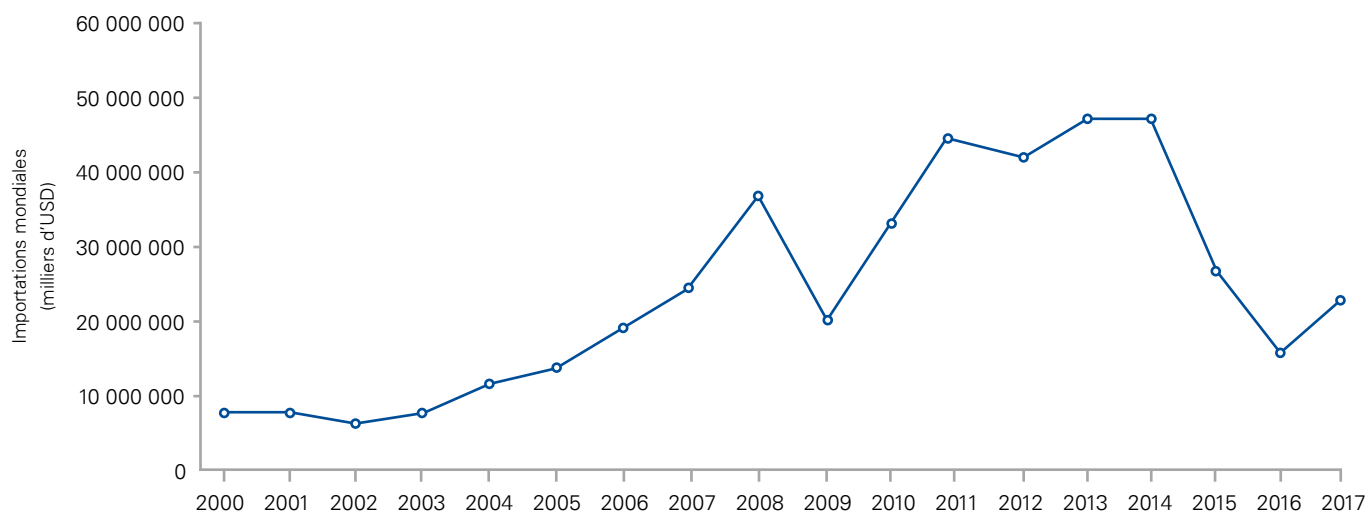
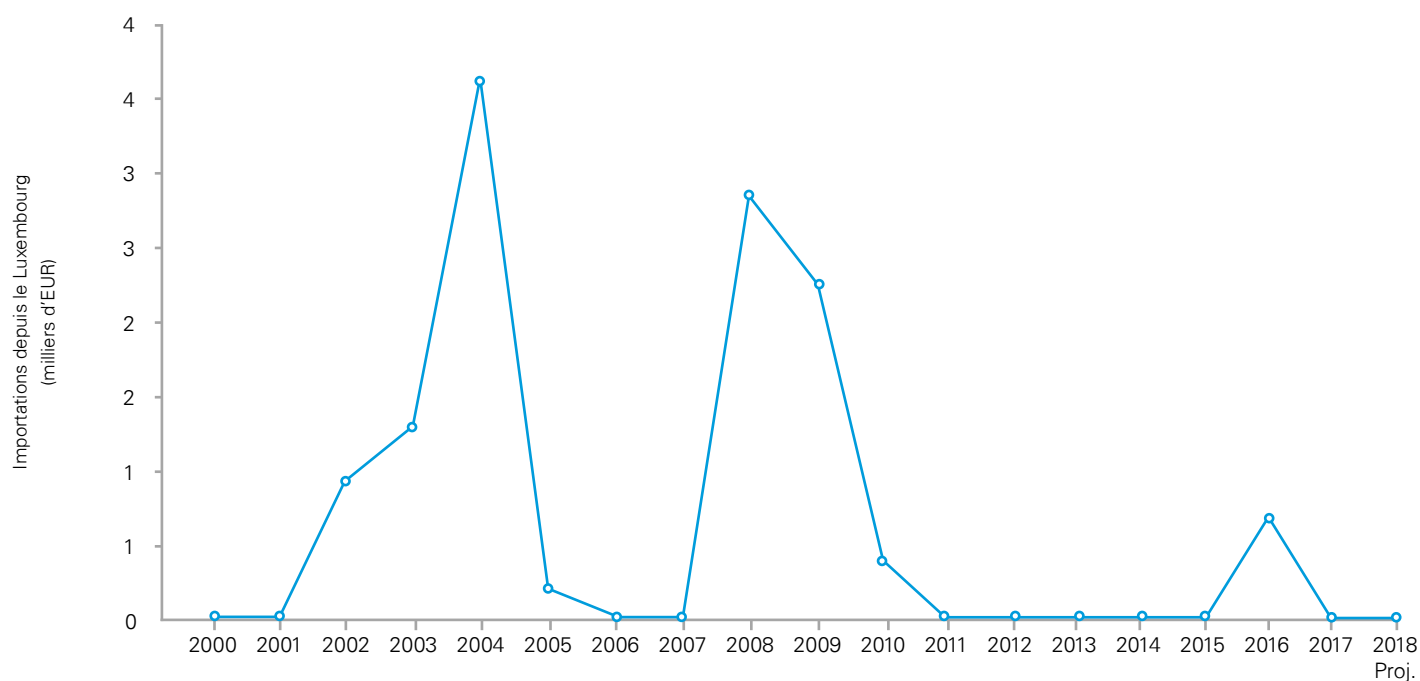
Figure 25 : Évolution des importations totales du Brésil : Produits minéraux**Figure 26 : Évolution des exportations du Luxembourg vers le Brésil : Produits minéraux**

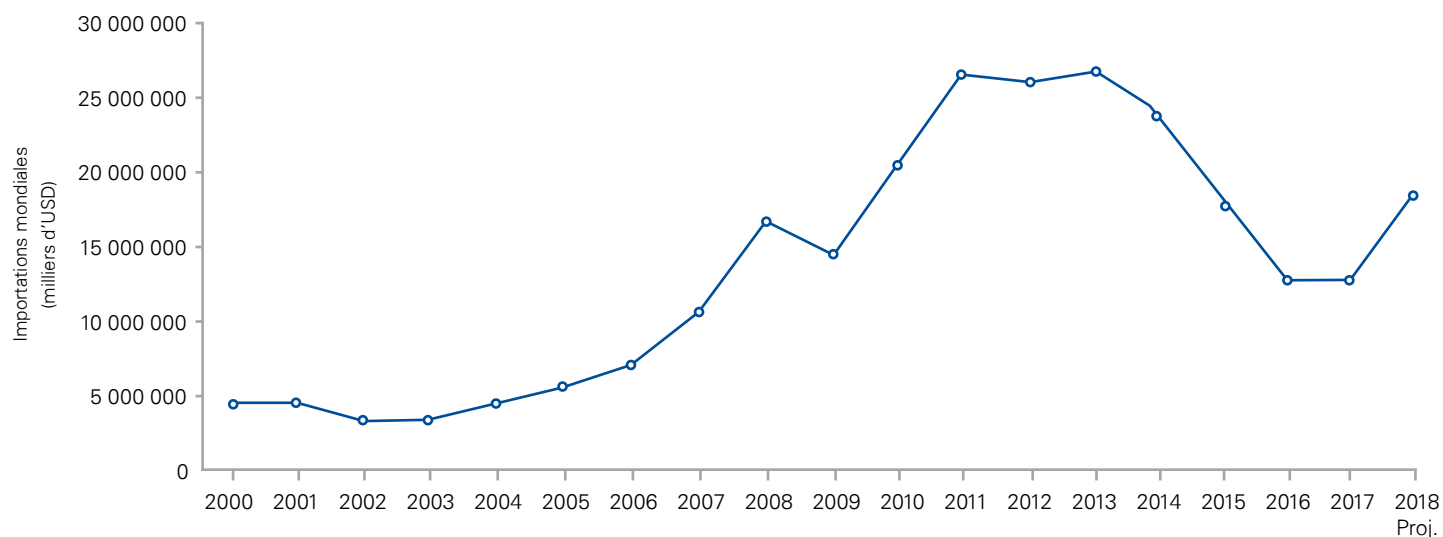
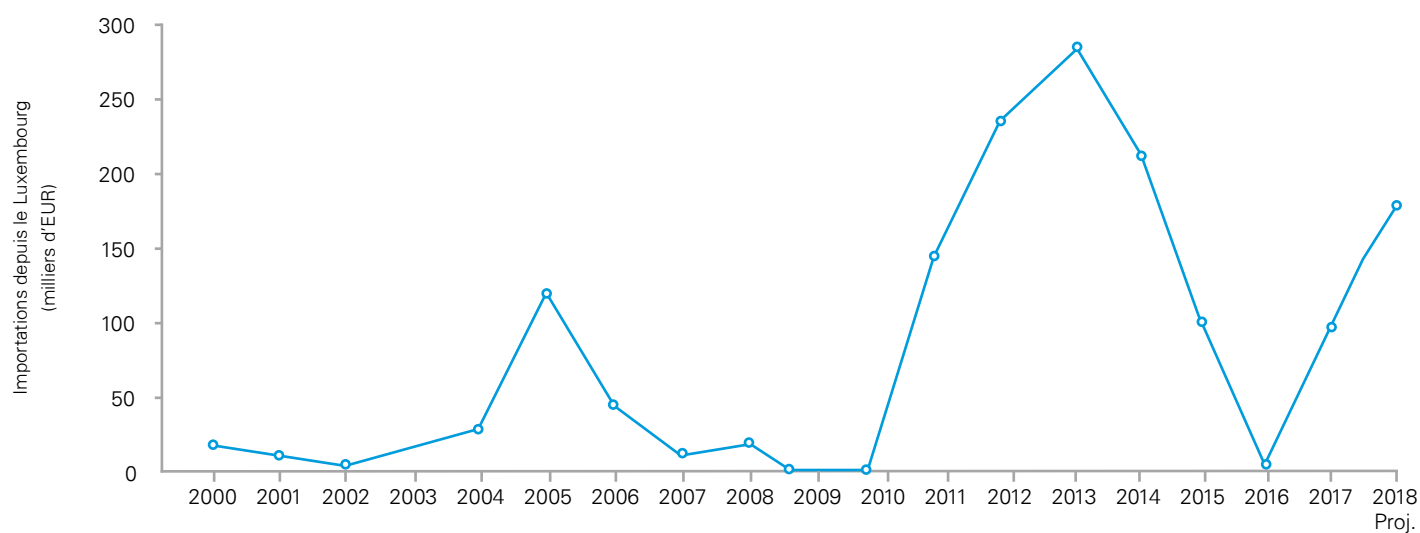
Figure 27 : Évolution des importations totales du Brésil : Matériel de transport**Figure 28 : Évolution des exportations du Luxembourg vers le Brésil : Matériel de transport**

Figure 29 : Évolution des importations totales du Brésil : Matériels plastiques et ouvrages en ces matières ; caoutchouc et ouvrages en caoutchouc

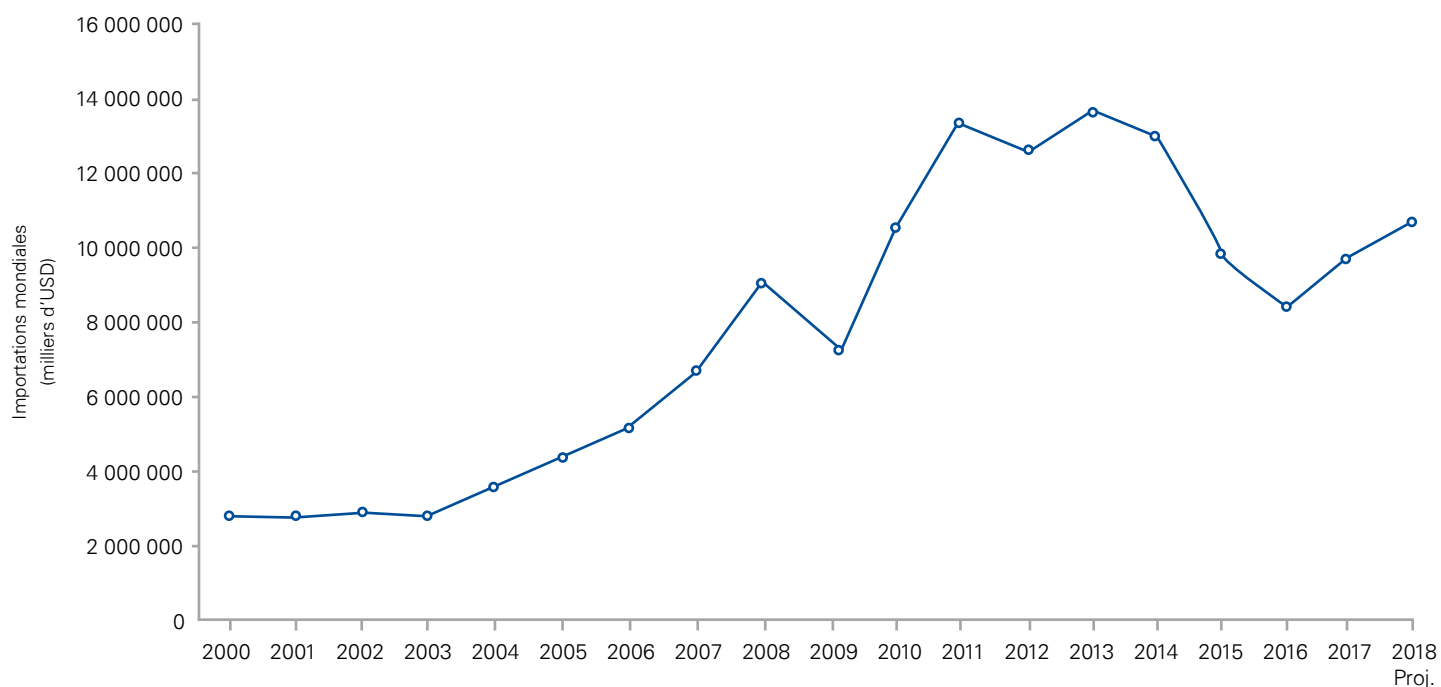


Figure 30 : Évolution des exportations du Luxembourg vers le Brésil : Matériels plastiques et ouvrages en ces matières ; caoutchouc et ouvrages en caoutchouc

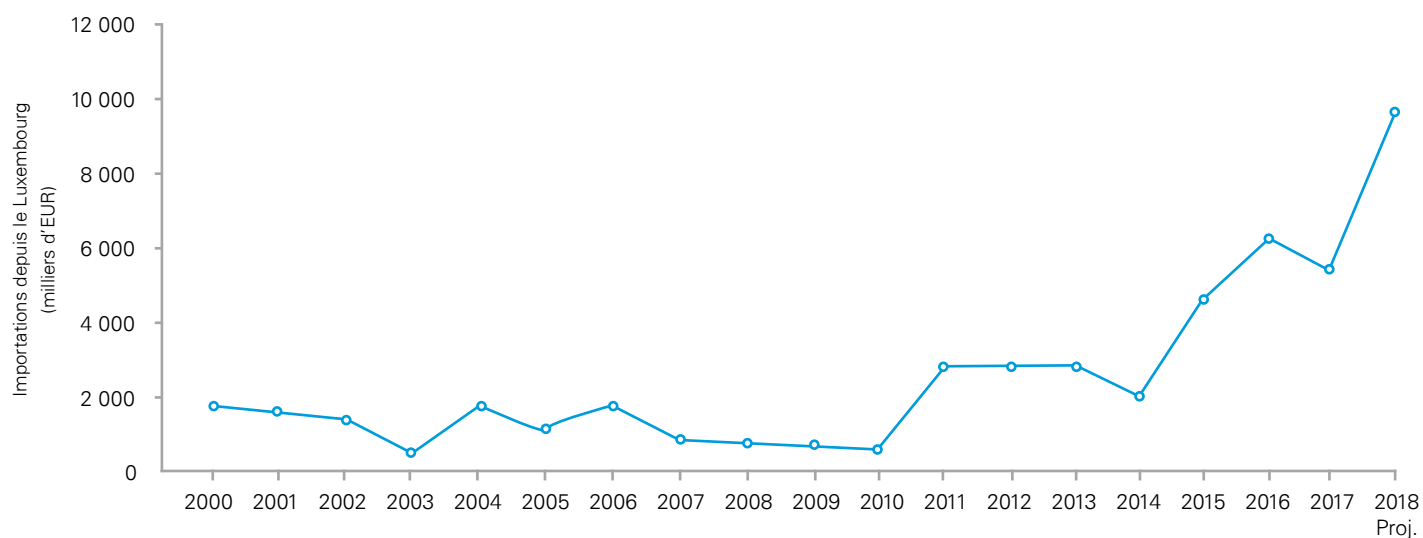
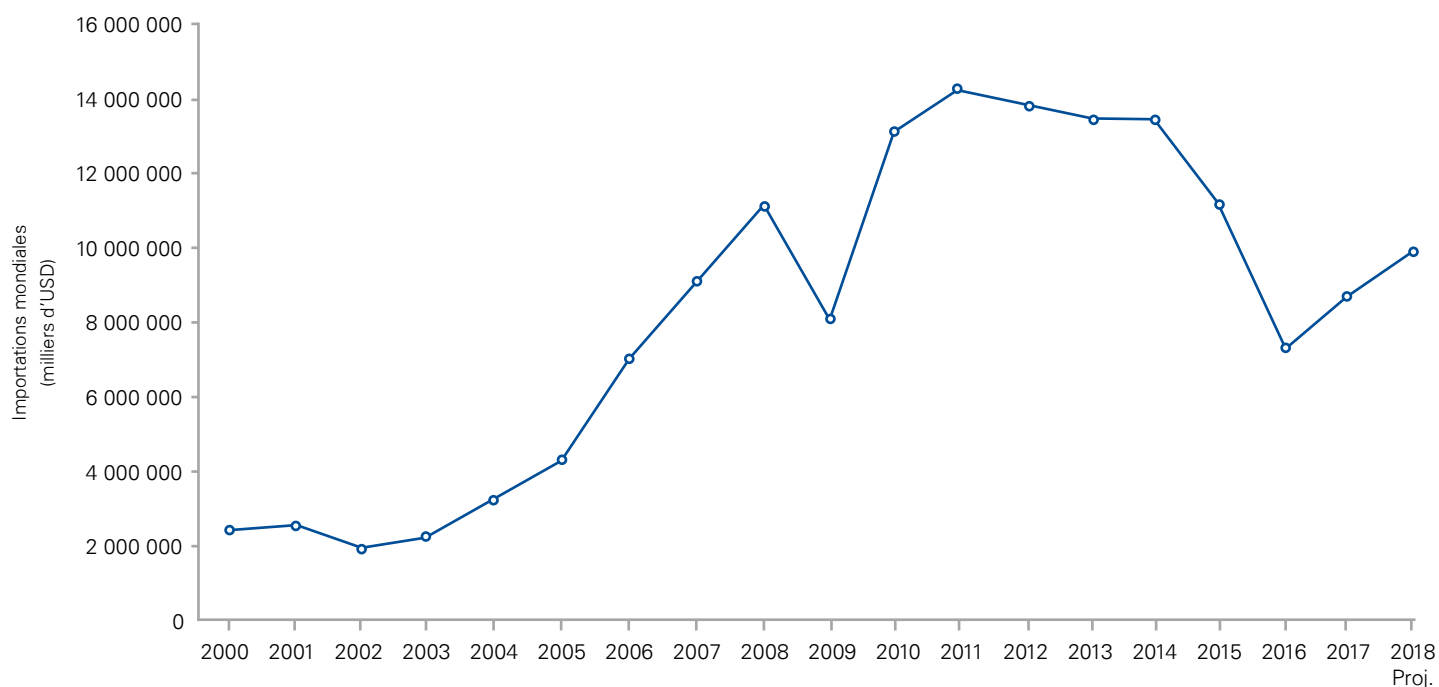
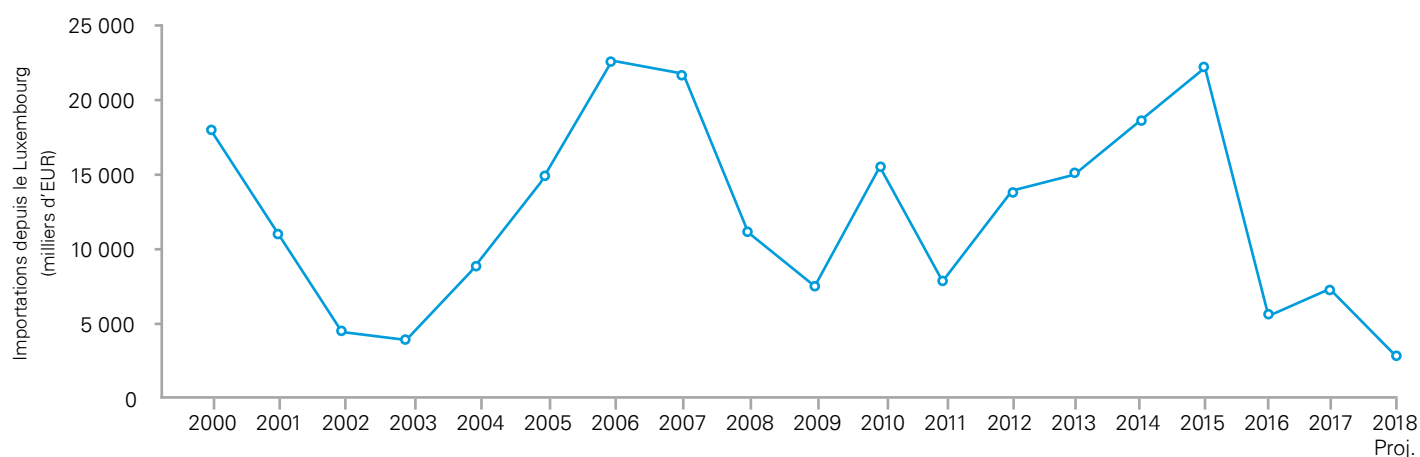


Figure 31 : Évolution des importations totales du Brésil : Métaux communs et ouvrages en ces métaux**Figure 32 : Évolution des exportations du Luxembourg vers le Brésil : Métaux communs et ouvrages en ces métaux**

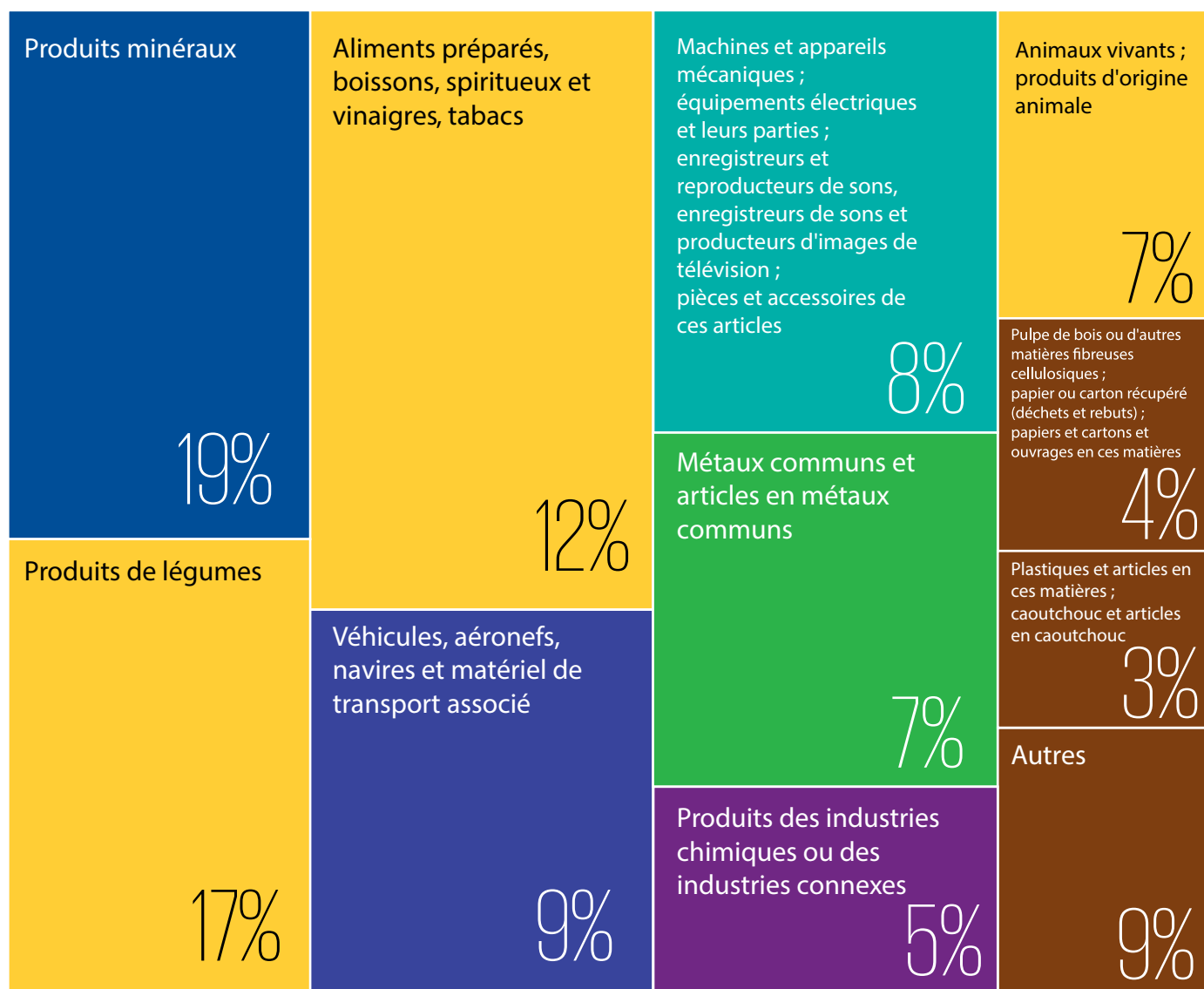
Au vu des évolutions sur le long terme, il est possible d'observer que les importations brésiliennes sont en plein redressement suite à la récession historique. La marge est cependant encore importante avant de retrouver le niveau d'avant la récession au cours des années à venir.



2.2 Les opportunités d'exportation pour le Brésil

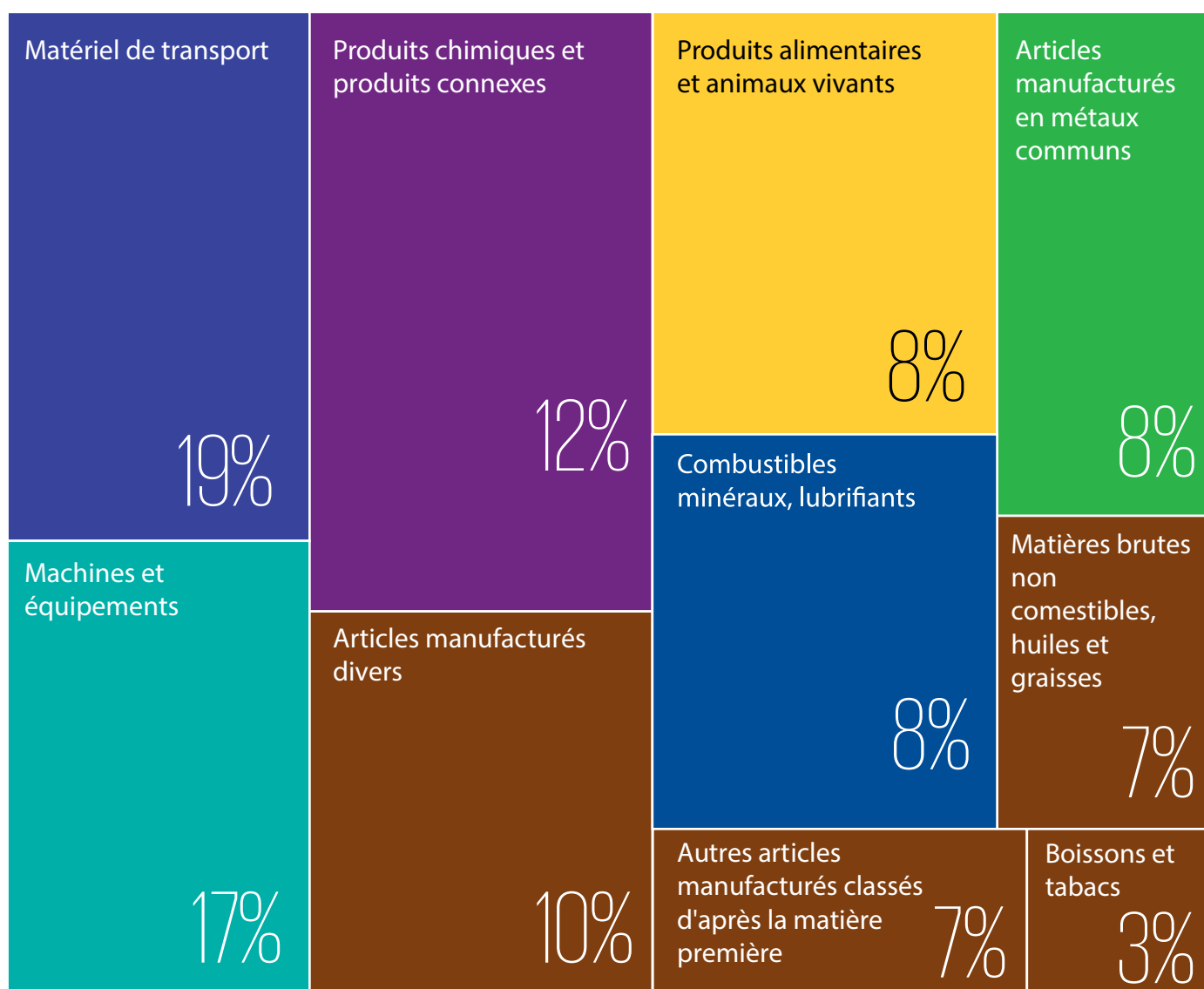
Les deux représentations suivantes se lisent de manière conjointe. Une catégorie donnée de produits est représentée par une couleur identique. Les différentes couleurs permettent ainsi d'associer visuellement l'offre globale du Brésil avec la demande globale du Luxembourg et donc les échanges commerciaux possibles entre ces deux pays.

Offre globale du Brésil



82% des importations de produits au Luxembourg peuvent être partiellement satisfaites par l'offre brésilienne. Ces produits concernent pour près de 20% les matériels de transports tels que les aéronefs, navires et véhicules ; 17% les machines et équipements, 12% les produits chimiques ; 10% des articles manufacturés divers ; 8% les produits alimentaires et animaux vivants ; les combustibles minéraux et 8% les articles manufacturés en métaux communs.

Demande globale du Luxembourg



Évolution des échanges par secteurs au niveau global et entre les deux pays

Pour les principaux secteurs où des alliances ont été identifiées précédemment, l'analyse de l'évolution des échanges sur le long terme (période de près de 20 ans) permet d'observer la réponse du Brésil face à la demande du Luxembourg.

Pour chaque secteur, deux graphes sont présentés. Le graphe du dessus traduit la demande du Luxembourg (évolution des importations totales du Luxembourg) suivi du graphe qui traduit la réponse à cette demande du Brésil (évolution des exportations du Brésil vers le Luxembourg).

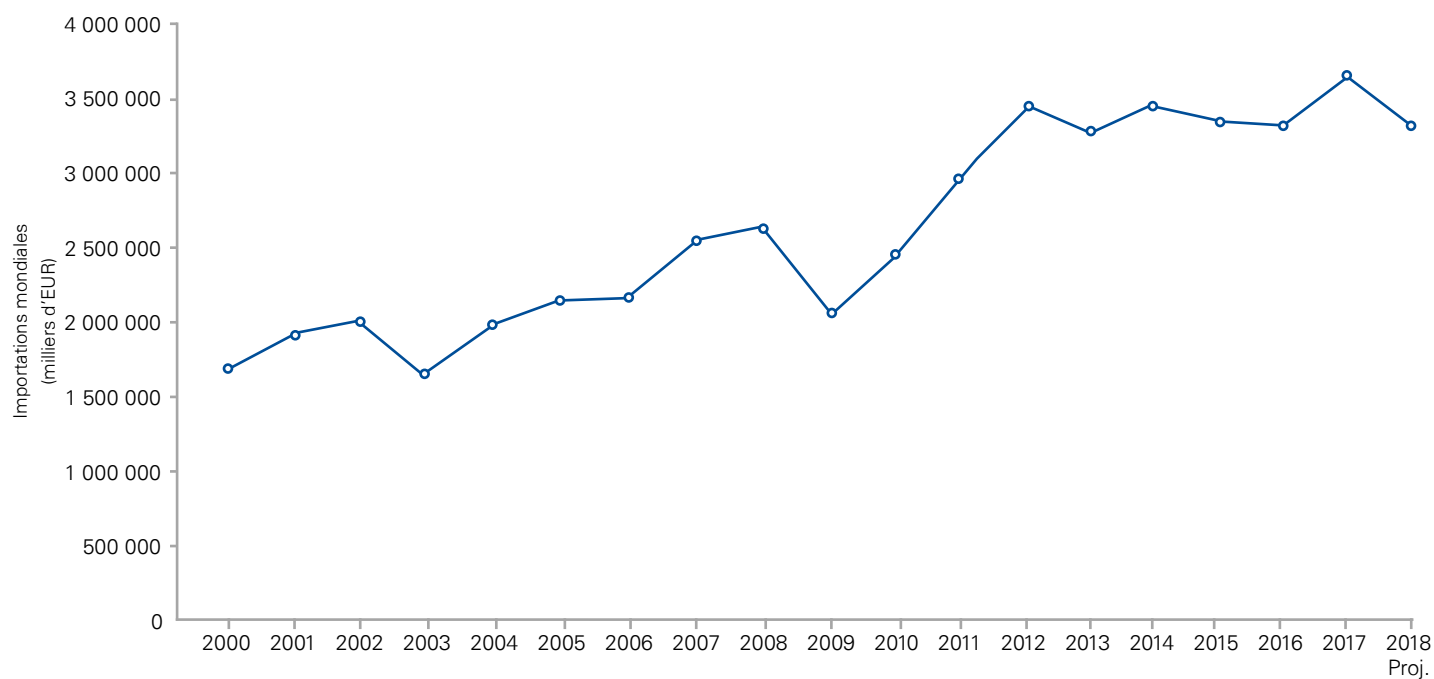
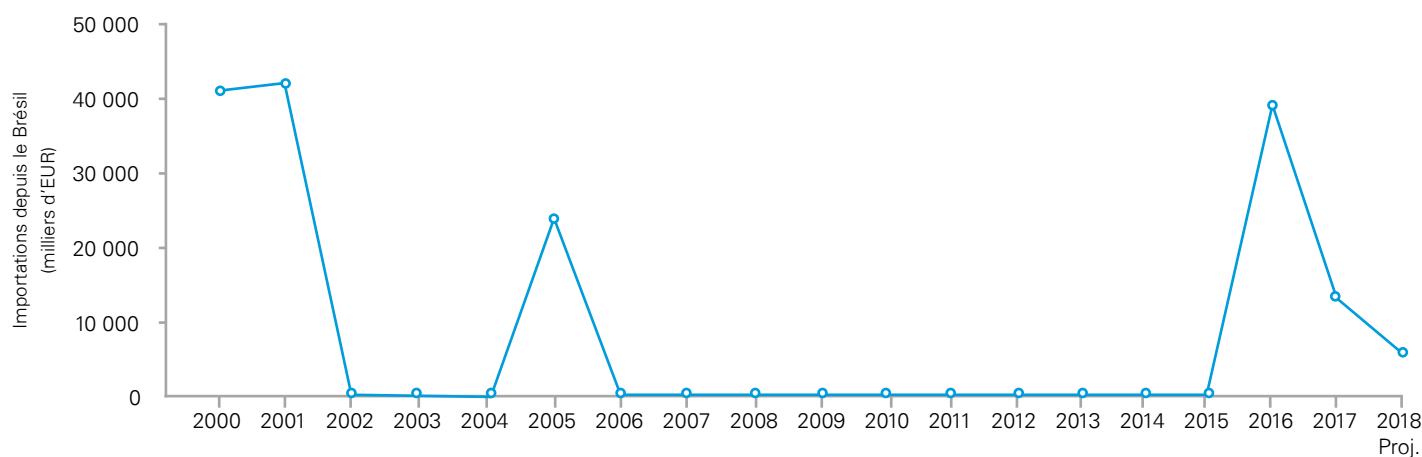
Figure 33 : Évolution des importations totales du Luxembourg : Matériel de transport**Figure 34 : Évolution des exportations du Brésil vers le Luxembourg : Matériel de transport**

Figure 35 : Évolution des importations totales du Luxembourg : Machines et appareils, matériel électrique et leurs parties ; appareils d'enregistrement ou de reproduction du son, appareils d'enregistrement ou de reproduction des images et du son en télévision, et parties et accessoires de ces appareils

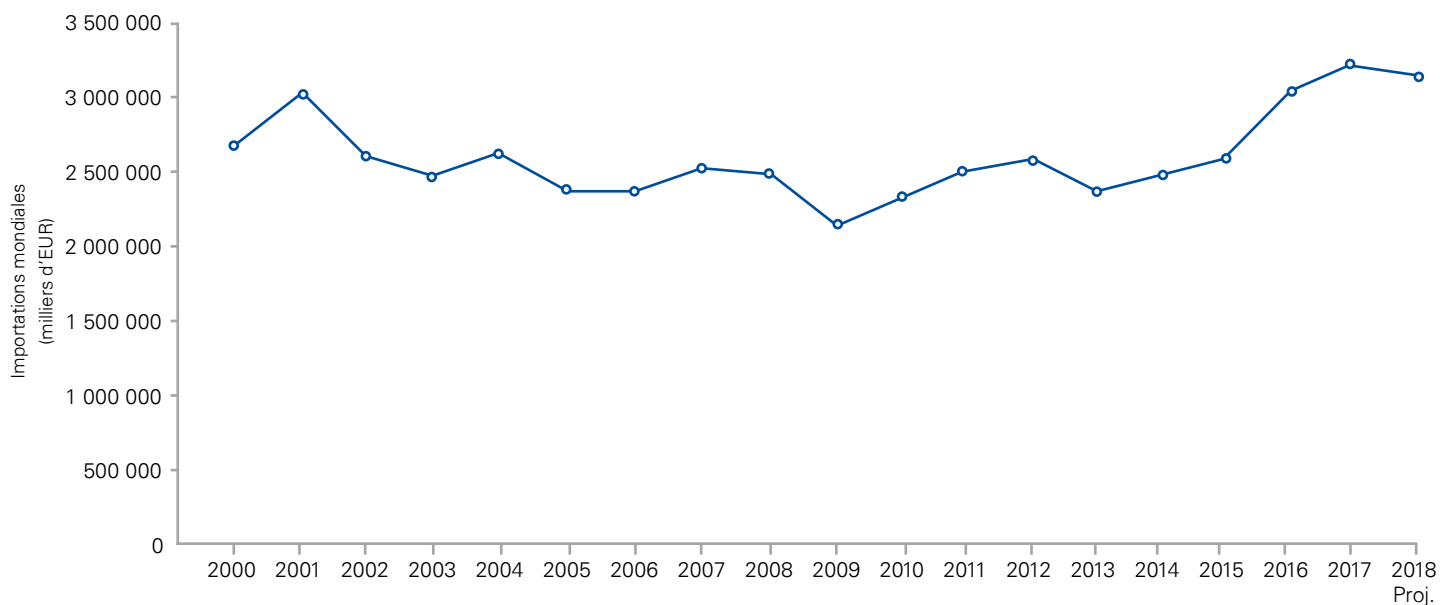


Figure 36 : Évolution des exportations du Brésil vers le Luxembourg : Machines et appareils, matériel électrique et leurs parties ; appareils d'enregistrement ou de reproduction du son, appareils d'enregistrement ou de reproduction des images et du son en télévision, et parties et accessoires de ces appareils

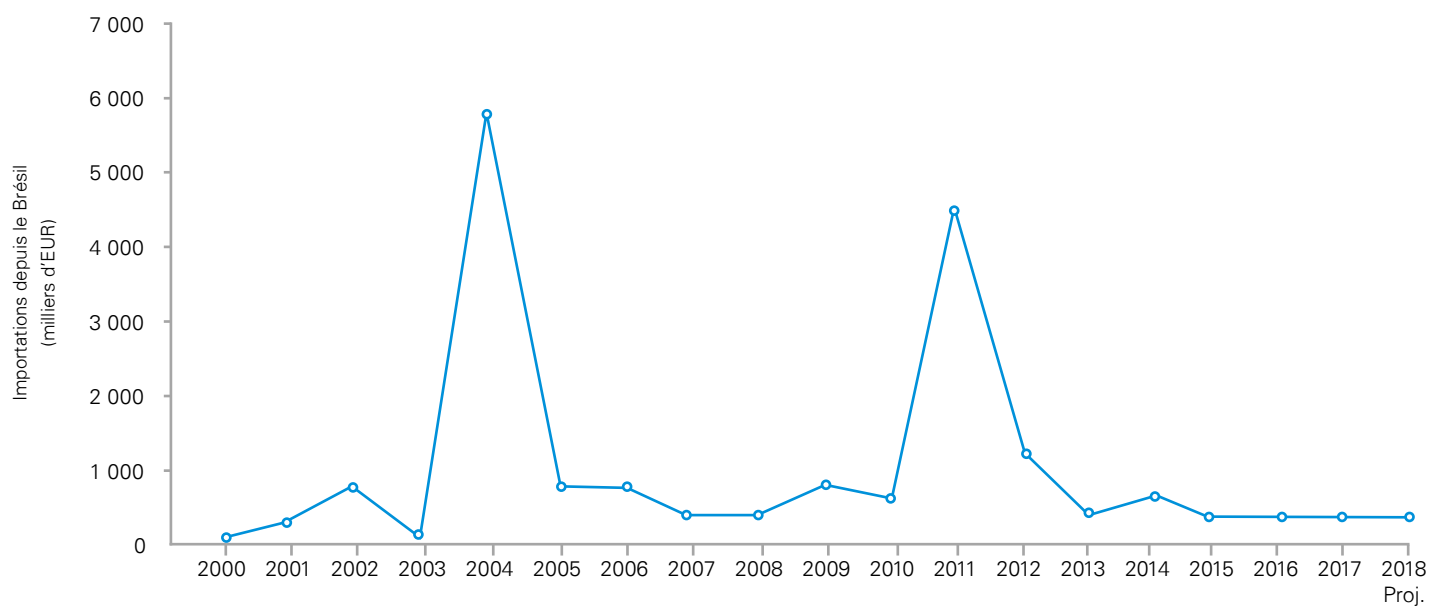


Figure 37 : Évolution des importations totales du Luxembourg : Produits des industries chimiques ou des industries connexes

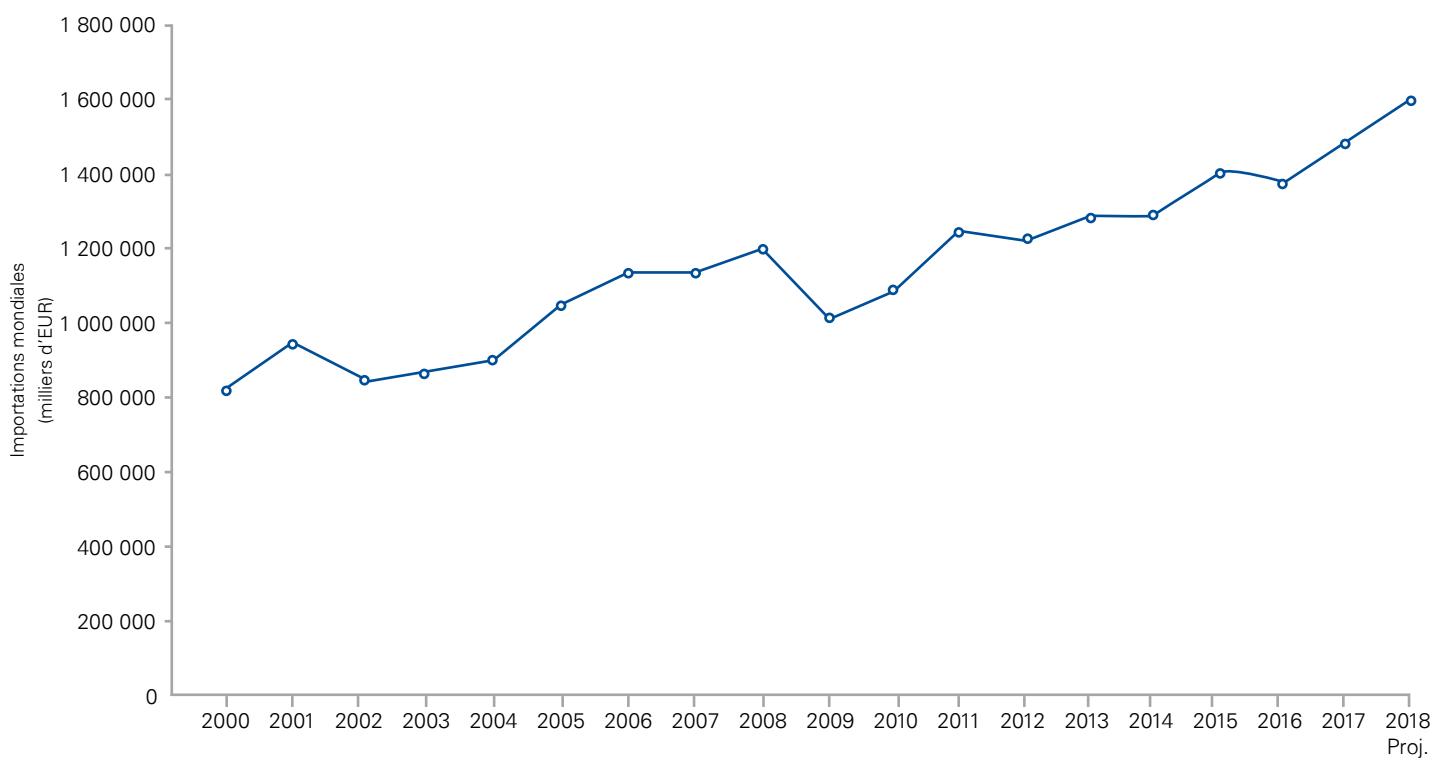


Figure 38 : Évolution des exportations du Brésil vers le Luxembourg : Produits des industries chimiques ou des industries connexes

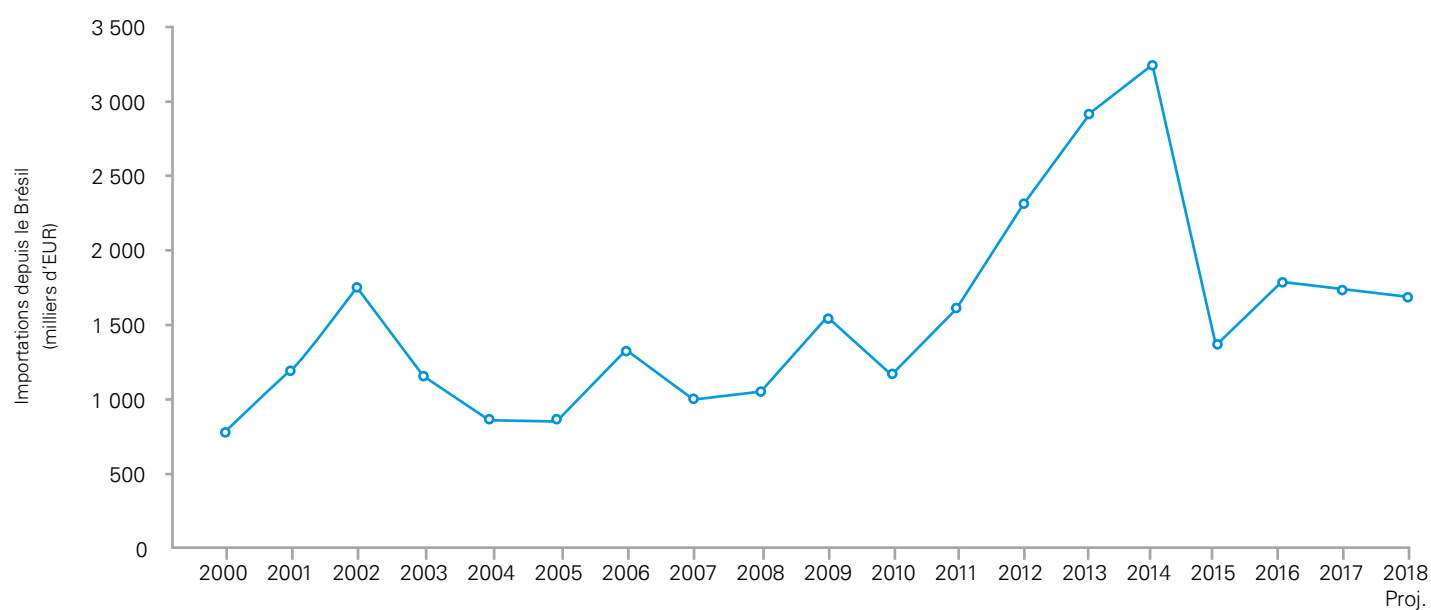


Figure 39 : Évolution des importations totales du Luxembourg : Produits des industries alimentaires ; boissons, liquides alcooliques et vinaigres ; tabacs

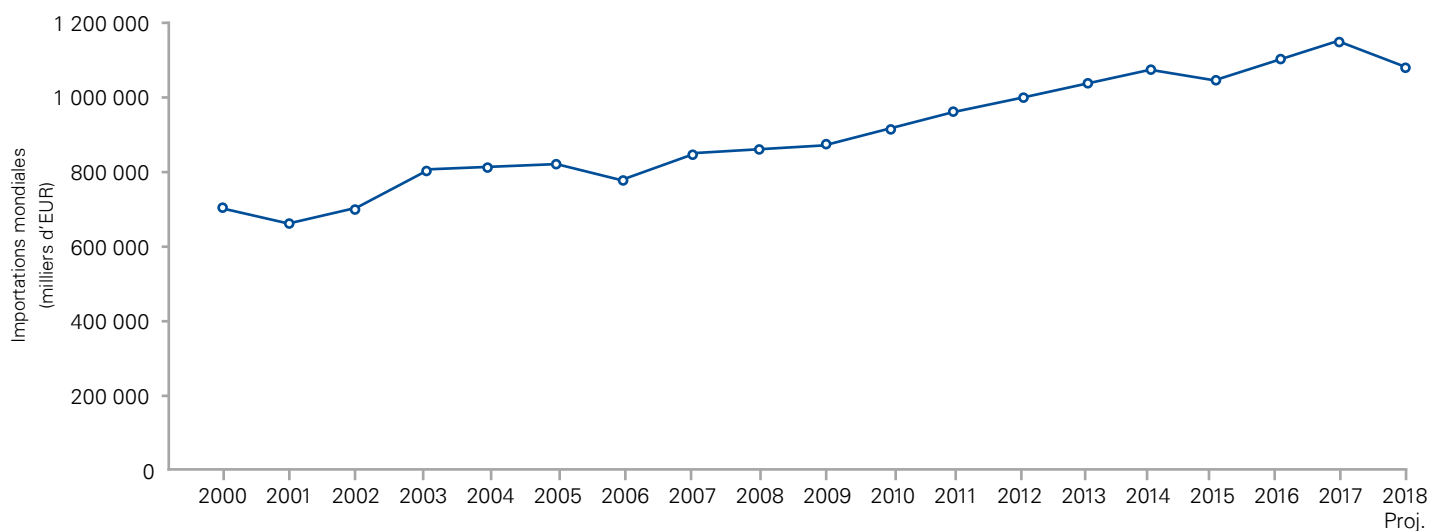


Figure 40 : Évolution des exportations du Brésil vers le Luxembourg : Produits des industries alimentaires ; boissons, liquides alcooliques et vinaigres ; tabacs

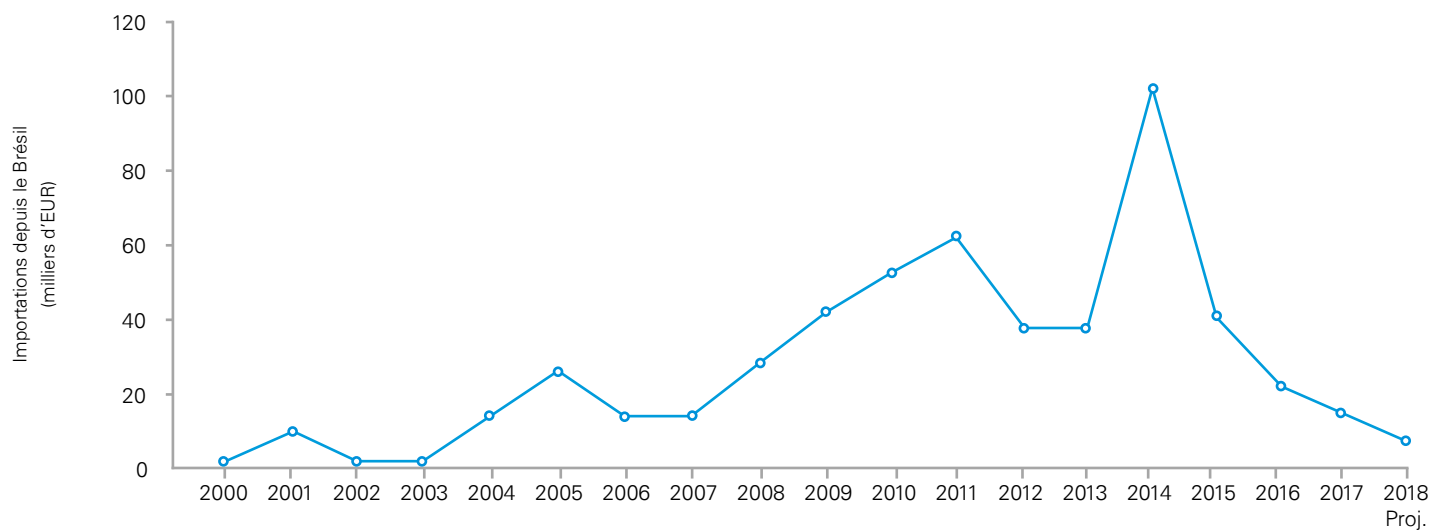


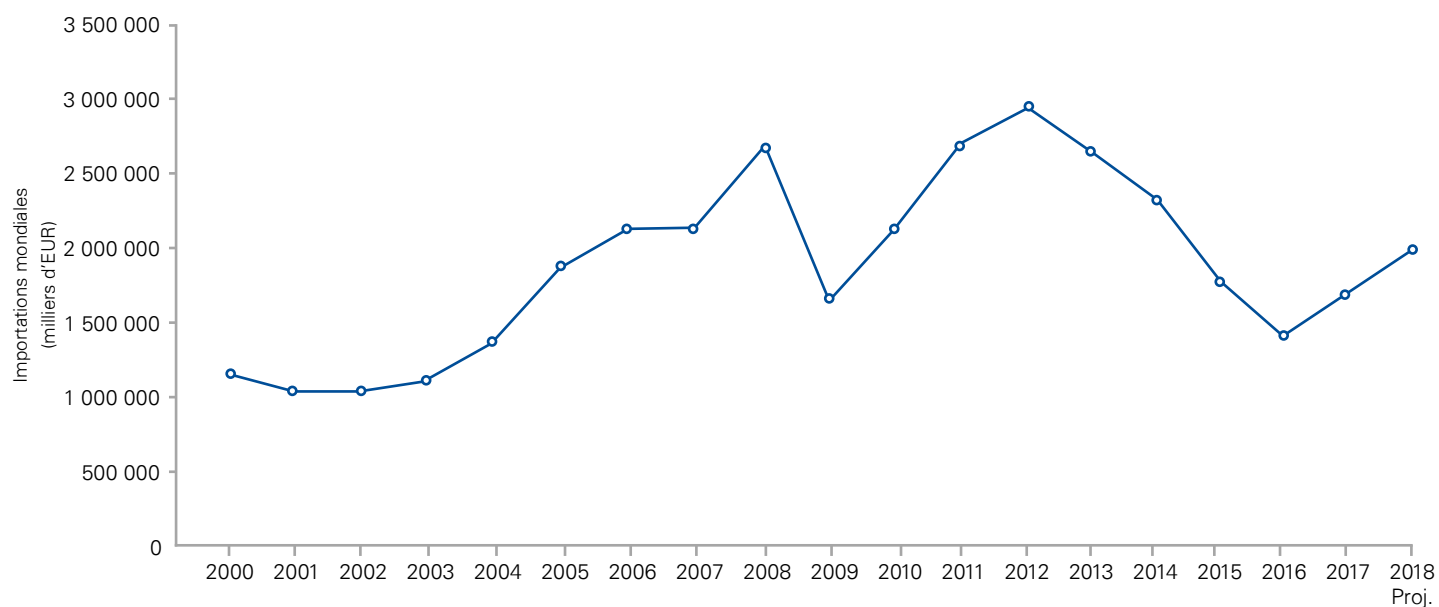
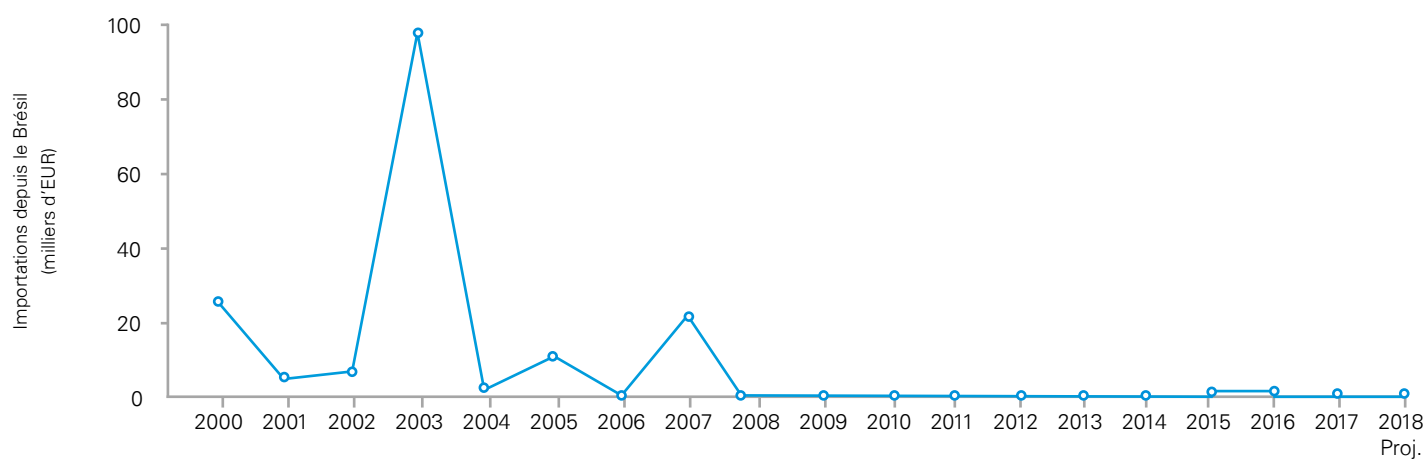
Figure 41 : Évolution des importations totales du Luxembourg : Produits minéraux**Figure 42 : Évolution des exportations du Brésil vers le Luxembourg : Produits minéraux**

Figure 43 : Évolution des importations totales du Luxembourg : Métaux communs et ouvrages en ces métaux

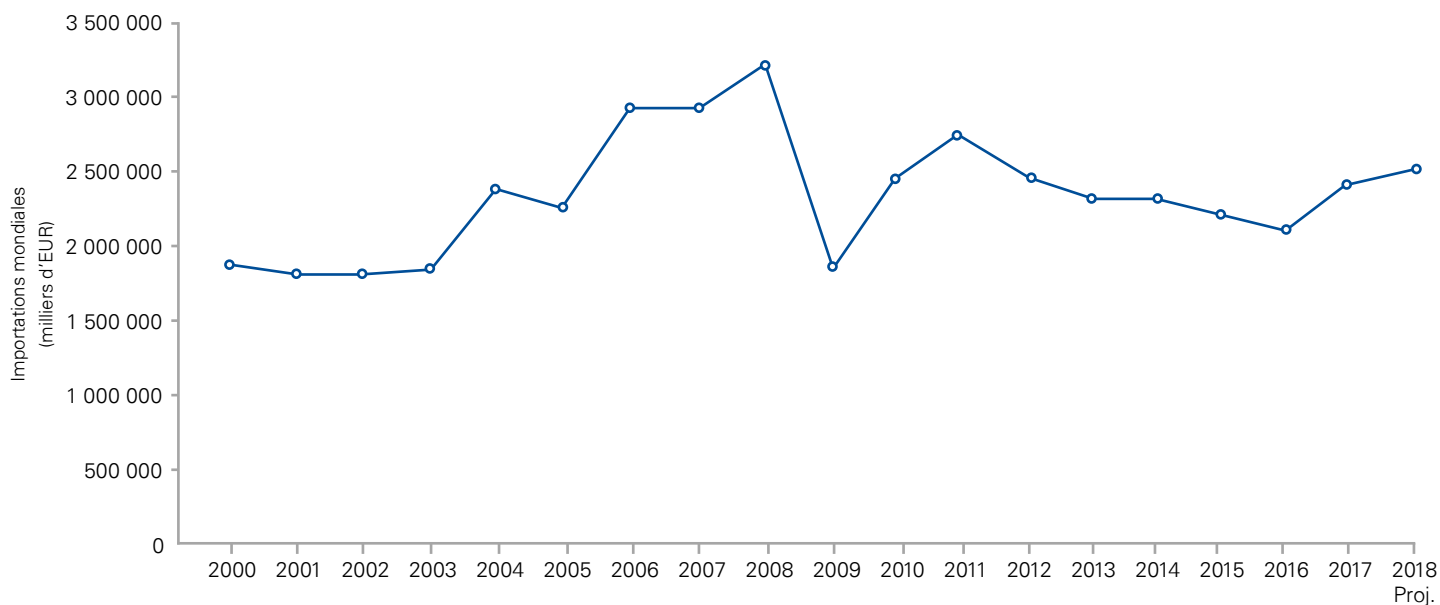
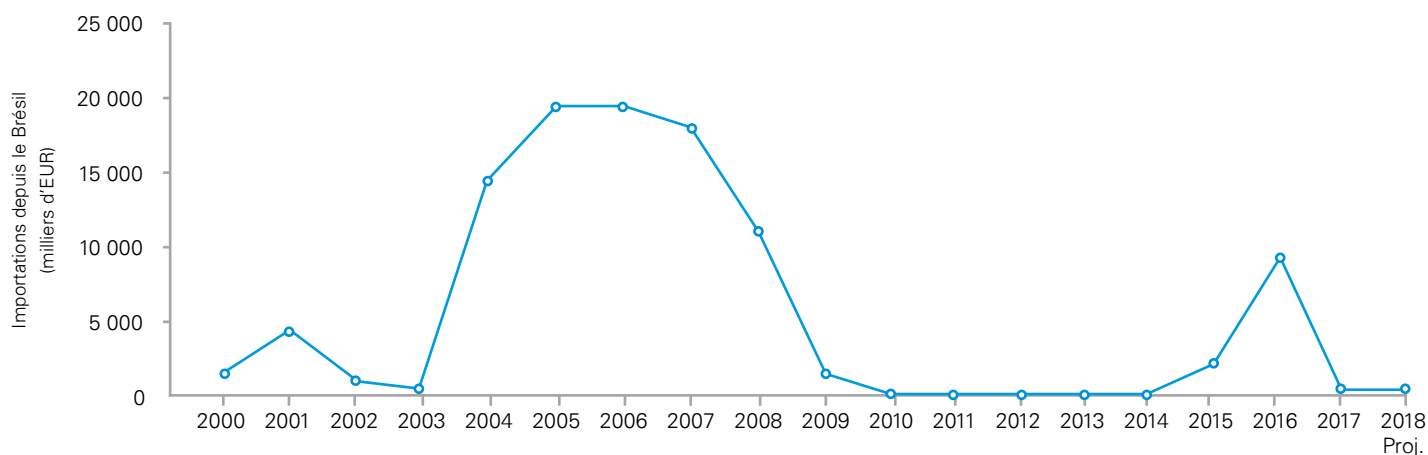


Figure 44 : Évolution des exportations du Brésil vers le Luxembourg : Métaux communs et ouvrages en ces métaux



Les produits brésiliens éprouvent quelques difficultés à pénétrer le marché luxembourgeois. Ceci s'explique principalement par le fait que les pays européens détiennent déjà la plupart des parts de marché.

3. La pression concurrentielle par zone géographique

3.1 Comment se positionne le LATAM²³ en termes de part de marché dans les importations luxembourgeoises ?

Le tableau permet d'analyser la pression concurrentielle par secteur. Il présente un classement des zones géographiques par part de marché et par secteur des importations totales du Luxembourg.

Les pays européens détiennent la plus grande part de marché, tous secteurs confondus (couleur bleue). Les couleurs se répartissent ensuite entre l'Amérique du Nord, le LATAM, l'Asie et l'Océanie selon les parts de marché. Le rouge étant la part de marché la plus importante derrière l'Europe et le gris, la moins importante.

Note : Le Brésil représente de manière significative la zone LATAM. D'autres pays en dehors de ces zones ne sont pas représentés car ils ne sont pas significatifs.

²³LATAM : Latin America

LES IMPORTATIONS DU LUXEMBOURG : Classement des zones géographiques par part de marché pour chaque secteur

Ce tableau montre qu'en faisant abstraction de la forte pression concurrentielle des pays européens (points bleus), il reste néanmoins des parts de marché intéressantes pour le LATAM pour les secteurs identifiés en rouge (animaux vivants et produits liés ; armes, munitions et accessoires liés) et en orange (produits à base de graisses animales ou végétales ; produits des industries chimiques ; produits manufacturés à base de métaux ; matériels de transport).

Classification par secteurs		% Europe	% Afrique	% Améri- que du Nord	% Améri- que du Sud	% Asie	% Océanie
	Total						
01	Animaux vivants et produits du règne animal						
02	Produits du règne végétal						
03	Graisses et huiles animales ou végétales; produits de leur dissociation ; graisses alimentaires élaborées ; cires d'origine animale ou végétale						
04	Produits des industries alimentaires ; boissons, liquides alcooliques et vinaigres ; tabacs						
05	Produits minéraux						
06	Produits des industries chimiques ou des industries connexes						
07	Matières plastiques et ouvrages en ces matières ; caoutchouc et ouvrages en caoutchouc						
08	Peaux, cuirs, pelleteries et ouvrages en ces matières ; articles de bourrellerie ou de sellerie ; articles de voyage, sacs à main et contenants similaires ; ouvrages en boyaux						
09	Bois, charbon de bois et ouvrages en bois ; liège et ouvrages en liège ; ouvrages de sparterie ou de vannerie						
10	Pâtes de bois ou d'autres matières fibreuses cellulosiques ; papier ou carton à recycler (déchets et rebuts) ; papier et ses applications						
11	Matières textiles et ouvrages en ces matières						
12	Chaussures, coiffures, parapluies, parasols, cannes, fouets, cravaches et leurs parties ; plumes apprêtées et articles en plumes ; fleurs artificielles ; ouvrages en cheveux						
13	Ouvrages en pierre, plâtre, ciment, amiante, mica ou matières analogues ; produits céramiques ; verre et ouvrages en verre						

Classification par secteurs		% Europe	% Afrique	% Améri- que du Nord	% Améri- que du Sud	% Asie	% Océanie
14	Perles fines ou de culture, pierres gemmes ou similaires, métaux précieux, plaqués ou doublés de métaux précieux et ouvrages en ces matières ; bijouterie fantaisie ; monnaies	●	●	●	●	●	●
15	Métaux communs et ouvrages en ces métaux	●	●	●	●	●	●
16	Machines et appareils, matériel électrique et leurs parties ; appareils d'enregistrement ou de reproduction du son, appareils d'enregistrement ou de reproduction des images et du son en télévision, et parties et accessoires de ces appareils	●	●	●	●	●	●
17	Matériels de transport	●	●	●	●	●	●
18	Instruments et appareils d'optique, de photographie ou de cinématographie, de mesure, de contrôle ou de précision ; instruments et appareils médico-chirurgicaux ; horlogerie ; instruments de musique ; parties et accessoires de ces instruments ou appareils	●	●	●	●	●	●
19	Armes, munitions et leurs parties et accessoires	●	●	●	●	●	●
20	Marchandises non classées ailleurs	●	●	●	●	●	●
21	Objets d'art, de collection ou d'antiquité	●	●	●	●	●	●

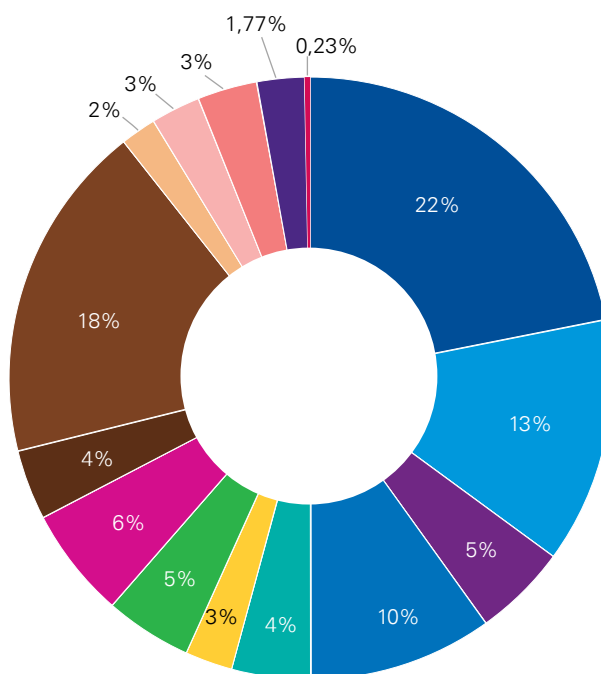
Légende : Du bleu au gris allant de la part de marché la plus importante à la moins importante

- 1^{ère} position
- 2^e position
- 3^e position
- 4^e position
- 5^e position
- 6^e position

3.2 Comment se positionne le LATAM en termes de part de marché dans les exportations luxembourgeoises ?

Les graphes ci-dessous montrent les principaux pays concurrents du Luxembourg en ce qui concerne les principaux secteurs d'exportation luxembourgeois au Brésil (valeurs moyennes des exportations sur les 20 dernières années)²⁴.

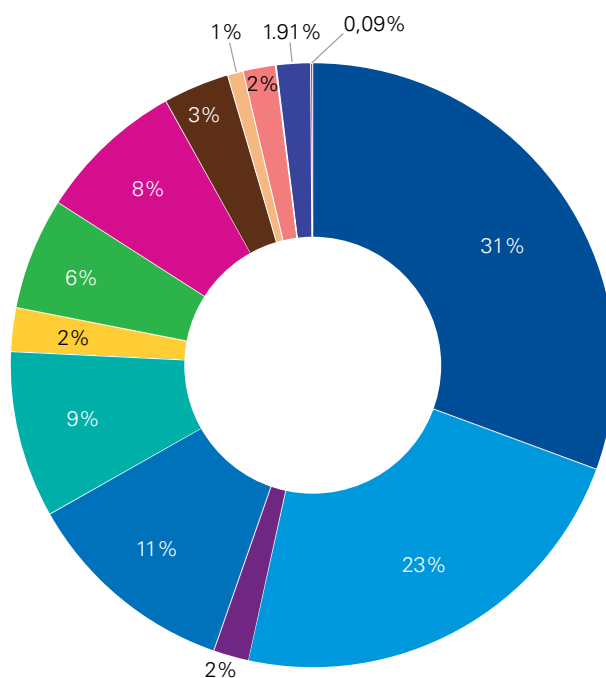
Figure 45 : Métaux communs et ouvrages en ces métaux



Pays	Pourcentage (%)
■ Chine	22
■ Etats-Unis	13
■ Argentine	5
■ Allemagne	10
■ Corée	4
■ Mexique	3
■ Italie	5
■ Japon	6
■ France	4
■ Chili	18
■ Inde	2
■ Espagne	3
■ Russie	3
■ Royaume-Uni	1,77
■ Luxembourg	0,23

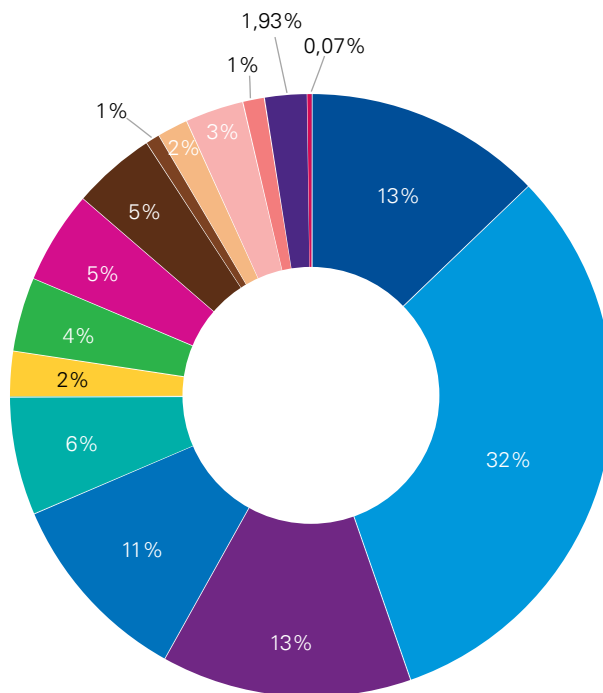
Source : ²⁴Limite de l'étude : le niveau de granularité des données des importations brésiliennes n'a pas permis de réaliser une analyse similaire au 3.1.

Figure 46 : Machines et appareils mécaniques ; équipements électriques et leurs parties ; enregistreurs et reproducteurs de sons, enregistreurs de sons et producteurs



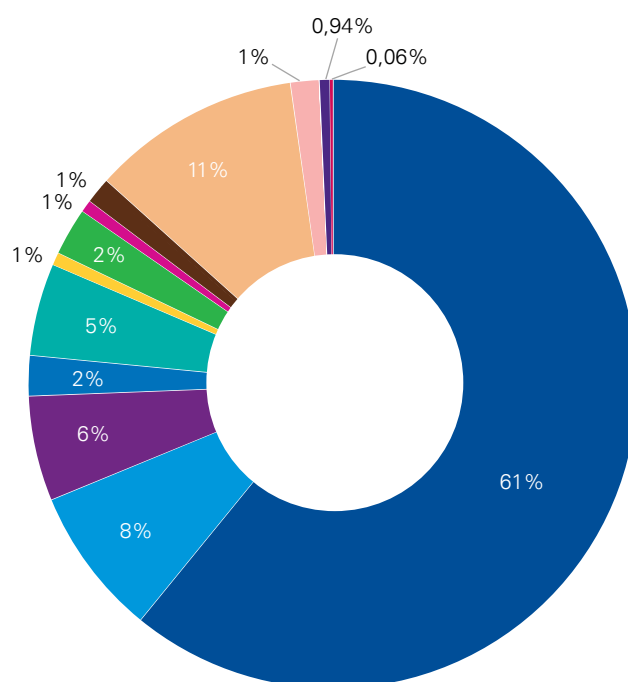
Pays	Pourcentage (%)
■ Chine	31
■ États-Unis	23
■ Argentine	2
■ Allemagne	11
■ Corée	9
■ Mexique	2
■ Italie	6
■ Japon	8
■ France	3
■ Inde	1
■ Espagne	2
■ Royaume-Uni	1,91
■ Luxembourg	0,09

Figure 47 : Plastiques et articles en ces matières ; caoutchouc et articles en caoutchouc



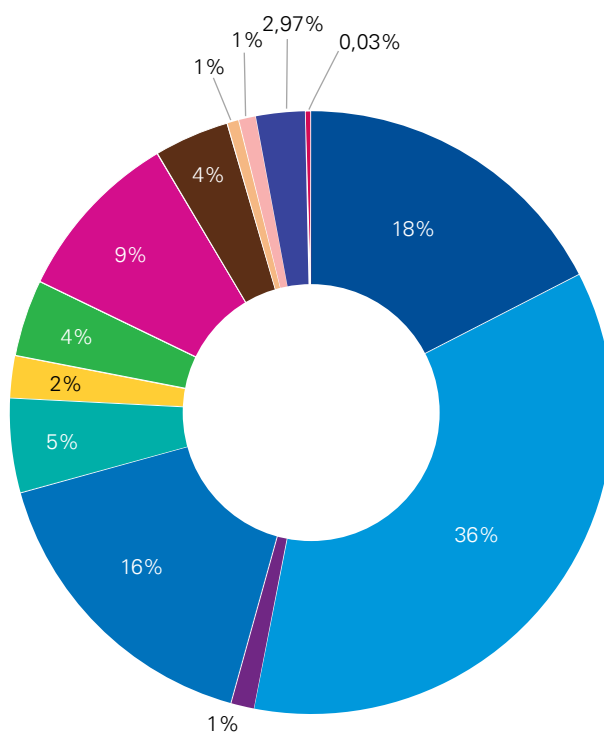
Pays	Pourcentage (%)
■ Chine	13
■ Etats-Unis	32
■ Argentine	13
■ Allemagne	11
■ Corée	6
■ Mexique	2
■ Italie	4
■ Japon	5
■ France	5
■ Chili	1
■ Inde	2
■ Espagne	3
■ Russie	1
■ Royaume-Uni	1,93
■ Luxembourg	0,07

Figure 48 : Textiles et articles textiles

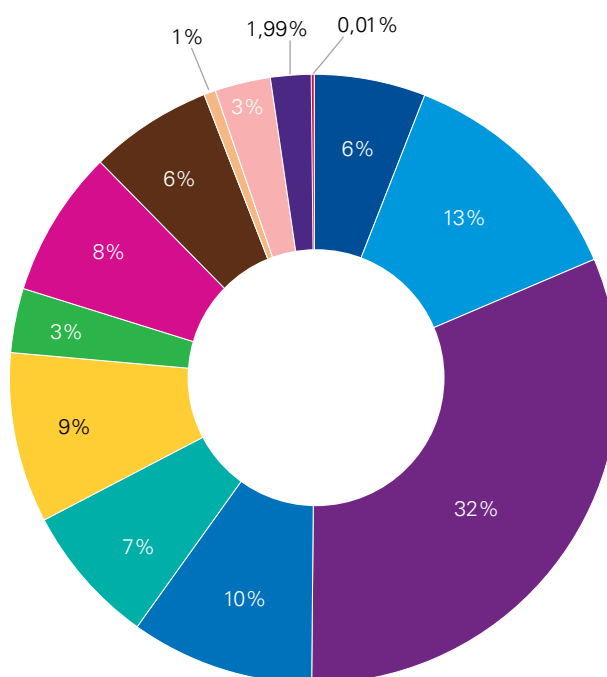


Pays	Pourcentage (%)
■ Chine	61
■ Etats-Unis	8
■ Argentine	6
■ Allemagne	2
■ Corée	5
■ Mexique	1
■ Italie	2
■ Japon	1
■ France	1
■ Inde	11
■ Espagne	1
■ Royaume-Uni	0,94
■ Luxembourg	0,06

Figure 49 : Instruments et appareils d'optique, de photographie, de cinématographie, de mesure, de contrôle, de précision, médicaux ou chirurgicaux ; horloges et montres ; instruments de musique ; parties et accessoires de ces instruments et appareils



Pays	Pourcentage (%)
■ Chine	18
■ Etats-Unis	36
■ Argentine	1
■ Allemagne	16
■ Corée	5
■ Mexique	2
■ Italie	4
■ Japon	9
■ France	4
■ Inde	1
■ Espagne	1
■ Royaume-Uni	2,97
■ Luxembourg	0,03

Figure 50 : Véhicules, aéronefs, navires et matériel de transport associé

Pays	Pourcentage (%)
■ Chine	6
■ États-Unis	13
■ Argentine	32
■ Allemagne	10
■ Corée	7
■ Mexique	9
■ Italie	3
■ Japon	8
■ France	6
■ Inde	1
■ Espagne	3
■ Royaume-Uni	1,99
■ Luxembourg	0,01

Les principaux fournisseurs restent la Chine, les États-Unis et l'Argentine. Néanmoins, plusieurs pays européens tels que l'Allemagne, l'Italie et la France sont les principaux partenaires d'échanges européens avec le Brésil. Ils sont parvenus à pénétrer le marché brésilien et à conserver une très bonne position dans le paysage des importations depuis l'Europe sur les deux dernières décennies. Le Luxembourg peut donc prendre ses voisins frontaliers comme modèle.

Chapitre 6 – LES MESURES MISES EN PLACE POUR STIMULER LES ÉCHANGES ET ENCOURAGER LES ENTREPRISES À S'INTERNATIONALISER

Dans un premier temps, les accords de libre-échange bilatéraux, les traités contre la double imposition, les flux d'échanges fluidifiés entre les frontières et la simplification des procédures douanières sont autant de paramètres et mesures nécessaires à la réalisation du potentiel du commerce international.

Dans un second temps, de nombreuses aides et services d'accompagnement sont à la disposition des chefs d'entreprise venant soutenir ces derniers dans leur stratégie de développement international.

1. Développer une stratégie de collaboration entre les deux pays sans idées reçues



« À mesure que le commerce international se redresse, je suis convaincu que de plus en plus de pays adopteront à nouveau un positionnement plus ouvert, qui se traduira par une plus grande propension à apprendre les uns des autres et à commercer ensemble. Il existe des opportunités considérables pour ceux qui sont prêts à coopérer. »

Bill Thomas

Président de KPMG International

Accord de libre-échange en cours de négociation

En théorie, les droits de douane ont été abolis depuis 1994 entre les pays membres de l'Union européenne et du Mercosul. Néanmoins, le « Régime d'adaptation » (*Regime de adequação*) comprend encore un certain nombre d'exceptions.

Un projet de traité entre ces deux blocs est donc en discussion.

L'Europe importe actuellement des milliers de tonnes de produits d'Amérique du Sud. Cependant, ces biens demeurent soumis à d'importants droits de douane. Les prix augmentent ainsi mécaniquement, ce qui les rend moins compétitifs, raison pour laquelle les pays du Mercosul souhaiteraient s'affranchir de ces taxes pour les principaux produits stratégiques tels que la viande bovine, le sucre et l'éthanol. Quant aux pays de l'Union européenne, ils réclament un assouplissement réglementaire en ce qui concerne les exportations de produits européens tels que les produits pharmaceutiques, le vin, le fromage et le lait, de même qu'un allègement des normes d'exportation pour le secteur automobile à destination de l'Amérique latine, ainsi que la participation des sociétés européennes aux appels d'offres publics.

Ce traité vise donc à simplifier les exportations de produits agricoles vers l'Union européenne en provenance du Mercosul, l'une des régions les plus compétitives au monde pour l'export de viandes bovines en échange d'une ouverture du marché sud-américain.

Pour les exportateurs européens, cet accord ouvre des perspectives sur un marché de taille : les pays signataires du Mercosul représentent plus de 306,5 millions d'habitants.

Mesures d'allègement de la complexité réglementaire

Le Brésil est un pays connu pour son protectionnisme. Néanmoins, les barrières continuent à se lever afin de favoriser le développement économique du pays.

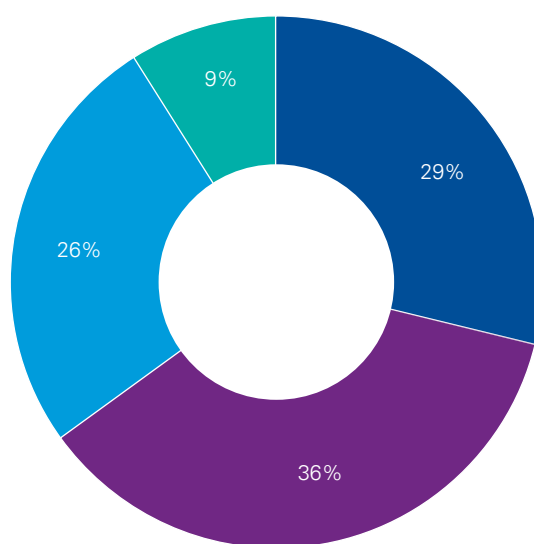
Selon l'étude *Doing business 2018* de la Banque mondiale, qui recense les mesures influant sur les relations économiques, le Brésil fait partie des pays ayant récemment amélioré les procédures électroniques relatives aux documents d'importation et d'exportation, facilitant ainsi les échanges transfrontaliers. Concernant les importations, il a récemment mis en place une plateforme intégrant les procédures douanières, fiscales et administratives permettant de réduire la durée de mise en conformité des documents à 72 heures.

Incidence des mesures fiscales

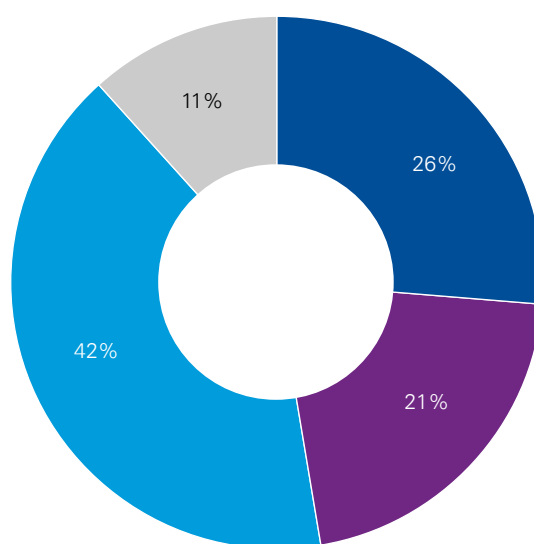
Les réformes fiscales peuvent affecter de manière significative certains secteurs. Selon une étude, le nombre d'autorisations de création d'entreprises de vente de détail a augmenté de 13 % par suite d'une réforme fiscale au Brésil.

Les différences de structure fiscale entre le Luxembourg et le Brésil

Figure 51 : Structure fiscale du Luxembourg



- Contributions à la sécurité sociale
- Taxes sur les revenus et profits
- Taxes sur les biens et services
- Taxe sur la propriété

Figure 52 : Structure fiscale du Brésil

- Contributions à la sécurité sociale
- Taxes sur les revenus et profits
- Taxes sur les biens et services
- Autres

Régime fiscal brésilien

Aperçu du régime fiscal brésilien	
Taux de l'impôt sur le revenu des sociétés	— 34 % (taux global) (IRS : 15 % + 10 % si revenu imposable > 240 000 BRL) (CSSL : de 9 à 20 % pour les établissements financiers ou 17 % pour les coopératives de crédit).
Dividendes	— Exonération pour les dividendes versés en interne ou à des actionnaires étrangers ; — Dividendes reçus depuis l'étranger : 15 ou 25 %. Des exceptions s'appliquent.
Intérêts	— WHT de 15 % + CIDE de 10 % (25 % pour les paradis fiscaux).
Redevances	— WHT de 15 % + CIDE de 10 % (25 % pour les paradis fiscaux) Services techniques inclus.
Autres impôts	— Produits manufacturés (IPI) ; — Transactions financières (IOF) ; — TVA fédérale (IPI, PIS, COFINS) ; — TVA États (ICMS) ; — TVA municipale (ISSQN) ; — Successions et donations (ITCMD) ; — Impôts fonciers municipaux (ITBI, IPTU, ISS).
Impôt sur le revenu des personnes physiques	— Taux maximal : 27,5 % (taux progressif).
Droits de succession	— 8 % maximum (États).

Autres caractéristiques du régime fiscal brésilien	
Exonération pour participation	— Dividendes entrants : pas d'exonération pour participation ; — Dividendes sortants : pas de WHT ; — Règles en matière de CFC.
Plus-values	— Plus-values découlant de la cession d'actifs par un résident personne physique : de 15 à 22,5 % (taux progressifs) ; — Plus-values découlant de la vente de biens immobiliers : 15% ; — Plus-values versées à des bénéficiaires non identifiés : 35 % ; — Plus-values versées à des bénéficiaires établis dans des paradis fiscaux : 25%.
Règles anti-évasion	— Législation en vigueur en matière de prix de transfert ; — Législation en vigueur en matière de sous-capitalisation ; — Législation en vigueur pour les sociétés sous contrôle étranger au titre de certains secteurs de l'économie domestique ; — GAAR en vigueur.
Échange automatique de renseignements	— Le Brésil est signataire du MCAA au titre de l'échange automatique de renseignements en vertu de la norme CRS. Premiers échanges à compter de 2017.
Instrument multilatéral	— Le Brésil n'est pas signataire de l'instrument multilatéral pour l'implémentation des mesures BEPS.

CSSL = Contribuição social sobre o lucro líquido

WHT = Withholding tax

CIDE = Contribuições de intervenção no domínio econômico

CFC = Controlled foreign companies

GAAR = General anti-avoidance rules

CRS = Common reporting standard

Régime fiscal luxembourgeois

Revenus passifs	Luxembourg
Dividendes	— Règles de droit commun (taux d'imposition fixé à 25 %) ; — Si les conditions de « participation exemption » sont remplies (taux d'imposition diminué à 15 %).
Intérêts	— Gouvernement (Taux d'imposition nul) ; — Règles de droit commun (Taux d'imposition fixé à 15 %) ; — Investissement long-terme (7 années) et acquisition de biens d'équipement (Taux d'imposition fixé à 10 %).
Redevances	— Droit intellectuel (taux d'imposition fixé à 25 %) ; — Autres (taux d'imposition fixé à 15 %) ; — Taux d'imposition fixé à 20 % (règle de droit commun) ou 25 % (sociétés détenues à au moins 50 %).
Plus-values	— Droit de taxation commun.
Autres caractéristiques du traité de double imposition (revenu actif d'activité)	— Application des règles de non double imposition et de crédit d'impôts pour les revenus passifs.

Quelques idées reçues

Les idées reçues les plus fréquentes sont les suivantes :

Brésil	Luxembourg																								
1. Le coût de la main-d'œuvre est faible — Les salaires au Brésil progressent à une vitesse considérable. Ils ont doublé depuis 2002. — L'amplitude des salaires est très importante : selon les experts, ils peuvent doubler, voire tripler. — Les charges sociales sont lourdes.	1. Le Luxembourg est un paradis fiscal — Si le Luxembourg est un pays où les taux d'imposition ne sont pas excessifs et sont plus intéressants que ses voisins européens, il n'en est pas moins un paradis fiscal. Un paradis fiscal est un pays où le taux d'imposition est nul et où les autorités ne coopèrent pas en termes d'échange d'informations. Or, la loi luxembourgeoise a introduit l'échange automatique de renseignements relatifs aux comptes financiers en matière fiscale avec les États membres de l'Union européenne et les autres juridictions partenaires du Luxembourg.																								
2. La création d'une société est aussi rapide qu'en Europe — La longueur et la complexité des procédures pour créer une société peuvent surprendre les européens. Les autorités sont multiples, les permis ainsi que les aspects fiscaux dépendent du type de société. Comparativement au Luxembourg, il y a deux fois plus de procédures et cela prend cinq fois plus de temps pour démarrer une activité au Brésil. Selon le rapport <i>Doing Business 2018</i>, les données chiffrées sont les suivantes : Brésil : <table> <tr> <th>Création d'entreprise (classement)</th><th>176</th></tr> <tr> <td>Score pour la création d'entreprise (0-100)</td><td>65,05</td></tr> <tr> <td>Procédure (nombre)</td><td>11,00</td></tr> <tr> <td>Temps (jours)</td><td>79,50</td></tr> <tr> <td>Coût (% du revenu par habitant)</td><td>5,00</td></tr> <tr> <td>Capital minimum requis (% du revenu par habitant)</td><td>0,00</td></tr> </table> Luxembourg : <table> <tr> <th>Création d'entreprise (classement)</th><th>70</th></tr> <tr> <td>Score pour la création d'entreprise (0-100)</td><td>88,76</td></tr> <tr> <td>Procédure (nombre)</td><td>5,00</td></tr> <tr> <td>Temps (jours)</td><td>16,50</td></tr> <tr> <td>Coût (% du revenu par habitant)</td><td>1,70</td></tr> <tr> <td>Capital minimum requis (% du revenu par habitant)</td><td>18,00</td></tr> </table>		Création d'entreprise (classement)	176	Score pour la création d'entreprise (0-100)	65,05	Procédure (nombre)	11,00	Temps (jours)	79,50	Coût (% du revenu par habitant)	5,00	Capital minimum requis (% du revenu par habitant)	0,00	Création d'entreprise (classement)	70	Score pour la création d'entreprise (0-100)	88,76	Procédure (nombre)	5,00	Temps (jours)	16,50	Coût (% du revenu par habitant)	1,70	Capital minimum requis (% du revenu par habitant)	18,00
Création d'entreprise (classement)	176																								
Score pour la création d'entreprise (0-100)	65,05																								
Procédure (nombre)	11,00																								
Temps (jours)	79,50																								
Coût (% du revenu par habitant)	5,00																								
Capital minimum requis (% du revenu par habitant)	0,00																								
Création d'entreprise (classement)	70																								
Score pour la création d'entreprise (0-100)	88,76																								
Procédure (nombre)	5,00																								
Temps (jours)	16,50																								
Coût (% du revenu par habitant)	1,70																								
Capital minimum requis (% du revenu par habitant)	18,00																								
3. Les investissements dont on parle moins — L'éducation est un secteur en croissance à ne pas négliger en termes d'investissements privés à court, moyen ou long terme, d'autant plus qu'il s'agit d'une thématique porteuse pour le Brésil, qui a besoin de former sa jeune population et de pallier aux manques de moyens des écoles publiques. Des sociétés d'universités privées de ce type sont entrées en Bourse au cours des dernières années, telles que <i>Kroton Educacional</i>, devenue la plus grande société d'enseignement privée au Brésil et qui a récemment réalisé une acquisition d'une valeur de 1,8 milliard USD en avril 2018.																									

2. Les aides et les incitations du secteur public

Différents organismes étatiques ont concrétisé des partenariats stratégiques afin de garantir un soutien de proximité aux entreprises des différents secteurs. Ils mettent à leur disposition un éventail de services d'appui afin de leur apporter une réponse adaptée à leurs besoins.

2.1 Les aides publiques au Luxembourg

La Chambre de Commerce apporte son soutien aux entreprises étrangères en termes de promotion via l'organisation de foires et d'événements professionnels. D'autre part, elle propose un service d'internationalisation. Les dirigeants d'entreprises souhaitant développer leur activité à l'international ont l'opportunité de participer à des conférences et à des réunions afin de s'informer sur un marché cible. On recense également les agences auxiliaires suivantes :

L'Enterprise Europe Network

La Chambre des Métiers, l'Office du Dueroire²⁵ rattaché à la Chambre de Commerce ainsi que *Luxinnovation* se sont engagés à apporter leur soutien direct aux entreprises implantées au Luxembourg via l'*Enterprise European Network-Luxembourg*. Cet organisme, le plus grand au niveau international au service des petites et moyennes entreprises, a pour mission d'informer et de conseiller les chefs d'entreprise sur l'accès aux marchés étrangers. Il leur fait profiter de son réseau international en mettant en relation les partenaires et experts, ainsi qu'au travers de l'organisation d'événements. Les entreprises trouvent ainsi sur place un réseau national unique de qualité offrant un service européen de proximité et une assistance personnalisée sur les démarches d'internationalisation. Des entrevues individuelles avec l'équipe d'*Enterprise Europe Network-Luxembourg* sont également proposées sur demande.



Source : ²⁵Créé en 1961, l'ODL a pour objet de favoriser les relations économiques et financières internationales dans l'intérêt du Luxembourg, notamment par la couverture de risques dans le domaine de l'exportation, de l'importation et des investissements à l'étranger. L'ODL exerce également sa fonction à travers sa participation dans les autres instruments du Commerce extérieur notamment dans « Luxembourg for Business ». Au fil des années, l'ODL est devenu un acteur clé du commerce extérieur luxembourgeois, le guichet unique regroupant tous les instruments financiers et les filets de sécurité offerts aux entreprises afin qu'elles développent leur activité à l'étranger et soient compétitives.

Le *b2fair*

Le *b2fair* est une plateforme de la Chambre de Commerce permettant aux entreprises internationales de partager leurs expériences et de nouer des partenariats à l'échelle internationale. Sa mission est d'identifier des opportunités d'expansion et de bénéficier d'aides sur les démarches d'internationalisation.

Le *Market guide*

Le *Market guide*, créé par la Chambre de Commerce, a pour objectif de promouvoir le commerce international au Luxembourg. Les entreprises étrangères qui souhaitent nouer des relations avec des entreprises luxembourgeoises peuvent y trouver un carnet d'adresses précieux, des informations sur les différents types de sociétés ainsi que les institutions qui supportent ces projets.

Un *business Center* ou « Espace Entreprises » pour les start-up

« Espace Entreprises » est un « *one-stop-shop* » de la Chambre de Commerce qui assure l'assistance aux petites et moyennes entreprises au Luxembourg. Une start-up qui n'a pas encore développé son projet peut y trouver de l'aide concernant les procédures administratives.

Outre les agences de la Chambre de commerce, il existe :

La Société Nationale de Crédit et d'Investissement (SNCI Bank)

La SNCI est un établissement bancaire de droit public spécialisé dans le financement à moyen et à long terme. Elle accorde notamment aux entreprises luxembourgeoises :

- des crédits d'équipement destinés à une grande majorité d'entreprises ;
- des prêts de création et reprise destinés aux petites et moyennes entreprises (PME) nouvellement créées ou reprises, et ce indépendamment de leur forme juridique ;
- des prêts à moyen ou long terme destinés aux entreprises industrielles et aux entreprises de prestation de services contribuant de manière significative au développement économique ;
- des prêts indirects de développement destinés aux entreprises réalisant un projet d'expansion, de remplacement, d'innovation, de création ou de reprise et contribuant au développement économique national ;

- des financements à l'étranger, destinés aux entreprises ayant un centre de décision et de production au Luxembourg depuis au moins 5 ans et qui souhaitent se développer à l'étranger.

Outre des incitations à l'investissement et un environnement légal et fiscal flexible, le gouvernement offre également des parcs industriels et des infrastructures afin de soutenir l'innovation.

Pour la promotion de la recherche, du développement et de l'innovation

Afin de soutenir les petites et moyennes entreprises s'engageant dans la recherche et le développement ou les projets innovants en général, le gouvernement offre des aides financières au secteur public et privé.

Depuis 2002, le ministère de l'Économie a présenté le *Luxembourg Cluster Initiative* qui réunit huit groupes d'innovation du Luxembourg :

- *Luxembourg Space Cluster*
- *Luxembourg ICT Cluster*
- *Luxembourg Materials Cluster*
- *Luxembourg BioHealth Cluster*
- *Luxembourg EcoInnovation Cluster*
- *Luxembourg Automotive Component Cluster*
- *Luxembourg Maritime Cluster*
- *Luxembourg Logistics Cluster*
- *Luxembourg Wood Cluster*

Le but est de collaborer en matière de technologie et de recherche, de communiquer davantage et de partager les connaissances en vue de développer des opportunités d'activité.

Les incubateurs et les parcs industriels

À travers le *Technoport*, qui fonctionne en tant qu'incubateur et coworking space, le ministère de l'Économie offre du soutien aux entreprises du secteur de la technologie. Les start-up des secteurs du *BioHealth*, de la *Cleantech* et des *ICT* sont soutenues par *the House of BioHealth* avec des laboratoires et des bureaux. Ces incubateurs sont complètement équipés et permettent aux entreprises de se faire assister par des professionnels et experts.

2.2 Les aides publiques au Brésil

Le gouvernement fédéral du Brésil a mis en place un scénario pour stimuler le commerce international du Brésil avec pour objectif l'accès à des nouveaux marchés en améliorant la logistique soutenant le commerce et en supportant financièrement les entreprises.

a. Les aides destinées aux micros et petites entreprises

Le gouvernement brésilien a mis en place de nombreuses incitations afin de soutenir les petites et moyennes entreprises, telles que l'*Estatuto da Micro e Pequena Empresa* (Statut national des micro et petites entreprises).

Les microentreprises au Brésil sont appelées *MES* (Microempresa) et les petites entreprises, *EPP* (Empresa de Pequeno Porte), acronymes qui viennent du portugais. L'acronyme MPE est utilisé pour désigner les deux types d'entreprises. La classification s'effectue en fonction d'un seuil de revenu brut annuel.

Un tissu économique caractérisé par des petites entreprises

Au Brésil, 99 % des 7 millions d'entreprises sont considérées comme petites entreprises selon un rapport de *Sebrae*²⁶. Ces entreprises, responsables de la distribution de la richesse et de la création d'emplois, génèrent des revenus considérables pour l'État et sont donc importantes pour l'économie du pays. Pour ces raisons, le gouvernement supporte les petites entreprises avec plusieurs incitations dans le but de maintenir leur activité. En outre, la sanction prévue par cette loi était importante pour la formalisation des entreprises irrégulières au Brésil.

Les avantages du statut de micro et petites entreprises

L'*Estatuto Nacional da Microempresa e Empresa de Pequeno* a été créé en 1999 en vue de définir le cadre général pour le traitement des MPE. Cette loi a apporté de nombreux avantages à la performance des MPE, tels que :

i) Avantages sur le plan bureaucratique

Une simplification de la collecte des impôts et du processus pour créer une entreprise a été apportée.

ii) Avantages au niveau des taxes

Le régime *Simples Nacional* a été créé en vue de faciliter la collection des taxes pour ce type d'entreprises.

iii) Avantages au niveau de l'accès aux crédits et à la technologie

Il est devenu plus facile d'obtenir des crédits au Brésil car plusieurs banques bénéficient du soutien du gouvernement. De même, une petite proportion des ressources municipales est destinée aux institutions publiques pour promouvoir l'innovation technologique.

iv) Avantage au niveau des exportations

Par conséquent, les activités d'exportation sont simplifiées et moins coûteuses.

b. Des incitations fiscales à différents niveaux

Les entreprises peuvent également bénéficier des différentes incitations fiscales.

Les incitations fédérales

Certains secteurs spécifiques bénéficient de régimes fiscaux favorables. Le plus souvent, les entreprises qui souhaitent en bénéficier doivent remplir des critères et satisfaire à des obligations spécifiques.

Les incitations régionales

Depuis 1960, le gouvernement brésilien a mis en place des politiques régionales dans le but de stimuler les investissements et le développement économique dans certaines zones enclavées du pays. En effet, l'économie est concentrée sur les côtes et dans le sud du pays. Il existe ainsi une zone franche à Manaus depuis 1967 ayant permis le développement d'un pôle industriel où plusieurs usines d'assemblage se sont installées.

Les incitations au niveau des États

Ces programmes permettent une exemption presque totale de l'ICMS (équivalent de la TVA), jusqu'à 95 %. Le département de développement financier ou économique étatique accorde ces exemptions pour les entreprises si les secteurs dans lesquels elles évoluent peuvent favoriser le développement économique de la région concernée.

Source : ²⁶Sebrae est un service d'assistance aux petites entreprises brésiliennes.

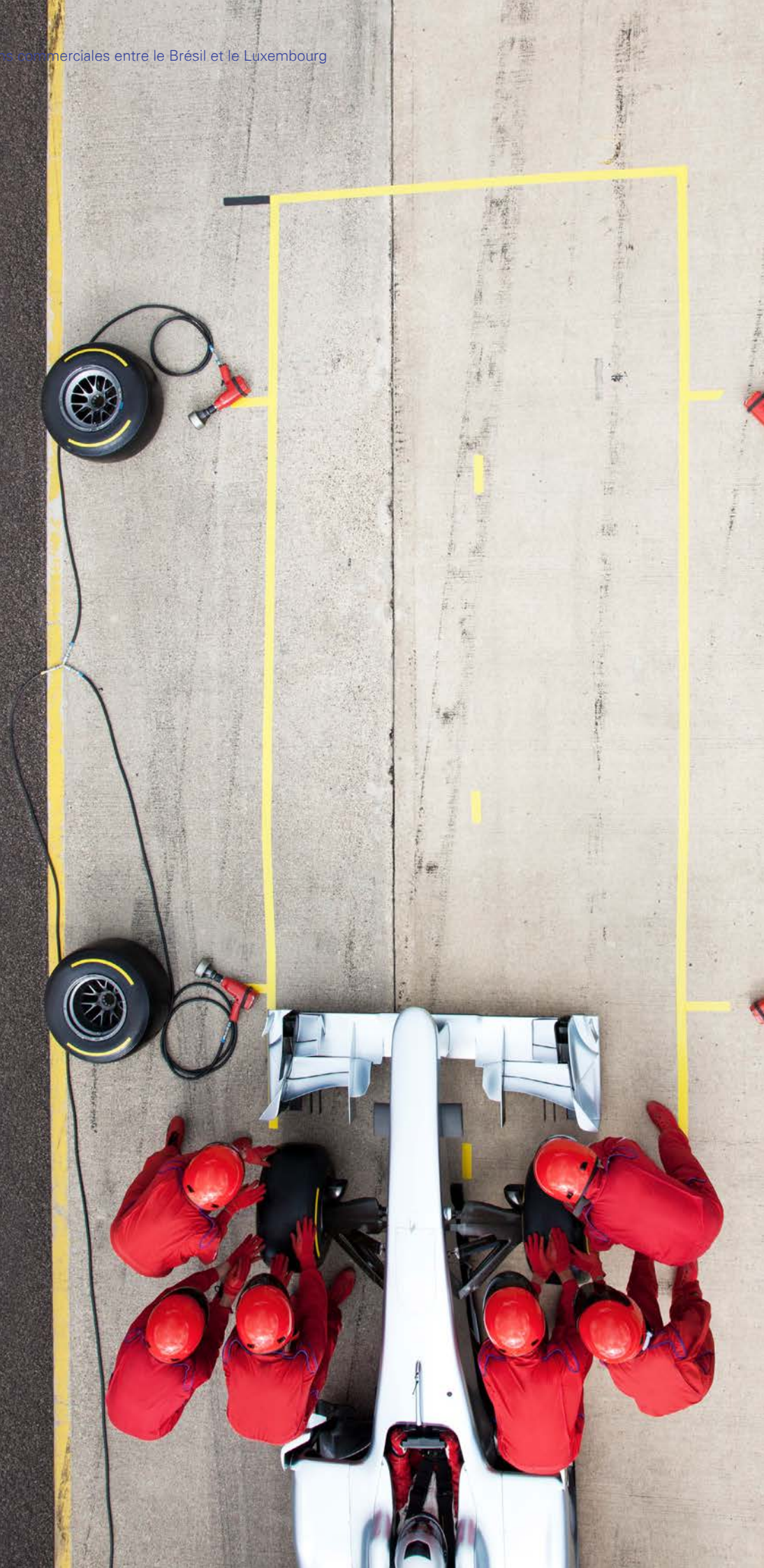
Les incitations municipales

Ce sont des régimes favorables, fiscaux ou non ayant pour objectif de promouvoir les investissements. En contrepartie de l'allégement fiscal, le bénéficiaire se doit de réinvestir, créer des emplois et participer au développement de la municipalité.

Des financements à long terme

En réponse à la politique de développement économique et social du pays, le Brésil a débloqué 165 milliards de réaux brésiliens en 2014 (soit 37 milliards d'euros). Ces financements à taux d'intérêt réduits sont destinés à des projets répondant à des conditions spécifiques de taille, de secteur et de zone géographique d'implantation.

En pratique, il existe une « compétition des taxes » (ICMS) entre les différents États fédéraux du pays car chaque État essaie d'attirer les investissements et offre des conditions avantageuses sans notification ni validation par les autres États.



3. Accompagnement privé des entreprises sur place

3.1 Du Luxembourg au Brésil : les aides à l'importation au Brésil

L'espace *Space Samples*

La société *Space Samples* au Brésil offre un service d'importation qui stocke les biens et gère tout le processus d'importation, et si besoin livre les biens partout dans le pays. Par ailleurs, elle propose des salles pour présenter les biens aux prospects.

L'*Entrepoto Aduaneiro*

L'*Entrepoto Aduaneiro* est un régime d'entrepôt de stockage qui permet de garder des biens importés sur le territoire brésilien pendant trois ans avant de les vendre au client final. Les taxes sur l'importation ne sont pas payées avant que les produits soient vendus au client final.

Pour l'importation temporaire des biens : le carnet ATA

Le carnet ATA est similaire au régime d'entrepôt de stockage. Il s'agit d'une méthode pour l'importation temporaire des biens. Le système est applicable partout dans le monde mais au Brésil, il est plutôt utilisé pour l'équipement professionnel ou pour des expositions et des foires et n'est pas encore accepté pour les échantillons commerciaux.

3.2 Du Brésil au Luxembourg : les aides privées au Luxembourg

Les entreprises privées soutiennent les entrepreneurs en fournissant des espaces de travail, des formations et des partenariats.

A destination des jeunes pousses : Paul Wurth InCub²⁷

Paul Wurth InCub soutient les entreprises avec des études, des industries, des produits et des services. Il apporte un réseau du secteur et propose un encadrement pour les jeunes entreprises. Par ailleurs, il y a aussi la possibilité de rencontrer des investisseurs du secteur public et privé.

À destination des start-up : Nyuko, Ekodaul et Wishbox

Concernant les start-up en phase initiale, Nyuko, Ekodaul et Wishbox sont des organismes privés pouvant apporter leur aide à la création.

Le programme *Fit 4 Start*

Fit 4 Start est un programme créé par Luxinnovation qui offre du capital, un réseau professionnel et un encadrement pour les start-up du secteur ICT.

3.3 Un réseau unique : KPMG Luxembourg – LATAM Desk

Un service de confiance destiné aux entreprises. Vous bénéficierez de notre accompagnement sur les aspects comptables et fiscaux ainsi que des conseils de nos spécialistes qui veillent sur les conditions économiques, les principaux secteurs, les techniques de vente, les règlements, les normes et plus encore.

Conclusion

Le Brésil, première économie du continent latino-américain et seconde du continent américain offre de nombreuses opportunités de croissance et de développement. Il présente également un certain nombre de particularités qu'un investisseur prudent et averti doit scrupuleusement étudier afin de minimiser d'éventuels risques préalablement à son entrée sur ce marché considérable.

Le retour sur investissement constitue sans doute l'un des aspects les plus intéressants des investissements dans les pays en voie de développement et est sans conteste bien plus élevé que celui offert dans les pays développés.

Il est tout à fait possible de convertir les incertitudes en de solides opportunités pour la croissance d'une activité déjà établie. Le choix visionnaire du Brésil, qui sera l'une des cinq premières économies en 2050 (devant l'Italie, la France, le Royaume-Uni et l'Allemagne selon Goldman Sachs), comme territoire d'exportation peut s'avérer très fructueux. Cependant, une planification, un accompagnement et une assistance par des experts semblent indispensables afin non seulement d'optimiser le temps de préparation à l'entrée sur le marché et l'établissement de l'activité, mais également d'éviter de mauvaises surprises, coûteuses en termes de temps et d'énergie.

Le Luxembourg est idéal pour tout dirigeant désireux de s'y implanter, qu'il s'agisse d'une start-up ou d'une entreprise souhaitant accéder au marché européen de manière stratégique. Le gouvernement mène une politique proactive sur tous les fronts en termes de soutien aux entreprises, au profit notamment de celles qui innovent.

Afin de bénéficier de toutes les aides publiques de financement et de se conformer aux nombreuses réglementations européennes, il semble utile de se faire assister et accompagner par des experts.

La petite taille du pays représente un avantage considérable en ce qu'elle permet de rencontrer les parties prenantes en un temps record et induit un allègement de la bureaucratie, à condition de savoir à quelles portes frapper et à qui s'adresser.

Les organismes privés travaillent souvent en étroite collaboration avec les autorités publiques et offrent des services d'accompagnement et conseils de qualité aux entreprises locales mais également étrangères souhaitant s'établir au Luxembourg. Ils prennent en charge les aspects comptables, juridiques et fiscaux et offrent de précieux conseils répondant aux spécificités des activités des chefs d'entreprise qui leur accordent leur confiance.

Par ailleurs, ils proposent des services pour aider les entreprises à devenir plus compétitives à l'international en choisissant le modèle de gestion le mieux adapté à chaque entreprise, au regard de son secteur d'activité et de ses spécificités.



Mentions et remerciements

Dans le cadre de la rédaction conjointe de cette brochure avec le Ministère de l'Économie et du Commerce Extérieur du Grand-Duché de Luxembourg, des informations et des données ainsi que des suggestions et des commentaires précieux ont été fournis, permettant d'offrir aux lecteurs une compréhension globale de la situation et des opportunités des relations commerciales entre le Brésil et le Luxembourg.

Participants :

Ministère de l'Économie et du Commerce Extérieur du Grand-Duché de Luxembourg

Daniel Da Cruz : Chargé de la direction générale de la promotion du commerce extérieur et des investissements

Thiago Bernardes Costa : Consultant à la direction générale de la promotion du commerce extérieur et des investissements

KPMG Luxembourg

Nilton Constantino : Head of LATAM

Stéphanie Vacheron : Advisory Financial Management

Département Marketing & Communications

Note sur les données et informations présentées dans ce rapport

KPMG Luxembourg a déployé tous les efforts afin de vérifier l'exactitude des données et autres informations présentées dans ce rapport, à jour au 30 juin 2018, sauf mention contraire.

Contact us

**Nilton Constantino**

Associate Partner
Head of LATAM
KPMG Luxembourg

T: +352 22 51 51 6686
E: nilton.constantino@kpmg.lu

**Frauke Oddone**

Partner
Head of Markets
KPMG Luxembourg

T: +352 22 51 51 6640
E: frauke.oddone@kpmg.lu

**Antoine Badot**

Partner
Alternative Investments
KPMG Luxembourg

T: +352 22 51 51 5558
E: antoine.badot@kpmg.lu

**Olivier Lacour**

Partner
Deal Advisory
KPMG Luxembourg

T: +352 22 51 51 6736
E: olivier.lacour@kpmg.lu

**Patrick Wies**

Partner
Head of Corporate and Public Sector
KPMG Luxembourg

T: +352 22 51 51 6305
E: patrick.wies@kpmg.lu

**Louis Thomas**

Partner
International Tax
KPMG Luxembourg

T: +352 22 51 51 5527
E: louis.thomas@kpmg.lu

**Zia Hossen**

Partner
Deal Advisory
KPMG Luxembourg

T: +352 22 51 51 7238
E: zia.hossen@kpmg.lu

**Stéphanie Vacheron**

Assistant Manager
Advisory Financial Management
KPMG Luxembourg

T: +352 22 51 51 6422
E: stephanie.vacheron@kpmg.lu

Ministère de l'Économie et du Commerce extérieur**Daniel Da Cruz**

Chargé de la Direction Générale
Ministère de l'Économie
Direction générale de la promotion du
commerce extérieur et des investissements

T: +352 247-84178
E: daniel.dacruz@eco.etat.lu

**Thiago Bernardes Costa**

Consultant
Ministère de l'Économie
Direction générale de la promotion du commerce
extérieur et des investissements

T: +352 621 783 781
E: thiago.costa@eco.etat.lu

KPMG Luxembourg, Société coopérative

39, Avenue John F. Kennedy
L-1855 Luxembourg

T: +352 22 51 51 1

kpmg.com/lu



The information contained herein is of a general nature and is not intended to address the circumstances of any particular individual or entity. Although we endeavor to provide accurate and timely information, there can be no guarantee that such information is accurate as of the date it is received or that it will continue to be accurate in the future. No one should act on such information without appropriate professional advice after a thorough examination of the particular situation.